

LE PEN

CONTRE LE FN

◇ *Jacques BOMPARD* ◇

LE PEN

CONTRE LE FN

◆ *Jacques BOMPARD* ◆

PRÉAMBULE

J'aurais préféré que ce livre ne paraisse jamais. L'enfermer à jamais au fond d'un tiroir aurait voulu dire que le Front national était un mouvement où l'on peut parler, débattre, s'affronter avant de se retrouver sur l'essentiel.

Hélas, cette vision de la politique n'est pas celle des plus hautes instances du Front. Ces dernières ont obtenu mon exclusion d'un mouvement que j'ai servi loyalement durant trente trois années. Cette exclusion me donne une liberté totale, m'accorde un droit de m'exprimer ne souffrant plus d'aucune restriction. Je dirai même que cette liberté nouvelle implique un devoir de témoigner. Car si ceux qui ont vécu au cœur du Front national se taisent, qui parlera ?

J'entends dire, ici, mes vérités. Dans l'intérêt du mouvement national au sens le plus large. A chacun de me lire et de me comprendre, ou pas, selon sa propre expérience.

Contrairement à certains, je ne souhaite pas parler du Front national ou de monsieur Le Pen jusqu'à la fin des temps. Une page se tourne et ce livre est aussi une façon d'écrire le mot «fin» au bas de celle-ci. Il est divisé en deux parties. La première, la plus longue, a été écrite dans les semaines précédant mon exclusion. Elle me semble essentielle pour comprendre l'histoire du Front national depuis dix ans. On y trouvera également une critique positive de son organisation ainsi que des propositions que je crois valables pour toute organisation politique rebelle au système en place et que nous appliquons le plus possible à l'Esprit Public. La seconde, beaucoup plus brève, écrite dans le mois suivant mon exclusion, est tournée vers l'avenir. Elle présente et explique mes choix.

Toutes les deux cependant ont un point commun. Elles sont écrites par un combattant politique qui n'a d'autre objectif que le service le plus efficace possible de la France et de la civilisation européenne.

INTRODUCTION

LA politique fut une noble activité. Les choses de la cité, le sort commun, la vie d'un peuple, autant de préoccupations élevées qui, de la cité antique à la cité de Dieu, donnèrent naissance à des littératures, à des systèmes, à des mythes, et modelèrent l'histoire de l'Europe, puis du monde. Hier respecté ou détesté, craint ou aimé, discuté ou admis, le politique apparaissait comme le sommet d'où tout partait et où tout revenait. Il n'en est plus rien. Le politique a abandonné sa prééminence. Désormais, l'économie, l'idéologie économiste commandent au monde. Le politique s'est transformé en un rouage administratif, destiné à traduire en application sociale les besoins du Marché. Bien logiquement, car il n'était plus utile, l'homme politique a disparu. Les fortes personnalités, les caractères puissants ont laissé place à cette pâte molle qu'on appelle le politicien moderne. Ils peuplent tous les partis du Système, et même parfois au-delà. Leur durée limite de consommation citoyenne est variable et dépasse rarement cinq ans chez les ministres. Et que dire de la grande majorité de ceux qui devaient régner sur notre avenir ? Exit en 2005, les Barre de 1988, les Balladur de 1995, les Madelin de 2001, les Juppé, les Léotard, les Rocard, etc...

Dans leurs moeurs, par leurs origines, à cause de leur absence d'idéal, ces politiciens sont interchangeables, un peu comme doivent l'être des domestiques. Seule leur livrée change de couleur, rouge sang des communistes, rose chamarré d'or et d'argent des socialistes, bleu gris terne pour les Gaullistes et leur bâtarde descendance, mais, au final, cet arc-en-ciel de servilité obéit au même maître. Ils savent parfaitement que leur ambition dépend de leur docilité aux médias, lesquelles ne sont que l'expression tarifée des puissances de l'Argent. On aimerait pouvoir dire que ces politiciens vivent l'échine cassée, mais les vers ont-ils une colonne ? Ces politiciens ne deviennent mammifères que pour hurler avec les loups, après les maudits du Système, ceux qui ne pensent pas droit, ceux qui pensent tout court malgré les efforts conjoints de la télévision et du ministère de l'Education républicaine. Les politiciens se gardent bien, eux, de penser. Ils concentrent tous leurs efforts pour dire différemment la même chose.

Ces politiciens sont méprisés. Peu de citoyens ont confiance en eux. Pourtant, ils recueillent encore nombre de suffrages. Un peu comme ces émissions de télé-réalité, que tout le monde s'accorde à trouver débilantes, mais qui rassemblent chaque soir des millions de téléspectateurs.

Face à eux, il n'existe depuis trente ans qu'un seul mouvement d'opposition, qu'une seule force alternative. Ce mouvement est aisé à reconnaître. Il est différent de tous les autres. Il ne comporte dans ses rangs aucun ministre, aucun député ayant volé les Français, aucun président de la République, aucun maire ayant mis les mains dans les caisses publiques.

Son cas est donc grave. Un tel mouvement est un vrai danger pour la démocratie. Il ne peut être qu'un parti antirépublicain. Il doit être combattu en conséquence. Il est devenu le bouc émissaire et le *deus ex machina* de la vie politique.

Ne parlez pas de l'immigration, sinon vous faites son jeu.

Votez pour un pourri, mais pour un pourri républicain, votez pour un voleur, mais pour un voleur citoyen, votez pour une authentique crapule, mais votez pour elle ! Pas une voix pour le camp du Mal Absolu.

Ce mouvement craint par toute la classe politique et que les médias ont appris aux Français à haïr, c'est, bien sûr, le Front national. J'y appartiens depuis les premiers temps de sa fondation.

Je l'ai connu petit groupuscule de quelques centaines de militants, dispersés aux quatre coins de la France, sans argent, sans crédit, inconnu de tous, déployant de vains efforts dans l'indifférence totale d'une France encore bien portante. Porté sur les fonts baptismaux par Ordre Nouveau en 1972, l'enfant a survécu à son parrain. En 1979, Simone Veil invectivait démocratiquement Jean-Marie Le Pen, lui intimant l'ordre de se taire car «vous ne représentez qu'1% des gens». En 2002, avec 17% des suffrages, le mot d'ordre reste le même : le Front national doit se taire ! Mais à l'indifférence des années 70 a succédé le mensonge. En toute impunité, le Système peut utiliser ses armes de désinformation massive, sans rencontrer la moindre réticence intellectuelle, dans la majorité de la population française.

Pendant de longues années, notamment celles suivant la percée des Municipales de Dreux en 1983 et les Européennes de 1984, le Front national a été une redoutable machine politique et militante. Les plus anciens s'en souviennent : entre 1984 et 1988, tout semble possible. Sans doute car tout est encore possible... A partir des années 90, le Front national se stabilise, c'est-à-dire qu'il ne progresse plus. A l'intérieur, il est organisé de telle manière qu'une bonne partie des énergies des cadres sert à surveiller, contenir et contrer les initiatives de tel ou tel considéré comme un rival. Face à Jean-Pierre Stirbois, le président du Front national favorise l'ascension de Bruno Mégret. Pour tenir compagnie à Mégret, Bruno Gollnisch prend du galon. Mégret parti, Marine Le Pen apparaît pour contrebalancer Bruno Gollnisch. Pendant ce temps, le président arbitre.

Longtemps, comme la plupart des responsables du Front national, je me suis tu. Au nom d'un intérêt général de plus en plus difficile à cerner, j'ai gardé pour moi mes inquiétudes, j'ai cultivé mon jardin électoral. Mais cette attitude ne peut avoir qu'un temps. Le Front national n'est pas un jeu vidéo. Le combat pour la France, une partie virtuelle. Hier, je me taisais au nom de l'intérêt du mouvement, je crois qu'aujourd'hui, c'est pour le Front national qu'il faut parler. Il y en a assez de ce mouvement où l'on étouffe ! Fondé par des hommes libres, le Front national doit redevenir un mouvement où l'on se sent libre, pas une organisation dont près de la moitié des membres du Bureau politique se taisent de

peur de perdre leur emploi, pas un mouvement où la lettre d'un adhérent de base critiquant le président est transmise, illico, à ce même président qui convoque aussitôt une commission de discipline pour punir dans la foulée, pas un mouvement dont la presse interne s'autocensure pour échapper, sans toujours y parvenir, à la seule censure du Président.

Le Front national est devenu le château de la Belle au Bois Dormant. A ceci près qu'on y attend non le réveil d'une princesse mais qu'un président consente à laisser sa place. Alors que jamais les réalités quotidiennes n'ont autant donné raison au Front national, ce mouvement est incapable de capitaliser les intérêts électoraux de trente ans de combat. Moins d'adhérents, ô combien moins de militants, moins de cadres, beaucoup moins d'élus régionaux et municipaux. Que reste-il ? Le baromètre des sondages qui, invariablement, hors élections, gratifie le Front national d'une promesse de 10 à 13%. Guère plus, rarement moins. Encore s'agit-il moins d'un vote d'adhésion qu'un cri d'exaspération, un signe de désespoir.

Pour certains, cependant, il faudrait encore se taire. Attendre. Il est, paraît-il, très mal élevé de ne pas être d'accord avec le président du Front national. Il est encore plus grave de le dire. Alors que le Front national se plaint à longueur de colonnes de presse interne d'être interdit de débat, il pratique la même méthode en son sein. Auto critique ? Interdit ! Désaccord ? Interdit ! D'ailleurs, pourquoi se plaindre puisque tout va bien ! Tout va très bien, tout va toujours très bien... Le Pen sera encore au second tour des Présidentielles en 2007, mais cette fois, contre un candidat de gauche, et, là, il gagnera ! C'est vrai puisqu'il le dit dans *Français d'Abord* (1) ! Autrefois, les campagnes Front national étaient rythmées par des caravanes militantes qui sillonnaient le pays. Depuis plusieurs années, les hautes sphères du mouvement voguent sur les fleuves de France et d'Europe pour de coûteuses croisières. Du Rhône à la Volga (2), la croisière s'amuse.

Je n'ai pas envie de m'amuser. Comme des milliers d'adhérents, je n'ai pas envie de voir périr trente années d'efforts communs. Car le Front national fut une aventure collective et doit le redevenir.

Je crois qu'aujourd'hui, le premier devoir d'un cadre est de parler. C'est ce que je veux faire avec ce livre. Depuis deux ans, j'ai été amené à faire de nombreuses critiques sur le fonctionnement du Front national et sur son président. Je ne les regrette pas, ne retranche rien, et ne souhaite que davantage les présenter et les expliquer. Ces critiques, je les veux positives, c'est-à-dire émises dans le but d'améliorer le fonctionnement et les résultats de notre mouvement. De temps à autre, je lis dans le courrier des lecteurs de tel ou tel hebdomadaire nationaliste qu'il n'est pas correct de «s'en prendre à Jean-Marie Le Pen». Celui-ci a tant d'ennemis qu'il importerait de ne pas ajouter une seule voix aux leurs.

(1) journal interne du Front national

(2) à 2.200 euros la place...

Je comprends ce point de vue. C'est celui du ghetto. Début mars 2005, j'ai reçu une lettre, fort aimable, d'un frontiste, qui me reprochait «d'attaquer» Jean-Marie Le Pen. La lettre se terminait par ces mots : «monsieur Le Pen est comme moi un vieux monsieur, vous lui devez le respect».

Je ne crois pas personnellement que le respect ne soit dû qu'aux vieilles personnes et qu'il suffise d'arriver à 60 ans pour être respectable. Je pense qu'il faut respecter les gens que l'on estime. Cela étant dit, je le dis volontiers : je respecte Jean-Marie Le Pen pour tout ce qu'il a apporté durant tant d'années à la cause nationale. Je le dis clairement : Jean-Marie Le Pen a été un fabuleux chef politique. Sa puissante personnalité planait à de vertigineuses altitudes, loin au-dessus des médiocres rampants que le peuple lui a préférés. Qu'était-ce qu'un Chirac, un Jospin, à côté d'un Le Pen ? Qui dans ces années-là avait en France la vision, la force, la culture, le charisme d'un Le Pen ?

Mais reconnaissance du passé n'est pas culte béat, il ne doit empêcher personne de s'interroger sur la situation actuelle. Il y a assez de tabous dans ce pays pour que le Front national n'en ajoute pas en son sein et que la discussion y soit interdite, même si celle-ci conduit à émettre des réserves, voire des critiques sur les décisions ou les paroles de son président.

On m'a rapporté l'anecdote suivante, vieille de plus de quinze ans. Lorsque Jean-Marie Le Pen venait à l'époque faire un meeting en Rhône-Alpes, un brave homme, boulanger de son état, était toujours là, à Lyon, à Grenoble, à Chambéry... Au moment où le Nabucco retentissait et donc où le président du Front national entrait pour traverser la salle au milieu des applaudissements, notre boulanger, en transe, agitait un gigantesque drapeau, virevoltant autour des D.P.S., et hurlant à s'en déchirer les poumons : « Le Pen, c'est notre Dieu ! ».

Eh bien ! Je suis désolé de décevoir certaines personnes, Jean-Marie Le Pen n'a jamais été, n'est pas mon dieu ! Je crois même qu'il n'est pas besoin d'avoir suivi des cours de théologie pour avancer que Jean-Marie Le Pen n'est pas d'essence divine. Je conçois que cette révélation constitue une hérésie scandaleuse pour toute personne qui croit en l'unité consubstantielle de Jean-Marie Le Pen et du Front national. Je ne peux rien pour ces dévots dont le nombre va s'amenuisant chaque année. Je suis convaincu, en outre, que ce culte qui sent davantage le cirage que l'encens n'a pas été un service rendu à Jean-Marie Le Pen, lui-même.

Une chose doit, d'entrée, être précisée. Ce qui me sépare de Jean-Marie Le Pen est une conception et une stratégie. Conception du mouvement, de son organisation, de sa gestion, de la création et du développement de ses moyens. Stratégie du Front national, de la mise en œuvre des moyens, pour quels buts immédiats et lointains. Tout cela est fondamental, au sens étymologique du mot. On comprend donc qu'il ne s'agit évidemment pas d'une querelle d'hommes. Je ne suis pas certain du tout que le successeur de Jean-Marie Le Pen, quel qu'il soit, partage mes analyses. On peut même redouter que ce remplaçant

ne cède à la facilité de continuer de faire du Front national comme Le Pen, mais sans Le Pen. Or, au contraire, je pense que c'est au moment même où une page va se tourner que notre mouvement doit opérer une véritable révolution interne.

Avant de développer ce fond, je dois revenir sur les dix années qui se sont écoulées. Pour qu'il me comprenne, et j'en forme l'espoir, le lecteur doit connaître ce que je connais, être informé pleinement d'évènements réels, peu connus, voire passés sous silence, sans lesquels nul ne pourrait comprendre mon cheminement.

1 - UN CRIME ABOMINABLE

J'AI été exclu, pour une durée de six mois, du Bureau politique du Front national le 1^{er} octobre 2004. Cette décision a été prise par Jean-Marie Le Pen. Le motif invoqué par le président du Front national, comme bien souvent dans les périodes de purges, n'avait que peu à voir avec la réalité : j'aurais manqué à la discipline du mouvement.

Pour faire bonne mesure, j'ai été éliminé, deux mois après, de mon poste de Secrétariat départemental du Vaucluse que j'occupais depuis la création de la fédération en 1975. Toujours sur décision du président du Front national et, cette fois, sans motif.

Mais motivée ou pas, la vérité est ailleurs, et très loin de pauvres prétextes que, même la presse interne du mouvement, n'ose pas relayer. Quel crime ai-je commis pour mériter cette sanction que monsieur Le Pen, dans un courrier privé, espère « *pédagogique* » ?

Ai-je quitté le Front national avec pertes et fracas pour passer à l'U.M.P. en conservant mes mandats ? Non... Si tel était le cas, j'aurais, au contraire, été félicité et gratifié, comme dans le cas du nouveau secrétaire départemental des Alpes-Maritimes qui a réussi l'exploit de nous trahir trois fois et d'être à chaque fois « pardonné » par M. Le Pen.

Ai-je fait scission pour créer un groupuscule uniquement financé par le R.P.R. ? Du tout... Mais si je l'avais fait, je serais aujourd'hui responsable régional du Front national en Provence car, contrairement à la Sainte-Vehme médiévale qui « châtiât les traîtres », Jean-Marie Le Pen, lui, les promeut, les récompense, les chouchoute, pourvu que, entre deux trahisons, le félon vienne à ses pieds faire allégeance.

Ai-je demandé, dans la presse nationale, au nom du Front national, que le mouvement admette le caractère multiconfessionnel de la France ? Certes pas... Dommage pour moi ! Monsieur Le Pen m'aurait nommé tête de liste pour les Régionales et les Européennes en Pays de Loire.

Mon crime est beaucoup plus grave. Il est abominable et ne souffre d'aucune excuse. On pardonne aux traîtres, on réembauche des domestiques indéliçats. Mais comment pardonner à celui qui milite depuis trente trois ans (1), qui ne trahit pas, comment dominer une indépendance de situation et d'esprit ?

Dans un article paru dans la grosse presse en 2004, Jean-Marie Le Pen a trouvé judicieux de se moquer de Carl Lang dont le bureau serait, selon ses dires, décoré d'une affiche portant la phrase suivante : « *Tu dois tout au Parti, le parti ne te doit rien* ». Je m'étonne de la dénonciation de Jean-Marie Le Pen car, à un mot près, cette phrase résume parfaitement sa conception du Front national : « *Tu dois tout à Le Pen, Le Pen ne te doit rien* » !

Mon crime est donc simple et terrible à la fois : je ne crois plus en Jean-Marie Le Pen. Un crime absolu au sein d'un mouvement personnalisé, un crime que j'ai commencé à commettre, sans le savoir, le 18 juin 1995 lorsque j'ai été élu maire de ma commune.

(1) Je n'ose plus dire que j'ai participé à la fondation du Front National en 1972. Jean-Marie Le Pen me dénie même ce droit. Nous n'étions pourtant pas nombreux à adhérer au Front national lors de sa création. Ceux présents encore autour de Jean-Marie Le Pen se comptent sur les doigts de deux mains. Eh bien non ! Je n'ai pas co-fondé le Front national ! J'imagine que Jean-Marie Le Pen l'a fondé tout seul et que le Bureau politique d'Ordre Nouveau n'y a pour rien contribué non plus...

2 - TOUT COMMENCE EN 1995

C E jour là, pour la première fois dans son histoire, le Front national fait élire trois maires lors d'une élection municipale générale. Jean-Marie Le Chevalier à Toulon, Daniel Simonpiéri à Marignane et moi-même. Deux ans plus tard, Catherine Mégret nous rejoindra en s'emparant de Vitrolles. D'entrée, la presse du système s'inquiète de voir le Front national régner sur plus de 300.000 habitants. Bien logiquement, le mouvement annonce que ses élus municipaux vont montrer aux Français qu'il est possible de gérer autrement, de gérer proprement, ce que *Libération* traduira, et la formule sera reprise, par la mise en place « *de villes laboratoires du Front national* ».

A cette époque, Orange et Marignane n'intéressent pas ou fort peu les instances nationales du mouvement. Nous sommes considérés comme de braves cousins de province qui ont eu la chance de faire un intéressant héritage électoral. Cela vaut bien une poignée de mains et une photo de groupe autour de Jean-Marie Le Pen, mais pas davantage. Pour le président du Front national et pour Bruno Mégret, la politique, la « vraie », est ailleurs. Il s'agit là d'un vrai fossé entre nous, d'une vraie différence d'analyse, de stratégie, de conception du mouvement. J'y reviendrai.

Pour l'heure, Jean-Marie Le Pen a sa ville préférée, sa ville « laboratoire », sa ville lepéniste : Toulon, une vraie ville avec ses 160 000 habitants. Il est vrai que la préfecture du Var a tout pour lui plaire. Une forte garnison de militaires, l'agréable climat de la côte, la chaleur communicative de repas roboratifs avec un maire en exil dans sa propre commune et peu suspect de verser dans le local. Jean-Marie Le Pen peut donc y faire de la politique comme il l'aime. Assister au défilé du 14 juillet avec monsieur le maire, ce dernier un pas derrière lui, parader à un cocktail avec des amiraux, jouer l'entremetteur pour présenter au maire de sympathiques hommes d'affaires.

Bruno Mégret a et aura la même vision des municipalités. Il utilisera Vitrolles comme caisse de résonance pour la propagande du Front national et, bien sûr, pour la sienne, en considérant la politique comme une suite de « coups » médiatiques. Ce sera, entre autres, l'affaire de la prime de naissance, perdue d'avance d'un point de vue juridique, et dont le but était moins d'appliquer un programme que de démontrer en interne au Front national que, lui, Bruno Mégret était plus qu'un maire par procuration mais un vrai leader d'envergure nationale.

A contrario, Daniel Simonpiéri et moi-même, qui avons la mauvaise idée de nous consacrer d'abord à notre tâche municipale, ne rencontrons guère la compréhension et l'assentiment des chefs du Front national. Lors de l'Université d'été de 1997 qui se tint à Orange, je sais que la lecture du journal municipal récolta forces moqueries de divers députés européens et autres considérables sommités du scrutin proportionnel. Les articles sur les réseaux d'assainissement dans un quartier ne relèvent pas de la grande politique. Pas assez

brillants ! Pas assez idéologiques ! Rien sur Maurras, Junger ou même le président Le Pen ! Comme le dit alors un haut cadre frontiste qui jeta avec dédain le journal sur une petite table « *Pfff ! Tu parles d'une politique municipale... !* ».

Dix ans plus tard, Toulon et Vitrolles ont été récupérées par les partis du système. Les grands politiques ont pris la route du Maroc ou retrouvé le chemin du travail. Les ploucs de Marignane et d'Orange sont toujours en place. Cette seule constatation n'entraîne aucune analyse dans les instances dirigeantes du Front national. Ou plutôt si, une : surtout, n'ayons plus d'élus locaux !

3 - JEU DE RÔLES

ALORS que dans ces années qui précèdent la scission mégrétiste certains s'occupent de leur commune et d'y faire progresser nos idées grâce à une gestion crédible, les instances dirigeantes du Front national s'amuse à faire semblant. Les enfants jouent à la dînette ou à papa-maman. Au Front national, on jouera à « si j'étais président et si tu étais ministre ». Ce sera la mise en place du pré gouvernement du Front national, appelé également sans rire : shadow-cabinet. Sans doute car, dit en anglais par des patriotes français, l'affaire gagne en sérieux.

La presse du système a voulu, à l'époque, y voir la constitution d'un contre-pouvoir à la prise en main du Front national par Bruno Mégret. Peut-être... Mais qu'importe ! Huit ans plus tard, l'important est ailleurs, c'est-à-dire dans le fait que le mouvement a consacré des sommes considérables pour un jeu de rôles où tout était faux, presque tout inutile, et dont il ne reste rien. Un jeu de rôles où j'ai tenu ma place de figurant et que, curieusement, les militants et adhérents du Front national connaissent très peu. Il est vrai qu'annoncé en fanfare dans *Français d'Abord* et *National Hebdo*, le pré gouvernement du Front national a glissé par la suite en bas de page intérieure avant de disparaître à peu près complètement. La faute à la crise mégrétiste ? Pas vraiment ou pas seulement. Le jouet avait cessé d'être neuf...

Pourtant, en soi, l'idée de mise en place de commissions travaillant sur les grands dossiers du gouvernement, à la fois capables de rédiger des notes argumentaires et des propositions alternatives n'était pas sottise et même nécessaire. Mais le contre gouvernement Front national n'était pas cela. Il s'agissait moins de travailler sérieusement et régulièrement que de jouer. La preuve en est d'ailleurs que chaque « ministre » s'était vu recommander de nommer un « chef de cabinet », comprendre quelqu'un qui travaillerait à sa place... Cela commençait bien !

Pour la première manifestation publique du pré gouvernement de Jean-Marie Le Pen, on choisit bien évidemment un lieu digne des fastes de la République. Tant qu'à jouer, autant que ce soit confortablement, n'est-ce pas... Le « gouvernement » Front national se réunit donc toute une matinée dans une salle de l'hôtel Crillon, place de la Concorde. J'ignore combien nous coûta la salle, mais n'importe qui peut vérifier qu'une chambre, dans ce prestigieux établissement estampillé Relais et Châteaux, vaut environ 700 euros (4 500 francs) par nuit, qu'une suite peut monter à 6.800 euros (45.000 francs) et que le petit-déjeuner n'étant pas compris, il dépasse les 30 euros (200 francs). Bref, un hôtel très représentatif de la droite sociale et populaire que le Front national incarne dans ses documents de présentation.

La salle où prirent place messieurs les pré-ministres était donc magnifique, grande table de bois, nappe épaisse, lambris au mur, dorures au plafond. Une vraie pièce de gouverne-

ment, un vrai décor pour y jouer une pièce.

Pour que l'illusion soit parfaite, un permanent du Front national, incarnant le rôle d'un huissier élyséen, annonça d'une voix grave et compassée l'arrivée de Jean-Marie Le Pen : « Monsieur le Président ! ».

Puis l'on passa à l'ordre du jour. L'étude des affaires de la France prit deux bonnes heures, passées lesquelles on en vint aux choses sérieuses, un cocktail et une conférence de presse. La comédie du Crillon se renouvela à plusieurs reprises. Pour varier les plaisirs, le gouvernement Front national partit tout un week-end en Alsace, pour un séminaire de réflexion, dans un hôtel de luxe à 1.000 francs la chambre. Ce fut, à ma connaissance la dernière séance de travail collectif de messieurs les ministres. Invité à m'y rendre au titre de Secrétaire d'Etat, je dois avouer que je n'en sortis pas épuisé, mais pas davantage rassuré sur cette étrange conception du combat politique.

A ma connaissance, le bilan de ce contre gouvernement est mince : un livre que personne n'a lu et qui parfois donne également l'impression de ne pas avoir été écrit, une demi-douzaine de « Lettre du contre gouvernement » à la distribution groupusculaire, la répartition de luxueux cartables en cuir noir marqués « pré-gouvernement Front national » entre messieurs les « ministres ». Et puis c'est tout !

J'ai entendu dire début 2005 que les plus hautes instances du Front national envisageaient une « *réactivation du pré gouvernement* » en vue de la Présidentielle 2007. Je trouve dommage de s'arrêter en aussi bon chemin. Pourquoi pas un Pré-Parlement pour jouer au député ? Sans oublier des Pré-Préfectures pour les secrétaires départementaux, des Pré-ambassades pour nos militants vivant à l'étranger qui pourraient s'y rendre pour se faire apposer des visas Front national sur les passeports délivrés par la République de Saint-Cloud. Tant qu'à vivre dans le virtuel, autant que ce soit drôle !

4 - L'HÉMORRAGIE MÉGRÉTISTE

La scission de 1998, déjà sept ans, relégua des entreprises comme le contre gouvernement aux oubliettes. Elle faillit tuer le Front national, qui en réchappa de très peu, mais elle a emporté avec elle des milliers de militants sincères qui se sont davantage épuisés psychologiquement dans cette guerre civile que dans dix années de combat contre le système. Les raisons pour lesquelles chacun s'est déterminé pour le Front national ou pour le M.N.R. sont infiniment nombreuses. L'affectif y a joué souvent un rôle primordial, le hasard des rencontres, le poids des illusions, y ont tenu aussi leur part. Je n'en ferai pas ici l'inventaire.

Avec le recul, alors que les passions se sont apaisées et que l'état de notre pays exige la nécessaire réconciliation de tous les patriotes, il n'est pas inexact de dire qu'aucun des deux camps n'avait le monopole des « félons » et des « fêlés ».

Je crois aussi que l'on peut prétendre que Bruno Mégret, qui s'est dressé contre Jean-Marie Le Pen après avoir tout reçu de Jean-Marie Le Pen, n'avait pas une vision différente du combat que son protecteur devenu son ennemi. Le M.N.R. fut une décalcomanie du Front national. Même maquette pour les documents de propagande, même organisation interne, même programme, même culte du président. La seule différence tenait, je n'ose parler au présent, dans le nom de ce président. A ceci près, tout était identique. Dans ces conditions, l'opinion publique ne s'y trompa pas et préféra vite, et de plus en plus, l'original à la copie. Seul le dévouement et le travail de milliers de militants permirent à l'aventure du M.N.R. de survivre à ses échecs électoraux de 1999 et de 2001. Mais l'enthousiasme n'a qu'un temps et doit se nourrir de victoires. Le M.N.R. n'est plus qu'une ombre, une apparence. Comme au Front national, on y fait semblant. Bruno Mégret joue à croire, et à faire croire qu'il aura un avenir après la mort de Le Pen. Peu, même dans son mouvement, partagent cette chimère qui est aussi un aveu. Fait par Le Pen, défait par Le Pen, c'est encore de Le Pen qu'il attend son salut. Quoi de plus cruel pour une carrière qui ne sera jamais parvenue à s'émanciper de ses prémisses ?

La crise mégrétiste aurait pu être l'occasion d'une autocritique de la part du Front national, d'une analyse de sa manière d'être, d'agir, de travailler, de ses buts et de sa stratégie. Il n'en fut rien. Des noms disparurent des organigrammes, bientôt remplacés par d'autres noms. Des places vides furent comblées au Parlement Européen en 1999.

Une seule chose comptait : la guerre à l'ennemi mégrétiste, le combat du vieux roi contre le maire du Palais. Moins qu'une querelle politique, il s'agissait d'une rivalité d'hommes, d'un choc d'ambitions.

Aujourd'hui, alors que Bruno Mégret a perdu, que ses barons se sont retirés ou ont cherché un pardon que le président du Front national n'a pas manqué de leur accorder, pour

pouvoir jouir complètement de la soumission de ceux qui avaient osé le défier, le «mégrétisme» n'est plus qu'un croquemitaine dont Jean-Marie Le Pen agite de temps à autre le fantôme pour stigmatiser un cadre suspect de non lepénisme. Le mégrétisme est, en quelque sorte, au système lepénien ce que le trotskisme était au régime stalinien. Les coups de piolet en moins.

5 - QUAND LE PEN INTERDIT DE PARLER DE L'ISLAM...

DÈS 1999, alors même qu'à ce moment là Bruno Mégret et son M.N.R. constituent encore une puissance, le Front national subit une première tentative de révision de son programme. Le coup part de Samuel Maréchal, ancien président du Front national de la Jeunesse, alors directeur de la communication de Jean-Marie Le Pen, membre du Bureau Politique. Bref, un cadre important du mouvement. Nous sommes au mois de juin, en pleine campagne électorale des Européennes. Samuel Maréchal qui, comme d'autres après lui, aspire à «relooker» le Front national, à le «moderniser», à changer son «image», passe beaucoup de temps avec les journalistes et notamment ceux spécialisés dans le Front national. Dans une interview, monsieur Maréchal affirme très sérieusement que la France est devenue une société multiconfessionnelle et que le Front a évolué sur cette question de l'immigration. Par la suite, gêné par la tournure de l'affaire, Samuel Maréchal affirmera qu'il avait seulement voulu prendre acte d'une réalité mais que, pour autant, il ne s'en satisfaisait pas. Cette défense ne tient pas car s'il ne s'était agi que de reconnaître que sont installés, en France, plusieurs millions d'étrangers, alors pourquoi ajouter que le Front national avait évolué ?

Interrogé quelques jours plus tard sur R.T.L., Jean-Marie Le Pen ne désavouait pas son directeur de la communication. Il tentait d'expliquer ses propos et, ce faisant, allait même jusqu'à accepter implicitement que soient construites, dans notre pays, des mosquées. Cette affaire entraînait un grand malaise parmi les cadres du mouvement, mais également chez beaucoup d'adhérents qui ne comprenaient pas où Samuel Maréchal voulait en venir (1).

Peu de temps après, Stéphane Durbec quittait le Front national, sans pour autant rendre son mandat de Conseiller, avant de revenir faire allégeance à Jean-Marie Le Pen, à la veille des élections régionales de 2004, ce qui lui a permis de conserver son poste d'élu...

J'ai la conviction absolue que Samuel Maréchal n'a pas parlé sans l'accord de l'homme dont il était le directeur de la communication. Alors pourquoi ces déclarations ?

(1) Dans un courrier à en-tête du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseiller régional de Marseille, Stéphane Durbec, volait au secours de Samuel Maréchal en écrivant notamment : « *La France est un pays multiconfessionnel, c'est une évidence (...). Bien que dominante, la religion chrétienne est aujourd'hui pratiquée par une minorité de français. La deuxième religion, c'est l'Islam (...). L'exclusion d'un lycée français de jeunes filles portant un foulard (...) est une sanction qui peut paraître très sévère (...). Si la religion musulmane est conquérante, elle n'en demeure pas moins tolérante* ».

Selon certains, il s'agissait d'opposer au M.N.R., composé de « racistes », un Front national plus « ouvert », plus « généreux ».

Pour d'autres, les propos de Samuel Maréchal n'étaient que l'aveu d'une ambition personnelle et la recherche d'une image de Frontiste plus modéré, plus « fréquentable ».

Je ne trancherai pas. Je dis simplement que cette affaire, qui en annonçait bien d'autres, est symptomatique des dysfonctionnements du Front.

Récapitulons :

Un membre du Bureau politique change le discours du mouvement sur un point essentiel en pleine campagne électorale.

Au lieu d'être blâmé, ce cadre est soutenu implicitement par le président du Front national qui cherche à étayer son propos, tout en arrondissant certains contours.

L'affaire n'est pas évoquée au Bureau politique.

DANS QUEL PARTI POLITIQUE VOIT-ON CELA ?

Je précise que je ne voue aucun ressentiment particulier à Samuel Maréchal que je n'ai jamais fréquenté dans l'intimité. Je lui reconnais le mérite d'être celui qui a le plus développé le mouvement de jeunesse du Front. Il est vrai qu'il est aussi le seul qui ait disposé de moyens financiers importants. Par ailleurs, il n'est ni un imbécile, ni un lâche.

Mais je crois que Samuel Maréchal, comme d'autres, a été monté trop vite et n'a pas compris la politique, du moins celle qui doit ou plutôt devrait être pratiquée au Front. Ayant épousé la fille de Jean-Marie Le Pen, il est devenu membre du Bureau politique. On lui a confié la responsabilité de toute une région, l'Ouest. Il y a disposé, là également, de gros moyens. Sans faire d'efforts, il est devenu, par la grâce du scrutin à la proportionnelle, Conseiller régional puis Président de groupe avec les avantages en nature assortis. On a parlé de lui à un moment comme possible Député européen. Dans le même temps, il gravitait dans l'entourage immédiat du Président. Plus souvent avec les journalistes ou les permanents du mouvement qu'au contact de la population, monsieur Maréchal a vécu sa carrière militante dans le confort des bureaux et des hôtels particuliers. Ses responsabilités lui laissant quelques loisirs, il a même fondé une société de communication qui a eu le Front national comme client pour certaines de ses campagnes électorales.

Ce n'est pas ma conception de la politique. Loin du terrain, loin des « vrais gens », on perd le sens du réel. On pense « coup politique », « stratégie médiatique », « cuisine électorale ». On prête plus attention à l'opinion, aux réflexions du journaliste du *Monde* avec lequel on déjeune, qu'aux militants de base qu'on ne voit plus que du haut d'une tribune, ou du centre de la « table officielle » d'un dîner débat. C'est évidemment une manière de faire de la politique beaucoup plus aisée que de frapper aux portes des immeubles et de se la voir claquer au nez une fois sur trois.

Dès le début de l'affaire, je condamçais les propos de Samuel Maréchal. Lors de l'Université d'Été qui suivit, en août à Orange, je prenais la parole pour dire l'exact contraire et rappeler la doctrine du Front national, ceci à la quasi unanime satisfaction des militants présents.

Le Front national est un mouvement de résistance. Pas un mouvement de collaboration. Un Front national qui prend acte du caractère multiconfessionnel de la France, c'est un Front national qui admet et accepte l'inacceptable et l'inadmissible au regard de sa doctrine et sur un point crucial qui lui vaut l'adhésion d'une large partie de la population. Un Front National qui affirme avoir « évolué » sur la question de l'immigration est un Front national qui se renie, qui jette le désarroi dans le cœur de ses militants, qui trouble les esprits de ses électeurs pour lesquels il est, à tort ou à raison, le seul et dernier rempart. Aucun militant et encore moins cadre du Front national n'a le droit de dire des choses pareilles.

Quelque peu dépité et inquiet par la tournure des événements, Samuel Maréchal formait alors le voeu que le sujet soit débattu en Bureau politique ou en Congrès. Quoi de plus légitime que cette demande ? Mais pourquoi la faire APRÈS ses déclarations ?

Evidemment, le sujet n'a jamais fait l'objet d'une discussion et d'un vote ni en Bureau politique, ni encore moins, en Congrès. Demander l'avis des délégués ? Quelle folie ! Ils pourraient dire ce qu'ils pensent !

Mon discours ne me valut, sur le moment, aucune réaction officielle du mouvement. Il en fut différemment lors du Bureau politique qui suivit. Le 16 septembre 1999, entouré du silence prudent des autres membres de l'assemblée, Jean-Marie Le Pen s'en prenait ouvertement à mon discours de l'Université d'Eté. Au-delà de la querelle sur l'affaire Maréchal, il devenait palpable que le président du Front national redoutait un deuxième « complot » contre lui. Toute critique, toute contestation, tout désaccord pouvait dorénavant être interprété comme les prémises d'un putsch, comme l'organisation d'un régicide.

Pour faire bonne mesure, Jean-Marie Le Pen interdisait à tous les membres du Bureau politique de s'exprimer en public sur l'Islam. Ordre au demeurant très vite oublié...

Si officiellement, je ne faisais l'objet d'aucune condamnation ou de mesure de rétorsion, la situation était claire : j'étais dans le collimateur.

6 - QUAND DES D.P.S. VOLENT UNE VOITURE DE LA VILLE D'ORANGE

Aquelque temps de là, une affaire allait défrayer la chronique locale. Passée complètement inaperçue au niveau national, bien oubliée aujourd'hui dans le Nord-Vaucluse, elle révèle, elle aussi, les graves dysfonctionnements d'un Front national décidément bien malade.

Le D.P.S. (Département Protection Sécurité - le service d'ordre du Front national) y joue un rôle moteur. J'entends le D.P.S. de Provence, que je ne compare pas aux autres groupes de France. Je ne parle que de ce que je connais. J'ai pu, par ailleurs, apprécier les qualités de l'actuel directeur national du D.P.S., Jean-Pierre Chabrut.

Le 4 octobre 1999, deux fonctionnaires de la commune d'Orange quittent leur travail à 17 H 30. Ils se rendent près d'Aix-en-Provence en voiture, comme ils le font régulièrement, pour suivre un entraînement de Krav-Maga, une technique d'auto-défense mise au point par l'armée israélienne. J'ignore tout de ce déplacement.

Ce que font les 500 fonctionnaires de la Ville d'Orange en dehors de leur travail ne me regarde pas et ne suscite pas chez moi une curiosité débordante. A la sortie de leur cours, les deux hommes s'aperçoivent que leur véhicule a disparu. Pour eux, l'affaire n'est pas simple. En effet, il s'agit d'une voiture de service de la commune qu'ils utilisent en toute illégalité. Afin de ne pas avoir à révéler cette utilisation frauduleuse, ils se gardent d'aller déclarer le vol à la gendarmerie locale et attendent le lendemain pour signaler la disparition du véhicule qu'ils affirment avoir garé dans une rue d'Orange. Sur la foi de ces déclarations, et conformément à la procédure, un Conseiller municipal se rend au Commissariat de police pour déposer plainte au nom de la Ville. Deux jours plus tard, la voiture est retrouvée à Carpentras, à proximité du poste de police. Tout semble rentré dans l'ordre.

Il n'en est rien, car ce vol n'est pas un vol comme les autres. Il s'agit en fait d'une véritable machination politique qui a germé dans le cerveau échauffé du responsable départemental du D.P.S., sans doute appuyé par son chef régional. Leur but ? Faire tomber Bompard, suspect de « mégrétisme », coupable d'avoir critiqué Samuel Maréchal à l'Université d'Été, en l'embarquant dans une affaire d'abus de bien social !

Les deux fonctionnaires qui ont emprunté la voiture de service sont, en effet, tous les deux membres du Front national. Ils sont des « proches de Jacques Bompard », comme le dira plus tard à la police un des complices du vol. Ils auraient donc l'aval du maire qui serait leur complice dans cette utilisation frauduleuse.

L'affaire a un côté risible, presque pagnolesque. Elle n'en est pas moins gravissime dans sa conception et ses buts. Je n'ai, bien sûr, jamais été inquiet pour cette histoire. La Ville

compte des dizaines de véhicules de service. Je ne peux être derrière chaque conducteur, ni même mettre un espion derrière eux. Les deux fonctionnaires coupables ont reçu un blâme, conformément aux textes en vigueur.

Mais au moment où l'on retrouve la voiture, l'affaire n'existe pas, à la grande déception des D.P.S. Ceux-ci escomptaient que la plainte serait déposée dans les Bouches-du-Rhône et que l'utilisation abusive serait ainsi révélée d'elle-même. Or, il n'en a rien été. Tout le monde ignore cet effroyable scandale d'une voiture de mairie qui se balade en dehors des heures de service (comme si la chose n'était pas courante du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest de la France). Pour les voleurs, il ne reste donc plus qu'une solution : avouer leur vol pour confondre Bompard et ses complices. C'est ce qu'ils vont faire, sans oublier de convoquer la presse pour donner enfin à leur geste tout le relief médiatique qu'ils escomptaient.

Je tairais les noms de ces gens. Ils n'ont aucune importance et, pour beaucoup, ne militent même plus au Front national. Sauf un ! Celui de Fernand Teboul. Véritable cheville ouvrière du coup, il est le plus acharné de la bande, révélant une haine malade envers mes amis et moi-même. C'est lui qui ira avouer le vol à la police, c'est lui qui passera au tribunal, c'est lui encore qui ne cessera dans la presse de m'attaquer au nom de la lutte contre le « mégrétisme », enfin, c'est ce même Teboul qui accordera un long entretien au militant communiste Maurice Martin, lorsque celui-ci écrira un pamphlet contre la municipalité d'Orange.

Les déclarations de Teboul à la barre, comme à la presse, vont nous apprendre comment les choses se sont passées. Il n'y a pas eu à proprement parler de vol du véhicule puisque les D.P.S. possédaient la clé de démarrage. Comment ? Tout simplement en faisant du chantage auprès d'un militant qui leur fera un double à l'insu, bien évidemment, des utilisateurs habituels. Chantage doublé d'un mensonge : ils se prévaudront de l'appui du Président lui-même auprès de différents militants, afin de les impressionner et de les amener à agir selon leurs désirs.

Bien évidemment, il paraît improbable que Jean-Marie Le Pen ait été au courant de près ou de loin de cette guignolade.

Le procès en correctionnelle des D.P.S. se terminera en pantalonnade, le tribunal de Carpentras concluant à son incompétence. La procédure s'enlisera jusqu'à disparaître. Elle doit aujourd'hui encore dormir au fond de quelque placard.

J'avoue qu'à cette époque cette histoire me surprit totalement. J'aurais pu pourtant me sentir averti. Dans un courrier à en-tête du D.P.S., daté du 15 septembre, soit quinze jours avant le vol, le responsable D.P.S. du Vaucluse, m'écrivait : *« J'ai la certitude de ta volonté de déstabiliser le mouvement (...). Tu te conduis en véritable despote (...) dans le seul but de nuire au Président. Ton comportement depuis longtemps, et plus particulièrement depuis ces derniers jours, s'identifie à de la félonie (...). Sois certain qu'à l'avenir tu m'auras toujours devant toi ».*

Serions-nous chez les fous ? Dans quel parti un Service d'Ordre peut-il s'octroyer le droit de commander aux politiques ? Un mouvement où des Pieds nickelés se croient investis d'une mission barbouzarde, est-il un mouvement sérieux, crédible ?

D'autant qu'informées en toute discrétion, les autorités du Front national me soutiennent..., sans pour autant aller jusqu'à exclure tous les protagonistes de l'affaire dont certains semblent jouir d'une haute protection...

Bien sûr, je garde pour moi alors ces réflexions dans l'intérêt du Front national. Si je les livre aujourd'hui c'est afin d'être compris lorsque je dis que notre mouvement a profondément besoin d'être rénové dans sa stratégie, ses pratiques militantes mais aussi ses mœurs et ses hommes.

7 - 2001 : Orange confirme

AVEC l'approche de mars 2001, je consacre toute mon énergie à la campagne des Municipales à Orange. Quelques mois avant le vote, un sondage me donne 37% au premier tour et autant au second. Je serais élu de justesse en cas de triangulaire, mais battu dans l'hypothèse d'un front « républicain »... Avec le recul, on peut mesurer une fois encore la fiabilité de ces sondages qui, en fait, sont surtout fabriqués pour satisfaire le commanditaire, en l'occurrence le Parti Socialiste.

A l'époque, alors que je rencontre chaque semaine plusieurs journalistes descendus spécialement de Paris, je prédis ma victoire au premier tour. L'un de ces éminents parisiens me proposera même d'en prendre le pari et de m'offrir un déjeuner dans le restaurant de mon choix. Selon lui, ce serait déjà extraordinaire d'être élu au deuxième tour. Bien évidemment, j'attends toujours que ce journaliste gauchiste tienne sa parole... sans impatience, car sa compagnie ne m'est pas particulièrement agréable.

Si je fais alors cette annonce d'un succès total, c'est qu'au contact de la population, je sens bien le fossé qui existe entre les Orangeois très satisfaits par notre travail et les journalistes, perclus de préjugés, ne jurant que par des schémas idéologiques.

Il est vrai que je suis aidé dans ma campagne par un candidat R.P.R.-U.D.F., certes sympathique, mais, qui sans illusion, ne déploie guère d'efforts. A gauche, la tête de liste socialiste est un homme terne, sans relief, appuyé par le dernier carré de communistes orangeois, et recrutant ses rares militants parmi les jeunes immigrés. Seule une liste d'extrême-gauche trouble le cours tranquille de la campagne par le comportement hystérique de ses membres sur les marchés. L'effondrement de la gauche lui permettra de rassembler 7% des voix, et seule ma victoire au premier tour lui donnera une élue.

Le 11 Mars 2001, je suis donc réélu maire d'Orange avec 60% des voix avec une forte participation. C'est un véritable coup de tonnerre local et la fin des illusions pour les tenants du système, persuadés depuis six ans que « ce n'est qu'un feu de paille ». La même semaine, je rate l'élection de Conseiller général de trois voix. Trois voix douteuses qui me permettront de faire casser l'élection et d'être élu un an plus tard au premier tour. Le soir même de ma réélection de maire, je reçois un appel de Bruno Gollnisch, impatient de connaître le résultat. Beaucoup d'autres membres du Bureau politique feront de même. Des centaines de lettres afflueront de toute la France durant plusieurs semaines. J'attends toujours un appel ou un mot de félicitations de Jean-Marie Le Pen.

Nous ne sommes plus en 1995. Cette fois, c'est clair : le président du Front national n'aurait pas vu d'un mauvais œil ma défaite. Après tout, quel besoin de contrôler une commune lorsque l'on considère que la «mère de toutes les batailles» (sic) c'est la Présidentielle ? La République n'avait pas besoin de savants, le Front semble ne pas avoir besoin de maires !

A Marignane, Daniel Simonpiéri est, lui aussi, réélu triomphalement alors qu'à Vitrolles, Catherine Mégret n'y parvient que de justesse, encore ne s'agit-il que d'une victoire temporaire puisque l'élection sera annulée avant d'être perdue, toujours de très peu. On peut penser qu'il s'agit moins d'une défaite des idées nationales que de la conséquence d'une candidature en inadéquation avec les attentes de la population. Si Catherine Mégret avait habité Vitrolles et non la banlieue chic de Paris, elle serait sans doute encore maire de sa commune.

A Toulon, le pitoyable Jean-Marie Le Chevallier est balayé et avec lui le Front national. Parachuté de Paris par Jean-Marie Le Pen, mis à la tête de la plus puissante fédération de France, maire d'un grand port de la Méditerranée, Le Chevallier avait toutes les cartes en main pour jouer un rôle majeur au sein de la droite nationale. Hélas, il a confirmé, année après année, de 1995 à 2001, l'exécrable opinion qu'il inspirait à tous ceux qui l'approchaient. Je ne l'accablerai cependant pas outre mesure. On ne peut demander à un poney de tirer une charrue, ou à un teckel de participer à une course de lévriers. Les carences de Jean-Marie Le Chevallier étaient un secret de polichinelle au Front national. Lui confier la meilleure fédération, lui donner une tête de liste dans une des villes les plus favorables à nos idées, était la dernière chose à faire. Elle a été faite et elle a été faite par la volonté d'un seul homme.

Lors de ces élections municipales de 2001, le Front ne parvient à faire élire qu'un seul nouveau maire, Marie-Christine Bignon à Chauffailles, dans le département de Saône-et-Loire, au cœur du Charolais. Elle incarne parfaitement ce que doit être un candidat à une élection locale. Marie-Christine Bignon est de Chauffailles. Elle y a ses racines. Elle y vit. Elle y travaille. Mieux ! Elle a dirigé une entreprise de textile qui assurait du travail à une dizaine d'ouvrières, mais qui a dû fermer, victime de la mondialisation. Elle ne fait peur à personne. Au contraire, on la connaît. On l'estime. Avant d'être «le candidat du Front national», elle y est une personne. Il est alors beaucoup plus difficile à nos ennemis de plaquer sur cette candidature leur discours idéologique destiné à susciter la haine, la violence et la peur.

Dans le Nord-Vaucluse, à vingt-cinq kilomètres d'Orange, nous présentons à Bollène une liste menée par mon épouse. Il s'agit d'un difficile pari. Bollène est, après Orange, la plus importante commune du Nord-Vaucluse. Forte de 15.000 habitants, elle vit de la rente fiscale du nucléaire qui ne suffit cependant pas à la protéger d'un fort chômage. Elle est gérée depuis trente ans par la gauche qui n'a eu de cesse d'y construire des logements, dits sociaux, que le Parti Communiste, puis le Parti Socialiste ont copieusement rempli d'immigrés nord-africains ou turcs. A l'approche de mars 2001, le mécontentement y est unanime. Mais peu de gens acceptent de s'engager sur une liste que le maire sortant et la presse locale vont accuser du crime inexpiable de «fascisme». A force de porte-à-porte, de visites à domicile, d'obstination, nous parvenons quand même à monter une liste. Considéré comme un outsider, nous provoquons la surprise au premier tour en arrivant en tête avec 35% des voix. Seule l'union sacrée du P.S., du P.C. – et de l'U.D.F. !!! - nous empêchera

de vaincre. Marie-Claude Bompard obtient cependant 47% des suffrages. Nous envoyons sept élus siéger au Conseil municipal, ce qui fait de nous la plus forte opposition depuis plusieurs décennies.

Il est dommage pour Bollène que nous n'ayons pu remporter la victoire en 2001. La ville a perdu ainsi six années pour sa rénovation. Il sera encore plus dur pour elle de remonter la pente du déclin en 2008. C'est durant ses six années d'opposition qu'une équipe municipale se forge et gagne en crédibilité. Je le dis souvent : on ne l'emporte que très rarement la première fois. Mais si l'on travaille bien, et si l'équipe en place commet des fautes que l'on sait exploiter, l'opposition est l'antichambre de la victoire.

8 - FAISONS UN RÊVE

LE 21 avril 2002 à 20 heures, lorsqu'à côté de la figure de Jacques Chirac est apparu le visage de Jean-Marie Le Pen, au moment où la France entière apprenait la présence du Front national au second tour de l'élection présidentielle, les militants nationalistes se sont sentis payés de dizaines d'années d'efforts. Enfin ! Ils ont connu un peu ce sentiment qu'éprouvent les supporters d'une petite équipe de football qui parvient, miraculeusement, en finale de la Coupe de France. Une joie intense, un bonheur d'autant plus indicible qu'inattendu, d'autant plus jouissif que la grande peur du Système, de ses journalistes, de ses politiciens, laissait croire que tout, peut-être, pouvait basculer.

Pour reprendre la formule de Merlin, dans le cycle Arturien, le 21 avril a été un rêve pour certains, un cauchemar pour d'autres. Mais rêve ou cauchemar, le réveil est vite venu et il a fallu déchanter au Front national. Nous n'étions pas prêts à affronter un tel événement. Pire ! Pas une seconde, nous avons cherché à nous en donner les moyens.

Pourtant, Jean-Marie Le Pen l'avait prédit : il serait au second tour. Il est vrai qu'il avait déjà fait cette prédiction en 1988 et 1995... Mais cette fois, enfin, les faits lui ont donné raison ! La multiplication des candidats de gauche associée à la place centrale de l'insécurité dans le débat présidentiel lui a offert cette place de finaliste. Par rapport à 1988, le Front national a progressé de 2,5% et de 5 si on y ajoute le score de Bruno Mégret. Ce n'est pas négligeable, mais la progression reste faible et lente, lorsque l'on s'est fixé de rassembler la majorité des Français.

La campagne du deuxième tour a été une honte pour la démocratie, ce mot dont se gargarise tous les matins les gorges républicaines. La dictature algérienne n'aurait guère fait mieux. Enfants mis en condition par les enseignants, expédiés dans la rue, mensonges et calomnies à chaque minute de chaque jour entre le 21 avril et le 5 mai.

Face à cette avalanche de haine, le Front national en l'état de ses forces n'avait aucune chance. La vérité exige cependant de dire que la campagne fut mal menée. D'abord, par le choix des thèmes mis en avant, comme la sortie de l'euro, dont l'immense majorité des électeurs se moquait éperdument. Ensuite, par l'incapacité du mouvement à utiliser et à organiser les milliers de bonnes volontés qui affluèrent durant ces jours d'entre deux tours. En effet, on vit alors, partout, revenir vers nous des militants en congé de front, des mégrédistes anciens ou en activité, des Français n'ayant jamais collé une affiche. Tous, emportés par le moment qu'ils croyaient historique, étaient prêts à servir. Qu'en a-t-on fait ? Rien.

La raison en est simple : le Front national n'est plus un mouvement de militants (1). Il ne dispose que rarement de relais sur le terrain. Certes, il peut, ici ou là, mais pas partout, envoyer une équipe de colleurs d'affiches tapisser la nuit les murs d'une commune. Il peut

distribuer des milliers de tracts ponctuellement, même si, à l'instar des partis du Système, il préfère désormais payer des entreprises privées ou la Poste pour diffuser sa propagande. Mais il n'a pas d'organisation, il ne dispose pas de relais associatifs. Non seulement le nombre de militants ne croît pas en proportion de la progression électorale, mais, au contraire, il diminue inexorablement. Les instances dirigeantes ne s'en émeuvent pas outre mesure. La meilleure preuve en est le peu de moyens mis en œuvre dans les campagnes d'adhésions lancées par le siège.

Il va sans dire que ce constat simple que je fais, et que beaucoup partagent au Front national, n'a pas fait l'ombre d'une analyse dans les hautes sphères du Front national. Les termes de critique positive, d'audit, de bilan, y sont proscrits. Il n'est pas interdit de se poser des questions mais il est fermement recommandé de ne pas en poser au Bureau politique ou au Congrès. Tout va très bien, tout va toujours très bien, et si ça ne va pas bien, c'est de la faute des autres et tout ira mieux en n'en parlant pas. Quant à celui qui en parle, il fait naturellement le jeu de l'ennemi.

Dans ces conditions, on comprendra qu'il n'y aura pas de 21 avril bis. D'abord, parce que le 21 avril fut un accident, dû à des circonstances particulières, ensuite, parce que le mouvement refuse de tirer des leçons de 2002. Loin de progresser, il régresse. Il se sclérose. Certes, la propagande du mouvement dit le contraire. Elle veut faire du 21 avril un jour fondateur, celui où le Front national s'est approché de la sainte table républicaine. Il ne suffirait plus que d'acquérir un peu de «culture de gouvernement» pour toucher le Graal citoyen en 2007. J'ignore si beaucoup d'adhérents ont cru à cette fable en mai 2002, mais je sais qu'aucun n'y croit plus aujourd'hui.

(1) Je reviendrai là-dessus mais pour prouver ce que j'avance, je reprends les chiffres donnés en 2000 par Michel Schneider pour sa section dans un courrier public, largement distribué. Je ne trahis donc aucun secret. Je ne donne pas le nombre d'adhérents dans le Vaucluse ou en France.

Dans la 15^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône, le Front comptait, avant la crise mégrétiste, 203 adhérents. Ils étaient encore 112 en janvier 1999. Ils n'étaient plus que 35 en 2000. Et monsieur Schneider d'écrire : « *Si l'on considère que notre circonscription a été active pendant la crise (une vingtaine de militants), on imagine aisément la gravité de la situation ailleurs* ».

Je ne donnerai naturellement pas le nombre actuel d'adhérents dans cette section. Mais il est largement inférieur à ce qu'il fut à notre apogée.

9 - ET LA PRESSE CRÉA MARINE !

Il était une fois une soirée électorale, celle du deuxième tour de la Présidentielle de 2002. Ce soir là, peu de responsables nationaux du Front national étaient pressés de se rendre sur les plateaux de télévision pour affronter la joie délirante et l'arrogance humiliante de journalistes et de politiciens savourant leur soulagement de nous voir scotchés sous les 20%. Mais une femme était prête à relever le défi. Et c'est ainsi que le service de presse du Front envoya Marine Le Pen pour représenter six millions d'électeurs. La jeune femme fit si bien, réussit si parfaitement face à la meute, que sa prestation suscita envers sa personne une curiosité médiatique bien méritée... Dans la famille Le Pen, les journalistes demandaient la cadette.

Cette narration de la sainte apparition médiatique de Marine Le Pen est la version officielle, telle qu'elle nous est pieusement contée dans les colonnes hagiographiques de la presse interne du mouvement. D'aucuns ont une autre présentation des faits et ne croient pas au hasard. Expliquer que Bruno Gollnisch - ou Carl Lang - n'avait guère envie ou le temps de se rendre sur les plateaux de T.F. 1 ou de France 2 peut causer quelque impression sur des personnes que leur bienveillance naturelle prédispose à la crédulité. Hélas, le combat politique est inconciliable avec l'angélisme et les belles images. Ceux qui le savent ne doutent guère que Marine Le Pen a été propulsée ce soir là par l'attaché de presse du président du Front national afin de satisfaire à sa propre ambition, ce qui n'est pas condamnable, et à la demande de Jean-Marie Le Pen, dont il est difficile de cerner les motivations exactes. Amour paternel ? Souci d'installer une personnalité face à Bruno Gollnisch comme il avait poussé ce dernier face à Mégret ? Peu importe... Les faits sont là : une jeune femme de 35 ans, jamais élue, même battue en 1997 lors d'élections internes, est devenue en quelques jours le porte-parole n°1 d'un mouvement représentant six millions d'électeurs. Encore un bel exemple d'organisation démocratique du mouvement, encore une magistrale démonstration de notre maîtrise des choses.

En effet, un argument est souvent développé pour expliquer cette percée médiatique de Marine Le Pen : « *ce sont les médias qui la demandent. Grâce à elle, on parle de nous* ». Et, en effet, on ne peut prétendre le contraire, ce sont bien *Libération*, *Le Monde*, *Canal Plus*, *France Inter* et leurs confrères, bien connus pour leur amour du Front national, qui ont décidé qui s'exprimerait au Front national, qui représenterait notre mouvement. Même Jean-Marie Le Pen a fini par en concevoir quelque amertume, regrettant qu'on n'invite plus que sa fille.

On peut aussi discuter ce « *grâce à elle, on parle de nous* ». Car l'approche du « phénomène médiatique Marine » (comme on a pu lire ici où là) était - est encore souvent - davantage

people que politique. C'était « la fille de », que l'on interrogeait, c'était la petite dernière du méchant chef populiste que la presse féminine faisait mine de considérer comme plus humaine. Marine dans les médias, c'était moins une responsable Front national tenant un discours politique, qu'un discours sur la fille Le Pen...

Cette avalanche médiatique, à laquelle il semble qu'il n'ait manqué que le *Journal de Mickey* et *Modes et Travaux*, a-t-elle eu quelques conséquences heureuses pour notre mouvement ? On aimerait le croire. Hélas, la simple et scrupuleuse analyse oblige à répondre par la négative. Si on peut ne pas se fier aux sondages, il n'en reste pas moins que les études publiées sur l'image de Jean-Marie Le Pen, sur celle de sa fille, sur les intentions de vote pour notre mouvement, n'ont pas connu d'inflexions notables dans les mois suivant la percée médiatique de Marine Le Pen. Le vote des électeurs lui-même n'a guère été favorable à Marine Le Pen, à chaque fois qu'elle a mené une liste à des élections proportionnelles. Certes, ses amis savent excuser ces contre-performances. Cependant, celles-ci sont un fait. L'effet médiatique n'a pas été suivi d'un effet politique. Cela suffit à condamner définitivement toute stratégie fondée sur la seule utilisation des médias du Système.

Au plus fort de sa visibilité médiatique, en 2002 et 2003, Marine Le Pen mettait en avant un préalable au développement du Front national : la dédramatisation. Enfonçant cette porte ouverte à tous les vents, elle ne pouvait que recueillir l'assentiment général, à commencer par celui de son père. Le fer de lance de cette grande opération devait être l'association *Génération Le Pen*.

Cette association n'était pas nouvelle. Créée en 1998 à l'initiative de Samuel Maréchal, elle avait publié le numéro 1 de son journal à la fin de l'année 2000. Dans son éditorial, le président de l'époque appelait à « rendre la France aux Français », opinion estimable mais que l'on ne peut pas qualifier de particulièrement originale d'un point de vue idéologique, historique ou stratégique. A cela s'ajoutaient diverses aimables considérations sur la nécessité de « constituer un laboratoire d'idées », de fonder « des cercles de réflexions » ou le projet « d'être une force de soutien au service des fédérations du Front national ». Bref, de bonnes paroles, cent fois entendues dans la droite nationale depuis quarante ans, s'étalant sur quatre modestes pages.

Avec l'arrivée de Marine Le Pen à la tête de *Génération Le Pen*, les choses allaient vite changer pour l'association. D'abord, l'argent. Combien ? Impossible de le savoir. Mais suffisamment pour imprimer un journal sur papier glacé, un luxueux dossier de présentation, sans oublier quelques « conventions » en province devant 80 ou 100 personnes... Les statuts de l'association réservaient l'adhésion aux moins de quarante ans. Une telle discrimination interdisait donc à la grande majorité des adhérents du Front national de se joindre à Marine Le Pen. On changea donc les statuts et *Génération Le Pen* devint **GÉNÉRATIONS Le Pen**. Tout le Front pouvait enfin adhérer. Il semble cependant que cette opportunité ne suscita qu'un engouement mesuré, voire marginal et, en tous les cas, rapidement décroissant. Quant aux personnes hors Front national, pour lesquelles l'association se proposait de jouer le rôle de sas ou d'antichambre, il n'est pas certain qu'un nombre suffisant ait

adhéré en même temps pour constituer une équipe de basket...

Coquille à demi-vide mais argentée, *Général Le Pen* s'attelait donc à sa mission « dédiable » Jean-Marie Le Pen et il n'est pas sûr que la quête du Graal soit une entreprise plus audacieuse...

On doit s'arrêter un instant sur cette idée de « dédiable ». Elle renvoie à un effet, la diabolisation dont sont victimes les idées jugées non correctes par ceux qui nous dirigent, les financiers mondialistes, et ceux qui leur obéissent, les politiciens du Système, les journalistes de la grosse presse et, à des échelons en dessous, tous ceux qui peu ou prou possèdent un pouvoir d'influence dans notre pays, comme, par exemple, les professeurs. Sont diabolisées, frappées du sceau de l'infamie, mises à l'index, condamnées au silence face à la calomnie, toute idée, toute force allant à l'encontre des idéologies universalistes et matérialistes. Tout ce qui est enraciné, doté d'une identité, tout ce qui conforte la diversité, tout cela est, selon des échelles différentes, à des degrés divers, diabolisé. Le Front national qui est l'expression politique de ce refus du mondialisme, du conformisme, du règne du Même, est donc la victime n°1 de cette arme qu'est la diabolisation.

Ayant fait ce constat, sachant que la diabolisation est possible du fait des médias, on doit se poser la question : comment va-t-on « dédiable » en utilisant ces médias qui sont justement l'outil de masse de propagande contre nous ?

La réponse est évidente. Elle ne justifie pas une discussion. Une « dédiable » passant par les médias est impossible.

Est-ce à dire qu'elle l'est également par d'autres moyens ? Certainement pas et nous y reviendrons. Mais il importe de se poser des questions sur des responsables politiques comme Marine Le Pen, recevant en l'occurrence le soutien de son père, qui prétendent utiliser les médias en notre faveur. Naïveté ? Commodité pour masquer un vide abyssal, que ce soit dans le domaine de la stratégie comme des idées ?

Quoi qu'il en soit, Marine Le Pen a très vite mesuré l'inanité de sa démarche. Elle a été victime à son tour des médias, sa photo faisant la « une » de magazines *people*, véritables torchons l'accusant d'avoir insulté des policiers sous l'emprise de la boisson !

Il n'est pas illégitime de faire ce bilan lorsque l'on appartient au Front national. Il n'est pas injuste de reprocher à un chef politique un échec politique qu'il soit total ou partiel, lorsque celui-ci est avéré. Refuser les bilans, interdire le droit à l'inventaire, ce n'est pas rendre service au mouvement. Bien au contraire, il s'agit d'une attitude qui entraîne sclérose et sénilité.

Je crois non seulement au droit à la critique positive mais au devoir pour des responsables de la mener. La critique positive n'est pas seulement une critique constructive, car parfois avant de bâtir il faut raser tout ou partie, elle est ou se veut un diagnostic. Or, ceci n'existe jamais au Front national, que ce soit dans le cas de l'opération Marine Le Pen, ou pour tout lendemain d'élections. Une partielle où le Front national obtient 3,8% des voix, soit un recul de six points ? Très beau résultat ! « *Dans un contexte difficile et malgré l'hostilité des médias, notre candidat a permis aux électeurs de la droite nationale d'exprimer leur opinion* »...

10 - MARINE LE PEN : ÉCHEC ET RÉUSSITE...

Il est des cadres politiques qui, commençant humblement au bas de l'échelle militante, s'élèvent peu à peu à force de mérite et de persévérance. D'autres, à peine arrivés, s'installent déjà à la table de ce qu'ils croient être un banquet et déplient, d'un geste aussi large que leur appétit, une serviette qui la veille encore servait de baluchon à leur maigre destin. Ce fut le cas de Bruno Mégret, obscur président des Comités d'Action Républicaine en 1985, rallié à Jean-Marie Le Pen dans le cadre d'un fantasmagorique Rassemblement national, qui ne rassembla jamais que les recalés du R.P.R., les refoulés des circonscriptions électorales de la Chiraquie. Mégret fut propulsé député de l'Isère du Front national alors qu'il n'y avait jamais mis les pieds auparavant, et qu'il n'y retourna jamais après son échec aux Législatives de 1988.

Le cas de Marine Le Pen, différent dans la forme, n'est pas d'une nature éloignée comme nous allons le voir.

Transformée en vedette médiatique, elle entama un tour de France des Fédérations du Front national afin de cueillir les fruits militants de sa notoriété télévisuelle. Elle y connut un accueil chaleureux, comme à peu près tout responsable du Front national en déplacement en reçoit, pourvu qu'il sourie et dise bonjour. Le militant frontiste, vivant souvent ses idées seul contre tous ou presque, notamment dans les petites Fédérations, prise toujours ces moments où il se retrouve « en famille ». Marine le Pen commit l'erreur de confondre cet attachement pour le Front national avec une dévotion naissante envers sa personne. Certes, quelques vieilles dames lançaient bien à la presse locale dûment convoquée : « C'est tout le portrait de son père », mais un minimum de perspicacité à défaut de modestie aurait permis de comprendre qu'à travers la fille, c'était encore le père que l'on saluait.

C'est donc avec les plus grandes espérances que Marine Le Pen vint à Nice en avril 2003 pour le XIIème Congrès du Front national. Elle entendait bien, à travers l'élection au Comité central, démontrer son poids à l'intérieur du mouvement. Rien de plus légitime que cette espérance mais, comme on va le voir, rien de plus naïf...

En effet, pour satisfaire à un besoin d'apparaître comme « neuve », « différente », afin de donner vie à la fable d'une Marine « rénovatrice », la fille de Jean-Marie s'était répandue dans la presse du Système, donnant sa version du programme du Front national, une version de plus en plus éloignée de la réalité. Elle continua d'ailleurs dans la même voie après le Congrès. Voici un résumé de cette réécriture de la doctrine frontiste.

Sur le sujet de l'avortement, Marine Le Pen n'a pas hésité à dire l'exact contraire de la doctrine du Front national. Et ce, sans être rappelée à l'ordre. Il n'est pas grave en soi que la

fille du Président soit en désaccord sur tel ou tel point, de préférence mineur, avec le mouvement auquel elle appartient. Mais lorsqu'elle s'exprime au nom du Front national, elle se doit d'en respecter les idées, d'en observer les prises de position. Un porte-parole, même temporaire, n'a pas une libre parole. Imagine-t-on un mouvement où Carl Lang pourrait dire : « Je suis contre la peine de mort ! ». Où Bruno Gollnsich pourrait affirmer : « Je suis pour la peine de mort mais, en revanche, je suis favorable aux délocalisations »... Et à l'avenant. Le droit à l'expression doit être reconnu au sein du Front national, certes, et notamment sur tout ce qui constitue la stratégie, les pratiques militantes. En revanche, il devrait y avoir un devoir de respect du programme. Si l'on veut infléchir celui-ci, il faut consulter le Congrès. Encore faut-il, il est vrai, que le Président permette qu'on le consulte et que la chose se fasse librement.

Sur un sujet aussi crucial que l'Islam, Marine Le Pen n'a pas hésité, là aussi, à prendre le contre-pied de la position frontiste. Débattant sur L.C.I. avec des musulmans, elle déclarait : « *Il faut faire émerger un Islam français, parce que l'Islam de France, on a l'impression que c'est une notion territoriale* » (30 avril 2003).

Il est vraiment très modéré de dire que la déclaration de Marine Le Pen est aux antipodes des idées du Front national. Par ailleurs, vouloir faire « émerger » un Islam français, c'est non seulement aller plus loin que l'U.M.P. qui se contente d'un Islam de France avec des mosquées dans chaque ville, mais surtout totalement méconnaître la nature de l'Islam. Il n'existe pas d'Islam soudanais, pakistanais ou égyptien. Il n'existe qu'un Islam, qui veut dire en arabe *soumission*. Par quelle extravagance pourrait-il exister un Islam *français* ?

Le journal de Marine Le Pen n'a pas hésité non plus à faire paraître des articles pour le moins étonnants. Ainsi, dans le numéro de l'hiver 2004 de Génération Le Pen, a-t-on pu lire un article favorable... aux délocalisations. Les travailleurs français seront sans doute conquis par une telle clairvoyance. Heureusement, ils ne lisent pas la presse de Marine Le Pen. Ni celle du Front national, d'ailleurs...

Un an auparavant, dans ce même journal de Marine le Pen, un certain Nicolas Gauthier faisait le panégyrique de... Mahomet et se transformait en avocat du voile islamique ! Rappelant que la Vierge Marie se couvrait elle-même les cheveux, il écrivait ces lignes grandioses qui, de toute évidence, ne pouvaient que contribuer à faire sortir le Front national de son ghetto d'archaïsme : « *Aujourd'hui, Mahomet à l'instar de n'importe quelle personne faisant preuve d'un tant soit peu de bon goût, demanderait à certaines jeunes filles de baisser leur t-shirt sur le nombril* » ! Et, pour faire bonne mesure, il ajoutait une pique envers les catholiques traditionalistes : « *Les minorités les plus agissantes sont aussi les plus radicales (...) cela vaut aussi pour les Chrétiens* ».

Enfin et sans doute pour montrer à ses amis journalistes qu'elle n'était pas d'extrême-droite, Marine Le Pen allait répéter à plusieurs reprises tout le mal qu'elle pensait des militants de la droite nationale, qu'ils soient « cathos » ou « païens ».

11 - LE CONGRÈS DE NICE

LES Congrès ont été longtemps vécus par les frontistes comme un moment agréable permettant de revoir des amis des quatre coins de la France. Entre deux causeries et en attendant le discours du trône prononcé par le Président, les congressistes allaient de stand en stand à la recherche de cette amitié française si difficile à trouver en dehors du mouvement. On est donc loin de ces partis structurés en tendances où les affrontements et les déchirements se font au grand jour et au rythme d'empoignades éminemment démocratiques, mais se résolvent toujours dans une synthèse ou par un vote. Pas de cela au Front où, depuis plus de vingt cinq ans maintenant, le Congrès est une messe où l'on adore le grand-prêtre. Cela n'empêche certes pas quelques rivalités ou tiraillements. On a vu, et l'on verra sans doute encore, des listes de noms à barrer ou à cocher pour l'élection au Comité central circuler entre gens « avertis », listes parfois soutenues en sous-main par tel ou tel personnage important du mouvement. Il n'y a là rien de scandaleux dans la mesure où tout débat public étant interdit par la Direction du mouvement, les querelles et les désaccords, telles des rivières souterraines, font tout de même leur chemin, et jaillissent violemment à la surface à la première occasion.

Dans ce contexte, le congrès de Nice a montré la faiblesse de la position de Marine Le Pen au sein du Front national. Ses partisans peuvent certes gloser à l'infini sur les « consignes » qui auraient été données pour voter contre Marine, le fait est là : Marine Le Pen, forte de l'appui des médias, de la presse interne du mouvement, de son papa, est arrivée 34^{ème} (1) au classement du Comité central.

Plutôt que crier au complot contre une pure et innocente jeune fille, les partisans de Marine Le Pen, et donc au premier rang son père, auraient dû s'interroger. Pourquoi ce rejet ?

Or, d'interrogations, il n'y en eut point. De la même manière que notre République s'acharne à changer la nature du corps électoral français par de massives naturalisations et l'inscription obligatoire sur les listes pour les « jeunes », la Présidence du mouvement n'a retenu de ce vote sanction envers Marine Le Pen que l'urgence qu'il y avait à changer le corps électoral du Congrès frontiste et donc à évincer les Secrétaires départementaux pour les remplacer par d'autres, supposés plus dociles, ou à tout le moins reconnaissants.

(1) Pour mémoire, voici la liste des dix premiers élus au Comité central :

Bruno Gollnisch, Carl Lang, Roger Holeindre, Martial Bild, Jacques Bompard, Bernard Antony, Marie-France Stirbois, Martine Lehideux, Jean-Pierre Reveau, Thibaut de la Tocnaye.

Plus fort encore ! Loin de respecter le vote des congressistes, Jean-Marie Le Pen annonçait, dès les heures suivantes, la nomination au poste de Vice-président du Front national de sa fille pourtant laminée dans les urnes. Tard dans la nuit, devant des journalistes du Système médusés et ravis, il déclarait même sa volonté de purger le Front national de tous ces méchants n'ayant pas voté pour sa fille.

Cette attitude révèle le profond mépris que Jean-Marie Le Pen porte aux autres. Il est vrai que les statuts du Front national, corrigés de sa propre main, lui donnent tout pouvoir. Mais dans quel parti un homme seul peut-il nommer Vice-président un cadre rejeté au 34^{ème} rang national ? Dans quel parti les membres de la Direction nationale restent-ils au garde à vous devant leur président et ne parlent de ce dernier en privé qu'en baissant la voix ?

Dans un mouvement normal, Marine Le Pen n'aurait jamais été nommée Vice-président. Dans un mouvement normal, si d'aventure une telle décision avait menacé d'être prise par un homme seul, le Secrétaire général et le Délégué général auraient manifesté leur désaccord, seraient intervenus. Là rien. Silence. Acceptation. Résignation.

Le Congrès de Nice représentait une grande chance pour le Front national. Avant sa réunion, j'avais plaidé pour que Bruno Gollnisch pose sa candidature à la présidence du mouvement. Il ne l'a pas voulu, fidèle en cela, non à une tactique, mais à sa nature qui est de refuser l'affrontement et d'attendre patiemment au bord du fleuve... Je ne critique pas cette attitude mais je la déplore, car je crois que notre mouvement n'a plus de temps à perdre, que chaque jour qui passe le précipite davantage dans une décadence interne dont il sera de plus en plus difficile de l'extirper lorsque Jean-Marie Le Pen aura consenti à passer la main, c'est-à-dire lorsque la maladie ou la mort l'aura frappé.

Faute d'un Congrès de rénovation, d'un Congrès de débats, nous avons eu un Congrès de la mauvaise humeur qui s'est exprimée par un vote de rejet et d'une certaine manière par un vote défouloir, Marine Le Pen cristallisant sur sa personne un certain nombre de ressentiments qui épargnaient encore à ce moment là son père.

D'aucuns avanceront que la nomination de Marine Le Pen au poste de Vice-président ne présente strictement aucune importance dans un mouvement où le seul maître est le Président. Ils n'ont pas tort. Un Vice-président au Front national ne sert à rien. S'il servait à quelque chose, il y a longtemps que le poste aurait été supprimé. Tout au plus, un Vice-président dispose-t-il d'une influence pouvant s'opposer à celle d'un des autres Vice-présidents. Encore ces luttes byzantines ne sont-elles possibles que par la volonté du Président qui laisse ainsi jouer les enfants, querelles qu'il arbitre, tranche ou attise au gré de ses humeurs ou de son intérêt.

Sans importance structurellement, cette nomination est cependant grave. Elle est la preuve, ô combien symbolique, de ce qu'est devenu le Front national. Un mouvement d'où la justice est bannie, d'où le dévouement, le geste gratuit sont suspects car on ne tient bien que les domestiques, où les débats internes sont interdits, où les militants sont méprisés lorsqu'ils s'avisent de faire marcher leurs cervelles, où un unanimité de façade se dresse contre toute timide tentative de remise en question, conformisme pathétique de

gens qui prétendent pourtant incarner une force politique anticonformiste. Le Front national est une galaxie se résorbant, aux confins des préoccupations des Français, et où tout tourne de plus en plus lentement autour d'un astre immobile qui s'éteint.

Le Front national vit sur son capital. Il mange actuellement son héritage. Grâce à la question de l'immigration, il bénéficie encore d'un vote important. Dans de bonnes circonstances, il peut encore concevoir l'espérance point trop hardie, ici ou là, de quelques victoires isolées. Mais le Front national n'est plus une force et une force qui avance. Nous avons laissé derrière nous des milliers de militants et de cadres. Nous avons déçu, nous avons lassé. Nous nous sommes épuisés durant vingt ans à servir une seule stratégie : la victoire Présidentielle, la victoire du Président.

12 - LE TOUT PRÉSIDENTIEL

QUI peut le plus, peut le moins. Qui ne peut le moins, peut-il le plus ? Lorsqu'un mouvement politique peine à exister localement, peut-il prétendre gagner nationalement ? La réponse pouvait ne pas être évidente pour tout le monde voilà vingt ans, aujourd'hui, il faut s'appeler Jean-Marie Le Pen pour croire encore à une victoire possible aux Présidentielles. Et disant cela, je suis très aimable avec le Président du Front national puisque je le suppose sincère. De mauvais esprits, des mégrétistes sans doute, des félons assurément, des hommes de Pasqua peut-être même, pensent, eux, que Jean-Marie Le Pen ne croit évidemment pas sérieusement qu'il peut l'emporter, mais qu'il ment à son mouvement pour masquer son échec.

Lorsque l'on remonte aux années 80, aux prémises de la percée du mouvement national, on s'aperçoit qu'il n'y avait nulle fatalité à ce que le Front national n'adopte que cette seule stratégie du tout présidentiel. Les premiers grands résultats du Front national étaient locaux : Jean-Pierre Stirbois à Dreux, Jean-Marie Le Pen à La Trinité, un militant courageux à Aulnay-sous-Bois... Sur cette base locale, il était alors possible, et avec quelles facilités par rapport à aujourd'hui, de bâtir une force politique et sociale. Jean-Pierre Stirbois l'a compris, lui qui a cultivé son fief de Dreux. Pas Jean-Marie Le Pen qui, sitôt ses 12% obtenus dans son Morbihan natal, a abandonné son département pour le XX^{ème} arrondissement de Paris, puis, très vite, a évité avec soin tout scrutin local.

Ce furent ces premières victoires électorales qui donnèrent l'occasion à Jean-Marie Le Pen de passer à la télévision et, grâce à ses fabuleuses prestations, d'élargir l'audience du Front national. Mais ce faisant, insensiblement, sans que nous nous en rendions compte au début, nous avons accepté un culte de la personnalité doublement contre-productif.

D'abord, parce qu'il ne correspond pas à l'état d'esprit de la société française contemporaine. Ensuite, parce qu'une direction collégiale offre au public davantage de possibilités de se reconnaître dans le mouvement. Enfin, et surtout, parce que nous nous battons pour des idées et non pour un homme. Laisser écrire, dire, publier que « *le Front national est le mouvement de Jean-Marie Le Pen* » a été une excellente affaire pour Jean-Marie Le Pen. Pas pour nos idées, pas pour le mouvement censé les défendre.

Disant cela, j'ajoute que j'en veux presque moins à Jean-Marie Le Pen d'avoir accepté, suscité ou exigé ce culte de la personnalité qu'à tous ceux, « félons » d'hier ou « félons » de demain, qui l'ont entretenu pour en soutirer quelques avantages.

Car le culte de la personnalité c'est cela : non plus un mouvement de militants où l'on obtient au prorata des résultats obtenus, mais plutôt une cour, où les postes, les sièges, les carrières s'obtiennent et se font au pied du Président. Un tel système est malsain. Il ne me gêne pas s'il concerne un mouvement du Système. Il me choque au Front national, dans

un mouvement censé incarner quelque chose de propre, de neuf, de brillant. Un tel système salit tout le monde. A commencer par son principal bénéficiaire qui, vivant au milieu d'obligés et de thuriféraires, perd peu à peu tout contact avec les réalités.

Ce culte indécent a pris et prend encore des formes variées. On a pu ainsi lire à la « Une » d'un journal proche du mouvement un slogan que même Mussolini aurait trouvé un tantinet exagéré : « Le Pen avait raison, a raison et aura raison ! ». Très récemment encore, un quotidien national publiait, dans son courrier des lecteurs, l'hommage naïf d'un adhérent des Ardennes. En voici les extraits publiés le 29 avril 2005 :

*Un jour, dans la famille d'un marin pêcheur
En France, jadis le pays des libertés
Il naquit celui qui dira la vérité
Parmi les menteurs il est un homme de cœur.*

*Chevalier des temps modernes, seul protecteur
De la veuve, de l'orphelin, de tout croyant,
Des pauvres, chrétiens, juifs et même musulmans
Le dernier des justes sans reproche et sans peur.*

*C'est vrai, pour nous, il n'a pas ménagé sa peine
Au nom de tous ceux qui l'admirent et aussi l'aiment
Voici son résumé, son amour est le thème
Au président, notre ami, Jean-Marie Le Pen.*

On pourrait analyser longuement cette dérive totalitaire, ce délire mental. Je m'en tiendrai à quelques phrases. Si Le Pen est l'homme providentiel, le seul, si lui seulement détient la vérité, alors, inutile de combattre et de militer. Car Jean-Marie Le Pen a beau se surnommer Jean-Marie Mathusalem, il n'est pas immortel et, lui mort, sa pensée indépassable, sa personnalité irremplaçable nous ayant abandonnés, alors notre cause disparaîtra avec lui.

Qui peut croire une telle ânerie ?

13 - LE PEN OU COMMENT CASSER UN APPAREIL

DE 1984 à aujourd'hui, durant 20 ans, Jean-Marie Le Pen a choisi les hommes du Front national. Que ce soit pour son cabinet, pour une élection municipale dans une grande ville, une liste européenne ou régionale, le président du Front national a imposé en toutes circonstances sa volonté. Examinons son bilan...

1984 : le Front national réussit sa première grande percée nationale. Il obtient 5 députés européens. L'un d'entre eux est Gustav Pordea. Il est choisi et imposé par Jean-Marie Le Pen contre l'avis de tous. Présenté comme une victime du communisme, ce Roumain d'origine est, en fait, soupçonné d'entretenir d'étroites accointances avec le régime de Ceaucescu. Paradoxalement, il grenouille aussi dans les eaux anticommunistes de la secte Moon. Où est la vérité ? En tous les cas, le personnage est trouble, sort de nulle part et, une fois élu au parlement européen, ne s'intéressera qu'à la défense de la Transylvanie roumaine en butte aux revendications identitaires hongroises. On chercherait en vain l'intérêt pour le Front national d'envoyer un tel représentant à Strasbourg. Pour le Front national... mais pour Le Pen ?

1986 : grâce à la proportionnelle, le Front national obtient 35 députés. Là encore, comme en 1984, bon nombre de nouveaux élus ne sont pas frontistes et, plus grave, n'en ont nullement les idées. En revanche, ces nouveaux amis de Jean-Marie Le Pen manient la brosse à reluire avec une maestria remarquable. Il va sans dire que tous le trahiront bientôt, ainsi le docteur Bachelot, Yvon Briant, Bruno Chauvière ou Pierre Ceyrac l'homme de la secte Moon... D'autres, en butte à la vindicte de Jean-Marie Le Pen, ou refusant ses oukases, finiront par s'éloigner comme Robert Spieler, Jacques Peyrat ou Yann Piat. Si l'on fait le compte des députés choisis par Le Pen et qui auront quitté, contraints ou librement le Front national, loyalement ou par trahison, on n'est pas loin de la moitié !

Très tôt, la région provençale retient l'attention de Jean-Marie Le Pen. Il semble si aisé de s'y faire élire... Bruno Mégret, et d'autres, l'imiteront plus tard. Le choix des futurs élus revient, bien entendu, entièrement au «Président». Là encore, il va se tromper avec constance et acharnement. Il n'est pas un coin de la région où Jean-Marie Le Pen ne contribuera pas à détruire le mouvement. J'en donnerai quelques exemples plus loin dans un chapitre consacré à l'action locale.

Bien évidemment, Jean-Marie Le Pen n'a pas réservé l'exclusivité de son activité de « chasseur de tête » à la Provence. Il a causé également des dégâts chez nos voisins du Languedoc.

Je n'en donnerai que deux exemples.

D'abord, celui du calamiteux Charles de Chambrun, maire de Saint-Gilles dans le Gard, dont le mandat s'acheva dans le ridicule mais à qui, jamais, Jean-Marie Le Pen ne marchandait son soutien et son amitié. Il est vrai que monsieur de Chambrun avait les doigts de chaque main noirs de cirage...

Ensuite, l'extraordinaire Lorrain de Saint Affrique, dandy mou et flagorneur hors pair, propulsé conseiller en communication particulier de Le Pen, avant d'être bombardé par ce dernier à la tête de la fédération du Gard. Saint Affrique l'indispensable, Saint Affrique le confident, Saint Affrique l'intime, qui souffrit peut-être de ne pas l'être davantage, finit bien sûr par abandonner Le Pen et le poursuit de sa haine depuis dix ans sur tous les plateaux de télé.

Des esprits indulgents, et il n'en manque pas au Front, exonèreront Jean-Marie Le Pen de tout reproche. Il aura été la malheureuse victime de l'ingratitude des hommes, de leur «félonie», cette maladie typiquement frontiste qui frappe toute personne s'autorisant une réflexion désagréable sur le « Président »...

Soyons sérieux ! Si Jean-Marie Le Pen dirigeait les ressources humaines d'une grande entreprise, il serait viré depuis longtemps ! Nommer des incapables à la tête des principaux services, n'est rien d'autre qu'une faute professionnelle grave. Les nommer une deuxième fois alors qu'ils ont trahi le Front national, se sont vendus au R.P.R., prouvé leur incompetence, échappe à toute analyse rationnelle.

Par ces agissements, Jean-Marie Le Pen n'a cessé de détruire la machine militante du Front national dans le Sud - et souvent ailleurs. Il l'a fait avec d'autant plus d'aisance qu'un mouvement structuré, implanté, ne l'intéresse pas. Certes, dans bien des villes, cette implantation a existé. Mais elle s'est toujours faite sans l'appui de Le Pen, parfois même contre son action.

Souvent ces aventures locales se sont achevées par le départ ou l'exclusion du téméraire qui avait osé réussir sans Le Pen à l'instar de Robert Spieler dans le Bas-Rhin, ou de Gérard Freulet à Mulhouse.

En ce début d'année 2006, Jean-Marie Le Pen doit être un homme comblé. L'appareil frontiste est moribond. Le Front national ne repose que sur son image et vit sur son passé. Hors de lui, pas d'avenir. Et après lui, le silence des tombeaux.

14 - LA FONDATION DE L'ESPRIT PUBLIC

DANS ce contexte difficile, afin de pouvoir nous exprimer, un certain nombre d'amis et moi-même avons fondé au début de l'année 2003 l'Esprit Public. Ce nom résume assez bien, à mon sens, ce que doit être le combat politique : un combat guidé par le souci de l'intérêt général, un combat pour la Cité et son peuple.

En fondant ce club, nous n'avions nullement la prétention de révolutionner la politique ou d'inventer l'eau chaude. Lucides, nous n'avons pas non plus convoqué la presse nationale pour annoncer que nous allions préparer les conditions de la prise du pouvoir.

Alors, quel était notre but ? Tout simplement... réfléchir, nous livrer à une critique positive du combat mené par la droite nationale. Notre dépliant de présentation était explicite. En voici les principaux passages :

Ni parti, ni faction, ni structure électoraliste, l'Esprit Public est un club qui se fixe comme vocation de rassembler tous les militants anti mondialistes, patriotes, nationalistes, identitaires, désireux de mener une réflexion sur la manière dont le camp des défenseurs de la diversité milite et organise son combat.

Ni secte, ni fan club, l'Esprit Public n'a ni président, ni Comité central ou Bureau directeur. Structure informelle, l'Esprit Public est une auberge espagnole où chacun peut apporter sa pierre, prendre la parole, enrichir les autres de ses idées et de son expérience.

Organisme de réflexion, d'orientation et de formation au service du mouvement contre la dictature de la finance mondiale, l'Esprit Public veut être un aiguillon pour les militants et les élus locaux. Il se propose d'être un lieu de convivialité et d'amitié où les militants sauront trouver ce qui rassemble plutôt que ce qui divise.

Pour l'Esprit Public, l'action fondamentale est l'action locale qui, seule, permet l'enracinement solide et durable. Faire avancer notre idéal exige également une ascèse militante et un goût prononcé pour le travail de terrain, l'ensemble s'appuyant sur une parfaite formation doctrinale.

L'Esprit Public est ouvert sans exclusive à toutes les personnes soucieuses de lutter contre les forces mondialistes qui détruisent la France, la civilisation européenne et in fine toutes les cultures.

Ce sont ses membres qui font l'Esprit Public... Formation, initiatives syndicales ou associatives, l'Esprit Public attend vos idées, essaye de répondre à vos besoins, est prêt à soutenir vos propositions.

Pour être d'Esprit Public, il faut avoir le sens de l'écoute et le goût du dialogue. Les orientations des uns et des autres, parfois divergentes, ne doivent pas masquer notre but commun : la défense de notre peuple. Pour être militant de l'Esprit Public, la sincérité et l'honnêteté sont nécessaires.

Tous ceux qui souhaitent partager un sentiment d'appartenance à une communauté combattante, seule apte à organiser la résistance au mondialisme, sont les bienvenus à l'Esprit Public.

Je crois que cette présentation était claire et ne prêtait guère le flanc à la critique de la part de toute personne sincère. Nous voulions ouvrir un débat, certes en dehors du Front national, mais ce débat ne pouvait et ne peut que profiter, ne serait-ce qu'indirectement, au principal mouvement de droite nationale. Certes, il n'aurait pas été illogique de mener ces travaux à l'intérieur du Front national mais, hélas, la chose était et reste rigoureusement impossible.

Malgré la clarté de nos textes de présentation, en dépit de nos déclarations sans ambiguïté à la presse, nous avons dû subir, dès notre création, une succession d'attaques de la part de Jean-Marie Le Pen, de sa fille et de quelques uns de leurs serviteurs.

Durant deux ans, nous avons organisé de nombreux rendez-vous de formation, ouverts à tous. Sans exclusive, nous avons accueilli tous les patriotes sincèrement désireux de lutter contre le système mondialiste. Nous n'avons jamais prétendu détenir seuls la vérité ou être les seuls à pouvoir travailler à de la formation. Mais notre seule existence a semblé traumatiser monsieur Le Pen et ses proches qui n'ont eu de cesse de nous accabler publiquement, nous adressant menaces et sarcasmes à chaque fois que nous tenions une réunion.

Pourtant, notre bilan n'est pas mince. Avec une notoriété bien moindre, des moyens financiers misérables, nous avons attiré à chaque fois autant de personnes, si ce n'est pas plus, que le Front national lors de ses universités d'été.

Il n'est pas même interdit de penser que l'Esprit public est la cause principale de la réorganisation d'une université d'été frontiste. « On » ne voulait pas nous laisser le monopole d'un rendez-vous patriote à la fin du mois d'août...

15 - HARO SUR BOMPARD !

SI l'Esprit Public fut le prétexte, je fus la cible principale de ces attaques. Il est impossible d'en dresser une liste exhaustive. Elles n'ont d'ailleurs pas commencé début 2003. Mais il importe de souligner que la quasi totalité de ces attaques ont été portées dans les colonnes de journaux ennemis du Front national. Quelle délectation pour un scribe militant de *Libération* d'entendre un Le Pen cracher sur un cadre du Front national.

Plus grave, ces attaques n'ont pas été un dérapage, elles n'ont pas été extorquées sous la torture ou à l'issue d'un apéritif bien arrosé au whisky. Non, elles ont été assénées délibérément, violemment, dans le seul objectif de terroriser les secrétaires départementaux Front national et tous les cadres du mouvement. Alors même que le Président du Front national tient tout, cadenas tout, dans son parti, il entend même assurer une police de la pensée hors du Front national.

Voici un florilège de ces attaques accompagnées de quelques réflexions. Le lecteur que cette manière de faire de la politique agace ou écoeure peut sauter ces lignes, ce n'est pas moi qui lui en tiendrait rigueur. Mais, ce faisant, il se priverait d'une partie de l'histoire interne du Front national.

« En visite à Cavaillon samedi dernier, Jean-Marie Le Pen a vertement critiqué le Secrétaire départemental du Front national Jacques Bompard en lui reprochant « d'avoir laissé la deuxième circonscription en friche ». De là à déduire que rien ne va plus pour le Maire d'Orange au sein de sa formation politique, il n'y a qu'un pas. » (article paru dans *La Provence* du 18 septembre 2002 sous le titre *« Un Le Pen (Jean-Marie) critique Bompard, l'autre (Marine) soutient Mariani »* (le député U.M.P. de la circonscription).

Cette attaque doit être replacée dans son contexte. Jean-Marie Le Pen tenait une Conférence de presse à Cavaillon pour annoncer la nomination de Nadine Bellier comme responsable de la circonscription. Responsable d'un jour puisque Nadine Bellier, originaire de Carpentras et installée à Nice, n'a jamais remis les pieds à Cavaillon par la suite. Mais il est vrai qu'elle présentait le précieux avantage d'entretenir une dévotion particulière au Président, son mari lui servant d'ailleurs, à l'époque, de chauffeur...

Cela étant dit, que penser d'un président de mouvement qui, dans une conférence de presse, s'en prend à son responsable départemental, au demeurant pas invité ? Est-ce raisonnable, correct, constructif, politique ? Que penser d'un président qui annonce à tout le département que son responsable local ne vaut rien, puisqu'il laisse en friche toute une circonscription (qui, au demeurant comme le reste du Vaucluse, lui donne les meilleurs scores électoraux de France...), mais le laisse en place ?

« Jean-Marie Le Pen a déclaré : Bompard a autant de chances de devenir président du Front national que moi-même d'être archevêque ». (déclaration reprise par de nombreux médias et notamment *La Provence* du 5 février 2003 et *Libération* du 7 février 2003).

Là, de toute évidence, Jean-Marie Le Pen est au cœur de sa pensée politique : Lui. Pour le président du Front national, il n'existe rien de plus grave comme crime qu'un membre du Bureau politique imaginant un instant le remplacer. En conséquence, il porte à mon encontre ce qui, pour lui, constitue l'accusation la plus grave, la seule qui ne saurait être pardonnée.

Un seul problème, mais de taille, on chercherait en vain ces dernières années une seule ligne de ma main, une seule déclaration, accréditant le fait que je postule à la présidence du Front national. Au contraire, dans ces mois précédant le Congrès de Nice, j'ai répété à de nombreuses reprises qu'il était urgent que Bruno Gollnisch succède à Jean-Marie Le Pen.

« Jacques Bompard imagine peut-être qu'il va faire sa marche sur Rome, mais avec qui ? » (Louis Aliot, interrogé par Christophe Forcari dans *Libération* du 7 février 2003).

La notoriété de Louis Aliot n'ayant pas dépassé le cadre familial et le parc de Montretout à Saint-Cloud, je précise que Louis Aliot a été l'éphémère chef de cabinet de Jean-Marie Le Pen, avant d'être parachuté à Perpignan. En toute logique, il a bien entendu été élu Conseiller régional Front national de Midi Pyrénées... et siège à Toulouse. Fortement marqué par les événements d'Algérie, malgré son jeune âge, il est également membre de l'association de Marine Le Pen.

Son attaque ne mérite guère de commentaires, mais comment ne pas être surpris de voir dans la bouche d'un élu Front national une allusion directe au fascisme italien. Louis Aliot a-t-il parlé sans réfléchir, voulait-il me traiter de fasciste ? Je ne sais et peu importe... Mais que penser d'un mouvement où un Louis Aliot peut s'en prendre dans *Libération* à un membre du Bureau politique sans se faire tirer les oreilles ?

Aux dernières nouvelles, Louis Aliot, ex-Francilien, Catalan et Occitan, n'a toujours pas réussi ni sa marche sur Toulouse, ni celle sur Perpignan. Il est, en revanche, parvenu à prendre la place de Carl Lang...

Le 14 février 2003, les lecteurs du *Dauphiné Libéré* pouvaient lire, dans leur journal, une interview de Jean-Marie Le Pen dans laquelle se trouvait ce paragraphe : « Monsieur Bompard avait imputé l'échec du 2^{ème} tour de la Présidentielle au manque d'enracinement et à l'absence de relais sur le terrain du Front national ».

« Je lui conseille de pratiquer cette politique dans la fédération du Vaucluse dont il est le responsable et dans laquelle il n'a fait aucun progrès dans ce domaine depuis au moins 20 ans » a déclaré monsieur Le Pen.

Outre que Jean-Marie Le Pen feint d'ignorer que le Vaucluse est le département qui lui donne les meilleurs scores électoraux de France, et ce depuis quelques temps déjà, comment excuser une telle attaque personnelle (relayée par L.C.I.) en réponse à une réflexion relevant de la stratégie politique et émise dans un courrier ?

Quand ce n'est pas le président du Front national qui attaque dans les médias, son gendre prend volontiers le relais. Le 13 mai 2004 dans *Le Figaro*, puis le 20 mai suivant dans *Libération*, Samuel Maréchal s'en prenait à la Ville d'Orange, à son maire et à ses amis : « *Ces gens là doivent tout à Jean-Marie Le Pen. S'ils faisaient une liste sans étiquette Front national, elle ferait 0,4%. Ils n'ont rien de commun sinon leur désir de contestation. Ils mordent la main qui les nourrit* ».

On notera l'élégance du propos et on ne pourra se retenir de penser très fort que l'on soupçonne souvent chez les autres ses propres turpitudes.

Cela étant dit, que penser d'un homme qui se permet de cracher sur des responsables politiques appartenant au même parti que lui dans les colonnes de *Libération* ? Que penser également de la pertinence du propos ? Ce même Maréchal qui estime que, sans l'étiquette Front national, il existe une fatalité qui ramène tout score électoral à 0,4% est-il le même qui m'accuse, dans d'autres déclarations, de me présenter à Orange sans étiquette ? Là, où j'obtiens entre 59 et 61% des voix...

Quelques jours plus tard, Jean-Marie Le Pen s'en prend encore aux amis de l'Esprit Public et à Marie-France Stirbois, une nouvelle fois dans les colonnes du quotidien gauchiste, financé par la banque Rothschild, *Libération*. Il déclare : « *Ce sont des prurits d'intérêt personnel (...). Le Front national n'est pas une caisse de retraite* ».

Cette référence à l'âge de Marie-France Stirbois pourrait être odieuse si elle n'était pas risible dans la bouche d'un adolescent de 77 ans, si elle n'était pas à mourir de rire de la part d'un homme qui considère comme un crime impardonnable d'envisager sa succession de son vivant. Il va sans dire que cette déclaration n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel chez aucun cadre du Front national. Ah quel plaisir d'appartenir à un parti où il faut se taire pour conserver son poste !

Le même jour et toujours dans *Libération*, Louis Aliot surenchérisait sur son patron en nous accusant, mon épouse et moi, de ne pas être à jour de cotisations, ni de reverser notre quote-part d'élu au Conseil régional de Provence. Ces accusations étant sans fondement, ne reposant que sur la volonté de nuire et une bonne dose d'ignorance, interrogeons-nous une nouvelle fois sur un mouvement dont un membre du Bureau politique (car Louis Aliot y est entré sur décision personnelle du Président...) peut attaquer un autre sans encourir un rappel à l'ordre ? Comment Louis Aliot ne se rend-il pas compte que, ce faisant, il dessert l'ensemble du mouvement national et fait la joie d'un journaliste gauchiste qui hait viscéralement tout ce qui appartient à la droite nationale ?

Le 1^{er} juin 2004, *Le Monde* écrit : « *M. Le Pen a ensuite confié aux journalistes le sentiment que lui inspiraient les récriminations de ses détracteurs internes (...). Evoquant le cas de Jacques Bompard, il s'est étonné de ses leçons de militantisme alors qu'il n'a pas gagné 20 adhérents dans son département du Vaucluse* ».

Outre que l'accusation est puérile, que penser d'un président de parti qui dévoile, à la presse ennemie, que dans le département où l'on vote le plus pour lui, son parti stagnerait

depuis toujours en terme d'adhérents ?

Une fois encore, nous ne sommes plus dans le rationnel.

Marine Le Pen, à son tour, choisit *Le Monde* pour régler ses petits comptes. Le 30 août 2004, la fille du président affirme : « *Bompard a la grosse tête. Le problème avec lui, c'est qu'il a tendance à penser que les autres sont des cons* ». Cette attaque est aussitôt relayée par d'autres médias qui en font leur régal.

Disons-le franchement, je ne sais pas si les «autres» dont parle Marine Le Pen sont des « cons », mais je sais, en revanche, que j'aimerais être critiqué sur mes propositions politiques et non sur tel soi-disant défaut de mon prétendu caractère. Ceci supposerait évidemment que le Front national soit un mouvement où le débat politique a droit de cité.

Interviewé dans *Minute* (1) le 1^{er} septembre 2004 au sujet de mes amis et de moi même, Jean-Marie Le Pen se pose en victime... de l'extrême-droite ! Il affirme : « *D'ailleurs, tous ces gens d'extrême-droite ne m'ont jamais vraiment aimé* ».

Quelle phrase révélatrice ! Tout Jean-Marie Le Pen en quelques mots... Etre aimé ! Ils ne m'aiment pas ! Rien dans le registre politique, tout dans l'affectif, l'irrationnel. S'il y a des méchants qui s'en prennent à lui, ce n'est pas pour telle bonne ou mauvaise raison politique, au nom de telle idée, argumentation, non ! C'est simplement parce que Jean-Marie Le Pen n'est pas aimé... Narcissisme ? Mégalomanie ? Peu importe... On pourrait d'ailleurs être ému par le drame de cet homme qui a toujours ressenti le besoin sincère d'être aimé et qui, durant 25 ans, aura été haï par les quatre cinquième de ses concitoyens.

On comprend aussi mieux comment l'homme Le Pen, si brillant, si supérieur, a pu avec une imperturbable constance, être la dupe de tant d'habiles courtisans qui avaient compris que, pour dominer Jean-Marie Le Pen, il ne fallait ni raisonner, ni briller, mais l'aimer ou du moins le feindre.

Cette déclaration de Jean-Marie Le Pen soulève une autre interrogation. Pourquoi parle-t-il de « l'extrême-droite » en évoquant plusieurs élus de son parti ? Croit-il acheter ainsi l'éphémère amitié de la presse de gauche ? Veut-il salir en utilisant un terme péjoratif utilisé à son encontre d'ordinaire ?

(1) Ce *Minute* n'a plus aucun point commun, hormis hélas le nom, avec le célèbre journal fondé au début des années 60 par Jean-François Devay et où travailla, notamment, François Brigneau. Il appartient désormais à la famille Molitor et à monsieur l'abbé de Tanouarn. Depuis quelques années, *Minute*, où de nombreux députés chiraquiens ont colonnes ouvertes, soutient Marine Le Pen et ne manque jamais de publier des articles fielleux sur Bruno Gollnisch ou moi-même. Il est vrai que l'un de ses rares journalistes, qui signe de différents pseudonymes, est également le « nègre » d'un proche de Le Pen. Au demeurant, le journal ressemble de plus en plus à une suite de dépêches d'agences réécrites et d'articles déjà lus dix fois ailleurs.

Quand sonne l'heure de la curée, on voit parfois s'ajouter aux assauts des grands mâles, les efforts maigrelets des anonymes de la meute. Le 3 septembre 2004, dans *Le Figaro*, un certain Jean-Lin Lacapelle expose sa haute conception du politique. Il est vrai que monsieur Lacapelle n'est pas n'importe qui. Qu'on en juge : ancien sympathisant du G.U.D. à Lyon, ex-responsable de la première couvée de Génération Le Pen, secrétaire départemental dans le centre de la France, conseiller régional par la grâce du Président et l'entregent de sa fille... Autant de titres qui ouvrent des droits indiscutables à confier à la presse : « *Quand on a des responsabilités dans un parti, on démissionne ou on ferme sa gueule* ». Et comme monsieur Lacapelle aime l'humour imagé, il ajoute : « *il ne restera de tout cela qu'un jus d'orange bien pressé* ». Ah ! ce jus d'Orange... Quand on voit le nombre d'hommes d'esprit qui, tel Jean-Lin Lacapelle, ont saisi ce que la Ville d'Orange évoquait... l'orange, je me surprends à regretter, pour eux, de ne pas avoir été élu maire de Montcuq (Lot), estimable village du sud de la France... Quel dommage pour le spirituel Lacapelle qui aurait pu alors donner toute sa mesure et, qui sait, ressusciter l'espace d'une interview les très riches heures du music-hall français et l'injustement oublié numéro du pétomane... Il va sans dire que Jean-Lin Lacapelle n'a pas été rappelé à l'ordre pour ce petit filet de bave du 3 septembre 2004.

Parmi tous les gendres du président du Front national, Eric Iorio n'est sans aucun doute pas le plus antipathique. Il a derrière lui une vraie carrière de vrai militant du Front national. Mais, ce passé ne l'empêche pas, lui non plus, d'appeler *Libération* pour dénigrer ses camarades de parti. Le 4 septembre 2004, commentant - de quel droit ? - la suspension du Bureau politique de Marie-France Stirbois et de moi-même, il déclare : « *On ne peut pas se laisser indéfiniment insulter par les cousins de province* ».

Les milliers d'adhérents et de militants du Front national qui n'habitent pas Saint-Cloud où la région parisienne apprécieront. Ils sont des « cousins de province ». Des « ploucs »...

Il est intéressant de relever que si j'ai été la cible de multiples attaques dans la presse, jamais, pas une fois, je n'ai eu à affronter durant ces années là, que ce soit au Bureau politique, dans une réunion, au détour d'un couloir ou dans un courrier, la moindre critique de la part de mes contempteurs. A croire que pour Marine Le Pen, son papa et leurs amis, l'histoire interne du Front se prépare dans les colonnes de *Libération* ou du *Figaro*.

16 - UN CRIME INEXPIABLE

J'IGNORE à qui un tel bombardement, sur une aussi longue période, semblera parfaitement normal (1). Pour ma part, je suis persuadé qu'il existe d'autres moyens, dans un mouvement politique, de s'interpeller sans passer par la presse ennemie. Je crois aussi que l'on n'apaise pas les tensions et que l'on ne règle pas les conflits en recourant à de telles méthodes. Je sais, enfin, le rôle que certains journalistes ont pu jouer dans la crise mégrétiste, et sont toujours prêts à jouer, pourvu que ce soit contre l'unité de la droite nationale. Je regrette que trop de cadres du Front national ne l'aient pas compris et continuent encore de déjeuner avec d'authentiques salopards et ce, seulement afin d'assouvir leur faim de notoriété. Avoir son nom imprimé en page 8 d'un « grand » journal parisien comble certains de nos amis qui traverseraient la moitié de la France pour passer dix secondes, en tête-à-tête, avec un micro ou une caméra.

Il m'est souvent arrivé de refuser des interviews lorsque le solliciteur appartenait à un journal de haine antifrançaise. Je ne m'en suis pas plus mal porté. Les lecteurs de ces journaux ne sont pas, pour l'essentiel, de nos amis. Dans le cas de *Libération*, ils sont même bien souvent de nos ennemis les plus acharnés. Dans ces conditions, quel intérêt d'accorder une demi-heure d'interview à un journaliste qui ne gardera que deux ou trois phrases, coupées de leur contexte, et perdues dans un flot de commentaires fielleux ?

Respectant cette règle, je crois pouvoir dire n'avoir jamais allumé le moindre incendie à l'intérieur du Front national à travers la presse. J'ai, en revanche, parfois si ce n'est souvent usé de mon droit de réponse. Il n'a pas toujours été respecté par les journaux qui, soit ne l'ont pas publié, soit n'en ont retranscrit que des morceaux tronqués. Il n'a pas été non plus compris par certains de nos amis abusés par une propagande odieuse. En effet, on m'a reproché telle ou telle réponse à Marine Le Pen, à son père ou à un de leurs proches, sans prendre en considération qu'il s'agissait d'une réponse, c'est-à-dire, en quelque sorte, un droit à la légitime défense. Encore devrais-je ajouter pour obéir à la vérité, que cette légitime défense est restée proportionnelle à l'attaque et que jamais je n'ai dit ou écrit la moitié de ce qui aurait pu être publié sans trahir d'un mot la réalité des faits et des situations. Certes, beaucoup auraient préféré que je me taise et que je me laisse égorger au coin du bois médiatique sans dire mot, les mains jointes, les lèvres closes. On m'aurait volontiers alors accordé les palmes du martyr sacrifié sur l'autel du culte lepéniste de stricte obédience. Mais il se trouve que je n'ai pas cette vocation et que je ne confonds pas le Front national avec une Eglise.

Ces attaques de la part de Jean-Marie Le Pen et de ses proches n'ont évidemment pas cessé après mon exclusion du Front national. C'est un procédé classique chez les sectes que de diaboliser les exclus pour la plus grande édification des disciples restant. Or, le Front natio-

nal tend à fonctionner ainsi. Ces attaques n'ont pas pour but de démontrer mais de déconsidérer, de diffamer, de salir.

Si une aussi persévérante rancœur s'est exprimée à mon encontre durant ces années, je le dois à un seul fait. Avoir dit que le roi était nu. Je conçois ce qu'une telle déclaration a de scandaleux pour toute une cour qui ne vit que des bontés généreuses du monarque. Disons-le gentiment au passage, est-il normal qu'au sein d'un Bureau politique une proportion importante des membres soit formée par les salariés du parti, donc entièrement soumis au patron qui décide de la création ou de la suppression de leur poste (1) ?

J'imagine aussi sans peine l'horreur absolue d'affirmer que le roi est nu pour un brave militant - un de ces «ploucs» de province dont parle Eric Ioro - qui a mis sur le mur de son salon la photo du Président, juste au-dessus du buffet où d'autres installent une Vierge ou leur collection de poupées en porcelaine. Lorsque l'on écrit des poésies à la gloire d'un homme, le Conducator, le Duce, le Génial Staline ou le Grand Président, on est sorti depuis longtemps de l'adhésion politique pour pénétrer dans l'asile des rêves, dans le refuge des illusions. Je comprends très bien le ressentiment à mon égard de tels énergumènes. Mais devrions-nous nous taire pour respecter leur musée imaginaire ?

L'attitude du monarque n'est pas davantage stupéfiante. Comme l'enfant roi des jeunes générations, on lui a tout passé, il se sent donc tous les droits, même celui d'être injuste envers les plus fidèles. Ce monarque est d'autant plus instable qu'il est consumé depuis la crise mégrétiste par le soupçon. Jean-Marie Le Pen redoute, renifle, devine des félons partout. Ayant tué Brutus, ses nuits ne sont pas plus calmes, il voit partout briller l'éclair des poignards. La moindre contestation vaut son pesant de Judas. C'est dire si pour cet être aux aguets, mon crime est inexpiable...

(1) Je rappelle qu'au sein du Bureau politique du Front national, on vote à mains levées. Jean-Marie Le Pen a toujours refusé le vote à bulletins secrets. Nul besoin d'expliquer pourquoi.

17 - LE ROI EST NU !

OUI, le roi est nu. Il a beau se parer des ornements de sa fonction et arborer la médaille d'or du deuxième tour des Présidentielles de 2002, il est nu, irrémédiablement nu car il ne règne plus que sur un royaume déserté, assiégé, asphyxié. En danger de mort. Telle est la loi des royaumes qui unissent étroitement leur destin à celui du monarque. Vivant l'un de l'autre, ils périssent ensemble. Le Front national devenu «le mouvement de Jean-Marie Le Pen», comme Français d'Abord est «le journal de Jean-Marie Le Pen», comme un secrétaire départemental est «le Préfet de Jean-Marie Le Pen», n'est plus un mouvement autonome, n'est plus son propre sujet.

J'ai souvent décrit, avec force précautions, il ne faut pas épouvanter le malade, les causes de la maladie qui affecte le Front national, j'ai pointé certaines de ses graves carences. Le 5 février 2003 déjà, j'écrivais à Jean-Marie Le Pen un courrier dans lequel je revenais sur l'échec de l'entre-deux tours de 2002, «*preuve magistrale de notre manque d'enracinement, de notre absence de relais sur le terrain, dans la jeunesse, chez les ouvriers, chez les cadres*».

Cette lettre, comme d'autres, n'a pas manqué de déclencher la colère du Président. Alors, que faire ? Se taire ? Imiter certains de nos amis, féroces en privé, mais impavides inertes en public, bien énergiquement décidés à surtout ne rien faire, sinon à attendre avec une patience infinie que le destin apporte la preuve que Jean-Marie Le Pen n'est pas immortel ?

Quelle chose horrible, quelle situation inouïe ! Mais voilà ce qui arrive quand on sort de la politique et qu'on laisse une idée, une cause, un mouvement se placer entièrement sous la tutelle d'un seul homme, fut-il le meilleur de tous !

Alors, que faire ?

Disons-le clairement : de même que la France ne se relèvera pas sans une politique énergique et révolutionnaire dans ses fondements et ses objectifs, de même, le Front national ne peut faire l'économie d'une profonde rénovation. Toute autre prescription est vouée à l'échec. Le Front national que nous connaissons ne survivra pas en l'état à son président. Il n'est d'ailleurs pas conçu pour lui survivre. Il nous faut donc reconstruire un mouvement qui soit à nouveau une maison de militants, une maison d'espoir, une maison d'idéal et non d'utopie.

Les fondations d'un mouvement politique reposent sur quatre piliers : l'idée, les hommes, l'organisation, la stratégie.

18 - L'IDÉE

DOCTRINE. Ce mot fait peur ou fait rire beaucoup de nos contemporains. Il renvoie aux idéologies du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle. C'est un mot du passé, trop sérieux pour une époque frivole, trop profond pour une société superficielle. Il annonce une conception du monde cohérente, totale, exigeant de ceux qui y adhèrent l'engagement de toute une vie. A l'heure des U.M.P., lorsque l'on élit des chefs de peuple dont le programme est une suite de propositions recouvrant péniblement quelques pages, quel politicien censé se hasarderait à parler de doctrine ? Même le trotskyste Besancenot met dans sa poche son bréviaire marxiste-léniniste.

Alors, je crois que le mouvement national n'a pas besoin d'une doctrine, d'une charte, d'axes programmatiques ou d'un plan quinquennal. Dans un monde déboussolé, le Front national doit montrer le nord. Il doit, avec le plus de simplicité possible, de pragmatisme et d'habileté, indiquer une direction.

La base même de notre combat dans le domaine des idées doit être celle-ci : promouvoir la diversité, combattre l'uniformisation. C'est un message simple, compréhensible par le plus grand nombre. Il est de nature à recevoir l'assentiment d'une grande partie de notre peuple et à troubler les plus sincères de nos adversaires.

Tous les peuples du monde partagent la même inquiétude. Tous sont en danger de perte de leur substance identitaire. Le XXI^{ème} siècle sera le siècle du combat identitaire. Non le combat entre les identités mais pour elles, pour les préserver non en tant qu'objets intangibles, mais en tant que personnalités collectives s'inscrivant dans une mémoire et des lignées.

Au droit de l'Homme du XVIII^{ème} siècle, au droit des peuples du XIX^{ème}, doit succéder le droit des identités à vivre. Cette identité des peuples sera d'autant moins menacée qu'elle s'épanouira sur un territoire propre. Dans ce contexte, les grandes migrations internationales sont sources de conflits de basse intensité, voire de guerres. Les migrations humaines sont donc un germe d'asservissement voire de génocide. Disons-le : la migration, c'est la guerre. L'identité enracinée dans son histoire et son sol, c'est la vie, c'est la diversité du monde.

L'identité française est au cœur du combat du mouvement national. Mais elle n'est qu'une part de ce combat. Les identités de provinces, lorsqu'elles ne sont pas déformées par un prisme marxiste de guerre civile (colonisation-décolonisation) s'inscrivent parfaitement dans cette identité française. L'identité que nous défendons n'est pas la vision désincarnée de la France fantasmée par les républicains de 1793 et leurs descendants. Plus les identités locales sont fortes, plus fort est le tout.

Au-dessous les régions, du moins celles encore enracinées. Au-dessus, l'Europe. Pas

l'Europe de Bruxelles, mais l'Europe forte de plusieurs millénaires d'histoire. Les paléontologues affirment avec délectation que nous descendrions tous d'une guenon africaine. A vous dégoûter de la généalogie ! Singe descendant lui-même d'un poisson qui lui-même, etc !...

Bref, nos aïeux étaient des molécules.

Mais ce qui est certain, c'est que nous Européens (1), Celtes, Slaves, Germains, Latins, descendons des mêmes populations qui, voici cinquante à soixante siècles, ont quitté les rives de la Baltique ou les Landes de la Frise pour descendre vers le Sud, partir à l'Est, rejoindre l'Ouest, éclairer la Grèce, fonder Rome, subjuguier les Indes, féconder l'Orient. Mêmes ancêtres, même histoire, même avenir, mêmes menaces actuelles sur nos têtes. Qui pourrait être assez fou pour considérer que le mouvement national ne doit pas défendre l'Europe, toute l'Europe ? Quel nationaliste étriqué, accroché à sa caricature pourrait en exclure la Russie et son peuple ?

Diversité - Identité : voilà la direction principale. Voilà un sens vers lequel les Français peuvent marcher sans avoir l'impression de mener le combat d'hier.

Deuxième point fondamental : le combat pour la vie. A une époque où jamais on n'a tant dénoncé les atteintes aux droits de l'Homme, jamais la vie n'a été autant en danger. La vie des plus faibles, comme il se doit.

Il y a de nombreuses façons de parler de l'avortement et de l'euthanasie. Je n'en connais qu'une de juste. Celle qui respecte le caractère sacré de la vie.

J'admets volontiers que la lutte contre l'avortement n'est pas un sujet électoralement porteur. Je comprends parfaitement que Marine Le Pen soit prête à mettre ce sujet entre parenthèses afin de se voir accordée, par les médias, l'image d'une femme-moderne-qui-comprend-les-femmes-et-qui-est-leur-copine. Je l'admettrais d'autant plus volontiers si Marine Le Pen était sincère et défendait réellement l'avortement.

Mais je ne l'admettrai pas de la part du mouvement national. Nous nous présentons aux élections mais nous ne sommes pas un mouvement électoraliste. Nous ne courons pas après les citoyens et les idées, au contraire, nous allumons un phare, nous donnons un cap. La lutte pour la vie est une des luttes les plus nobles qui soit. Elle ne doit pas être l'expression d'un conservatisme patriarcal, mais une part fondamentale des droits de l'homme : celui de naître lorsque l'on a été conçu. Il ne s'agit nullement de réprimer ou de culpabiliser mais de sauver et de libérer. Sauver des êtres humains. Libérer une partie très importante des femmes qui avortent pour des raisons financières. Pas une vie ne devrait disparaître parce qu'une famille, un couple, une femme n'a pas ou croit ne pas avoir la possibilité de nourrir, vêtir et loger son enfant. Ces millions de femmes qui ont dû renoncer à l'être qu'elles portaient seraient en droit d'en faire grief à un Etat, à des gouvernements, à des politiciens qui leur ont octroyé la possibilité de jeter dans une poubelle un fœtus car elles étaient incapables de leur offrir une vie décente, de les faire espérer en l'avenir.

(1) abstraction faite du peuplement basque et, peut-être, ligure.

Sur ce sujet de l'avortement, je ferai un reproche au Front national. Celui de ne pas s'être engagé franchement dans ce combat. A quoi bon parler de l'avortement dans un programme sans jamais faire la moindre campagne nationale sur ce sujet ? A rien... Si ce n'est à récolter la propagande falsificatrice des lobbies féministes, à détourner de nous des millions de femmes, femmes à qui jamais, pas une seule fois, nous sommes allés nous adresser par un tract ou une brochure distribués massivement. Déclarer des guerres et ne pas livrer bataille, voilà ce que nous ne devons plus faire à l'avenir sur ce sujet, comme sur tous les autres.

Hors de ces axes, on pourrait parler à longueur de temps de tel ou tel point du programme, s'interroger sur la réforme de l'armée, le naufrage de l'école, le sabotage de la justice, le rôle de la monnaie... Ce sont là des points importants mais subordonnés au grand message qui précède et qui doit encadrer toute notre action : diversité, identité, lutte pour la vie.

19 - LES HOMMES

Le Front national est un mouvement politique, pas une église. Il ne peut exiger de ses membres qu'ils se conforment à une éthique, à une morale, à une manière d'être ; éthique, morale et attitude qu'il conviendrait d'ailleurs de définir. (1) Cependant, le fonctionnement d'un mouvement peut agir, à son tour, sur la mentalité et le comportement de ses membres.

Un mouvement dont la direction s'est fixée comme règle de domination de créer un contre pouvoir à chaque pouvoir qu'elle délègue, engendre bien souvent amertume, rancœur, haine. Il se dévore de l'intérieur.

Un mouvement qui confond nécessaire propagande et autosatisfaction permanente (2) a peu de chance de façonner des esprits libres et ajoute à la désinformation du système la sienne propre. Mentir aux siens au prétexte de leur protection ou de leur bonheur est l'alibi fétiche qui conduit à faire des hommes des enfants.

Un mouvement dont le chef choisit ses élus aux conseils régionaux selon des critères où le mérite et la capacité ne sont pas décisifs voire, dans certains cas, suspects, n'entraîne pas ses hommes vers les altitudes. Il en va là comme de toute sélection. Les bons se font rares, les mauvais se multiplient (3).

Un mouvement où la prudence commande le silence sur tout un index de sujets apporte, sans aucun doute, le repos et le calme indispensables à l'immutabilité du sanctuaire et à la pérennité de la charge de grand prêtre. Quand la pensée se fige, l'action se meurt.

Il faut donc choisir entre un mouvement qui pèse sur les hommes et un mouvement qui s'appuie sur les hommes.

Le Front national fut un lieu où l'on était heureux. Car c'est aussi cela la politique. Etre ensemble, être bien ensemble. Mais, ce temps est fini. Beaucoup de militants ne sont plus heureux au Front national. Trop d'amis partis, trop d'incertitudes sur un avenir qu'il est interdit d'envisager, trop de rendez-vous manqués... Une atmosphère est physiquement palpable dans la plupart de nos réunions, de nos assemblées. Quelque chose se finit et nul ne sait ce qui va naître... Qui peut voir vaciller sa maison sans vivre dans l'angoisse ?

Au-delà des idées, des stratégies, on ne fera rien au Front national sans en refaire un lieu d'amitié, un lieu où l'on est heureux.

(1) et, au demeurant, s'il fallait absolument installer une morale au-dessus d'un projet politique, il conviendrait que le président de ce mouvement mette en pratique, lui-même, celle-ci.

Cela passe d'abord par un grand souffle d'air frais. Tôt ou tard, il faudra ouvrir les fenêtres et laisser entrer le soleil. Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement rendre de l'espoir. Or, l'espoir comme la confiance ne se décrètent pas. L'espoir ne peut naître, ne pourra renaître que de l'action, une action s'inscrivant dans de nouvelles perspectives stratégiques, de nouveaux objectifs électoraux, associatifs, lobbyistes.

(2) Je peux déjà vous annoncer que le Front national rassemblera le 1^{er} mai 2006, 20 000 personnes - Place de la Madeleine à Paris...

(3) Il serait intéressant de faire un jour la liste des hommes choisis par Jean-Marie Le Pen pour siéger en Région, à Strasbourg ou à l'Assemblée nationale qui nous ont trahis (je ne parle pas du mégrétisme), ou qui ont transformé leur circonscription électorale en zone sinistrée. Dans certains départements, notamment du Sud, faire passer le Front national de 30 à 20, voire 15%, il fallait le faire !

20 - L'ORGANISATION

Les partis du système pourraient se passer d'organisation. Leur puissance est ailleurs. Ils sont les syndics politiques d'intérêts financiers auxquels ils prêtent leur caution démocratique.

Un mouvement comme le Front national ne peut, lui, se passer d'organisation. Certes, il a en sa faveur la justesse de ses idées. Mais que sont les idées sans des hommes pour les porter ? La force du Front national, c'est donc les hommes.

Or, les hommes - et plus encore les femmes - se font rares au Front national. Et quand ils y sont, leur voix compte peu. Le Front n'est plus un parti de militants. Il y a eu récemment dans nos rangs quelques crétiens pour affirmer qu'un « frontiste, soit ça ferme sa gueule, soit ça part ». Je n'ai pas cette conception du Front national. Nous ne sommes pas là pour balayer la cour d'une caserne ou pour faire les lits au carré. Un militant devrait avoir le droit de s'exprimer sans risquer les foudres de sa hiérarchie et celle-ci devrait avoir le devoir de l'écouter à proportion de ses mérites et de son expérience. Au Front national, cette liberté n'existe pas. Elle est bafouée. Les congrès devraient être des lieux de parole. Elle y est interdite. Une pensée unique règne, vrai décalque de celle du système dans son totalitarisme, au service de l'intérêt d'un seul homme et de sa clientèle.

Le Front national s'est lentement vidé de sa substance. Il approche du stade groupusculaire. Seul l'argent public distribué par l'Etat aux mouvements politiques lui permet de masquer sa misère humaine. Quelques dizaines de permanents, une grosse centaine de conseillers régionaux lui donnent encore un semblant de colonne vertébrale. Mais même cette tente à oxygène électorale permet de freiner la descente aux enfers, elle ne l'enraye pas. Quelques chiffres : le Front national groupusculaire de 1978 rassemble 1.000 personnes à la Mutualité. Le Pen en fait autant à Paris, en mai 2005, pour dire NON au référendum de la Constitution Européenne.

Trois jours auparavant, il rassemble 500 personnes à Aix-en-Provence. 500 frontistes venus des départements de Provence et du Languedoc, sans oublier sans doute des voisins de Rhône-Alpes. L'équivalent de 40 à 50 personnes par département... Là où naguère affluaient des milliers et des milliers de personnes.

La fin d'un cycle ? Et lequel ? Celui de Jean-Marie Le Pen ou celui du Front ? Je ne suis pas, en tous les cas, de ceux qui pensent que les deux sont liés.

La résurrection du Front national aurait dû passer par quelques points essentiels (1) :

(1) Les pages qui suivent de ce chapitre ont été écrites alors que Jacques Bompard espérait encore en une rénovation interne du Front national.

Fin du jacobinisme au sein du Front.

Fin de la monarchie.

Formation d'une aristocratie militante.

La fin du jacobinisme permettra de soulager les finances du mouvement. A quoi bon des dizaines de permanents dans un immense siège lorsque les provinces crient famine ? L'argent du mouvement doit descendre en province. Et celle-ci commence aux portes de Saint-Cloud... Pour cela, il conviendra que les comptes du mouvement soient intégralement portés à la connaissance du Bureau politique !

Décentralisation des moyens humains. Réduction au maximum du nombre de fonctionnaires du mouvement. Autonomie des régions pour leurs actions de propagande.

Les parachutages doivent être sinon interdits, du moins rester du domaine de l'exception. Or, ils ont été et sont encore la règle au Front national. En Provence notamment, où les scores élevés apparaissaient comme autant de promesses de victoires faciles, les « parisiens » n'ont cessé d'affluer : Le Pen à Marseille, puis à Nice. Avec le succès qu'on sait. Mégret dans les Bouches-du-Rhône. Un cadre comme Ronald Perdomo dut, sur ordre de Le Pen, abandonner Marseille pour la céder à un certain Arrighi ? Qui se souvient d'Arrighi aujourd'hui ? Et pourtant les scores du FN en chute libre dans le 13, on les doit aussi, en partie, à ce judicieux choix d'Arrighi. Citons aussi Jean-Pierre Schénardi, venu d'Ile-de-France, pour expliquer aux Provençaux comment militer. D'abord, promu dans les Bouches-du-Rhône, il émigra par la suite pour Nice. Et comment ne pas dire un mot de Jean-Marie Le Chevallier ? Cet homme parachuté dans le Var, la première fédération de France, par le Pen au seul prétexte qu'il en était un ami personnel, et à qui on doit le désastre absolu de Toulon...

On pourrait ainsi longuement égrener la liste des parachutages voulus par Le Pen, de ces charognards électoraux venus s'emparer de scores électoraux qu'ils étaient incapables d'atteindre dans leurs départements d'origine ou plutôt qu'ils n'auraient pu obtenir qu'après du travail, et encore du travail !

Oui, vraiment, le parachutage est un grand danger pour un mouvement politique. Il empêche la création d'une élite locale et crée un système de clientélisme entre le président du mouvement et ses obligés.

Le Front meurt de son régime monarchique. Quel que soit son successeur, la manière de diriger le mouvement doit changer. Les instances du mouvement doivent devenir des instances de commandement et/ou de contrôle.

Le Congrès doit être libre. Sous réserve d'une représentativité relative, on doit pouvoir y parler de tous sujets relevant des idées, de la stratégie, de l'organisation. Il faut changer les statuts qui ne permettent qu'à un seul homme de postuler à la présidence. Exiger la signature de vingt secrétaires départementaux, c'est se moquer du monde ! Qui peut croire que dans le Front actuel, il puisse exister vingt candidats au suicide ? La possibilité de se pré-

senter à la tête du mouvement doit venir du peuple des adhérents. Par les statuts actuels, rédigés de sa main, Jean-Marie Le Pen agit comme le Système qu'il prétend combattre. Il hurle à l'antidémocratie quand il peine à réunir 500 signatures de maires pour la Présidentielle, mais met la barre encore plus haute en interne pour conserver son siège.

Le Bureau politique doit devenir une assemblée d'égaux. L'élection au bureau politique doit être faite par les militants. Ne devraient être choisis que des hommes et des femmes ayant fait leurs preuves personnelles sur le terrain électoral.

Il faut en finir avec le fait du Prince qui désigne selon son humeur, ses caprices, ses rancœurs ou ceux de ses proches. Il faut également interdire qu'y siège tout salarié du mouvement. Engagé par le président, leur contrat peut être annulé à la moindre révolte... Il est aussi fondamental d'instituer le vote à bulletins secrets. Toujours refusé par monsieur Le Pen...

Le Bureau politique doit également devenir un vrai centre de commandement du mouvement, le lieu où se retrouve une direction collégiale. Dans ce contexte, le Président du mouvement est le premier de ses militants, le premier de ses cadres, le premier de ses porte-parole. Il n'est pas nécessairement son représentant à la Présidentielle. Il cesse en tous les cas d'être le monarque.

D'aucuns trouveront peut-être cette conception trop éloignée de leur univers mental. Hommes virils, il leur faut un chef de meute. Immatures ou fragiles, un papa les rassure. Peu enclins aux choses de l'esprit, la pensée indépassable d'un Guide trouve aisément sa place dans leur boîte crânienne. Fainéants, médisants, ils trouvent plus commode de suivre un seul homme, quitte à le dénigrer sous cape, plutôt que de prendre leur destin en main.

Je crois cependant que la plupart des frontistes - sans parler de ceux nous ayant quittés - aspirent à une organisation d'hommes libres. C'est ce que j'appelle l'aristocratie militante.

La formation de cette aristocratie militante est-elle possible ? Elle doit être en tous les cas un but. Si nous voulons libérer la France du Système, il faut des hommes pour prendre place à chaque échelon politique et social. Pour être crédibles, ces hommes doivent être des exemples, des références, des critères. Quand dans un mouvement, on affirme que n'importe quel bourricot avec une flamme Front national fera bien assez de voix comme ça, comment espérer que nos candidats - parachutés ou pas - apparaissent comme des hommes ou des femmes en qui avoir confiance ?

Cette aristocratie militante doit sortir du terreau militant, de la base. Ma conception est simple : un responsable doit obtenir des résultats. Le mouvement lui octroie un fief, quartier, municipal, cantonal, départemental. Il en est le chef. A lui d'y faire ses preuves. La méthode me semble bonne. Je n'en vois, en tous les cas, pas de meilleure pour dégager une élite, pour créer une émulation.

Ce n'est évidemment pas ainsi qu'il en va au Front actuellement. De trop nombreux médiocres (ils se reconnaîtront...) continuent, ici où là, à causer des dégâts, année après année. Ayant fait passer les scores de 40% à 20%, le Front national les maintient en poste. Il est vrai que cette incompétence garantit leur docilité...

Il serait aussi de la plus haute importance que le Front entreprenne enfin de former ses élites. Une école des cadres vivait avant la crise mégrétiste. On peut légitimement en critiquer tel ou tel aspect, et notamment son manque d'exigence, mais du moins avait-elle le mérite d'exister. Depuis 1999, rien ne l'a remplacée. Former régulièrement ses cadres, les évaluer, les stimuler... pourquoi faire ?

21 - LA STRATÉGIE

Une stratégie se définit en fonction d'un objectif. Le but du Front national est la prise du pouvoir. Cette prise du pouvoir est-elle possible en l'état ? La réponse est hélas par trop évidente... Avant une hypothétique prise du pouvoir, le Front doit se constituer en une force alternative. Une force, c'est d'abord du nombre. Il n'est pas impossible de récupérer les dizaines de milliers d'adhérents que le Front national a laissé sur le bord de la route depuis vingt ans, ni d'en attirer de nombreux autres. Mais c'est aussi l'addition de milliers de projets, des projets enracinés, de terrain.

Cette stratégie locale peut faire rire. Je n'en vois pas d'autre d'efficace. Elle n'est pas neuve dans mon discours. J'en avais fait le thème principal de mon intervention lors de l'Université d'Orange de l'été 2004. Ce discours, reproduit en annexe, expose parfaitement cette stratégie, certes difficile, exigeante, longue à mener. Elle a réussi à Orange. Pourquoi ne réussirait-elle pas ailleurs et notamment, à court terme, dans toutes ces communes où notre mouvement, sans travail particulier, dépasse régulièrement les 25% ?

Avant de pouvoir investir l'appareil de l'Etat, avant de prétendre réunir plus de 15 millions des Français un jour de Présidentielles, il faut constituer des places fortes dans nos provinces. On peut d'une certaine manière comparer cette situation au Haut Moyen-Age. Faute d'un centre puissant, dans une situation difficile et peu sûre, se développent des féodalités locales, des centres de pouvoir qui, dans leur périmètre, permettent un début de renaissance, entament une reconquête.

Ne pas vouloir emprunter cette voie, certes difficile et longue, condamne toute initiative à un échec éternel.

22 - APRÈS LE FRONT

Le 9 septembre 2005, après une panilodie de procès politique, j'ai été définitivement exclu du Front national par Jean-Marie Le Pen. On jugera de la pertinence des faits que l'on me reprochait en lisant, en annexe, l'acte d'accusation signé de la main même de Jean-Marie Le Pen ainsi que mon mémoire en défense. La toute petite histoire du FN retiendra également que Jean-Marie Le Pen a pris sa décision contre la volonté de son secrétaire général et de son délégué général et qu'un vote à bulletins secrets a été refusé par ce même Le Pen en bureau politique.

Soyons clair : cette exclusion m'a rendu ma liberté. Il m'était, en effet, de plus en plus douloureux de rester aux côtés de Jean-Marie Le Pen. Depuis plusieurs années, même critique, ma seule présence cautionnait son action. Or, je crois qu'il y a, depuis plusieurs années, un conflit d'intérêt entre Jean-Marie Le Pen et les idées de salut public que le FN défend. Le président du FN est devenu le pire ennemi de son mouvement. Puisque ce dernier est condamné à un Le Pen à perpétuité, il ne reste plus, à tous ceux qui se battent pour des idées et non un homme et sa famille, qu'à se battre en dehors du Front national. Je garde cependant de nombreux amis au Front. Je sais qu'ils partagent bon nombre de mes analyses. Je ne doute pas que, tôt ou tard, nous nous retrouverons côte à côte pour de nouveaux combats (1).

Exclu le 9 septembre 2005 du Front national, je pouvais choisir entre deux voies. La première était la moins hasardeuse : me consacrer uniquement à ma ville et à mon département. J'y possède une assise solide, de nombreux amis, des réseaux variés. Renforcer mes positions locales sans me mêler de politique nationale aurait donc été chose aisée. Mais après ? Peut-on sauver le Vaucluse sans sauver la Moselle, le Calvados ou le Var ? Peut-on sauver la France sans sauver l'Europe ?

La deuxième voie possible, que plusieurs amis me pressaient de suivre, était la transformation de l'Esprit Public en un mouvement politique d'envergure nationale. J'avoue que cette perspective ne me paraissait pas raisonnable. Depuis sept ans, de nombreuses initiatives de ce type ont vu le jour. Aucune n'a réussi à trouver sa justification.

(1) Je ne doute pas non plus que monsieur Le Pen ne soit suivi encore quelques années par une procession d'idolâtres et de courtisans. J'en veux pour preuve le mot que m'a envoyé, en septembre 2005, un éminent vieillard, élu dans un conseil régional, et bien connu dans sa famille : « *votre prose ne m'intéresse pas ! Quand on a un chef, on le respecte !* » Garde à vous ?

23 - LE CHOIX DE VILLIERS POUR LES PRÉSIDENTIELLES 2007

J'ai toujours cherché l'efficacité. N'ayant pas d'objectif de carrière, mon vœu de militant est d'aider tous les patriotes qui le souhaitent, leur apporter mon expérience, mon savoir-faire, mon idéal. Il m'est donc apparu raisonnable, rationnel et viable de travailler mon Vaucluse, ma Provence, tout en apportant, dans le même temps, mon concours à un certain nombre d'amis de l'Esprit Public, implantés aux quatre coins de France et qui désirent préparer les élections municipales de 2008. A ce titre, le travail d'Alsace d'abord sur les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin est remarquable.

Lorsque apparut l'hypothèse Villiers... Sa remarquable campagne pour le *Non* à la Constitution européenne, qui suivait sa toute aussi excellente campagne européenne de 2004, ses déclarations sur l'Islam, son discours net et clair de Grasse en septembre 2005, le week-end même où j'étais exclu du Front national, autant d'éléments qui conduisaient à s'interroger : et si Philippe de Villiers...

Parlons franchement : comme à peu près tout adhérent du Front national, je n'éprouvais aucune sympathie envers Philippe de Villiers. Non l'homme que je ne connaissais pas, ni même forcément ses idées, puisque j'en partageais un certain nombre ou, plus exactement, dans la mesure où il semblait, le temps d'une élection, partager celles du FN. Mais, bien logiquement, j'observais avec méfiance et indignation cet ancien ministre chiraquien qui avait combattu le Front national, soutenu le R.P.R., et ôté à Jean-Marie Le Pen en 1995 un certain nombre de voix qui lui auraient peut-être permis d'être - déjà ! - au second tour. Monsieur de Villiers apparaissait, ne pouvait qu'apparaître, comme un cheval de Troie du système en place, un outil chiraquien pour affaiblir la droite nationale.

Cependant, toutes ces préventions ne me semblaient pas suffisantes pour écarter, sans examen, cette subite évolution d'un homme politique connu de tous les Français. Après tout, le Jean-Marie Le Pen qui déclarait en 1956 à l'Assemblée nationale que les Algériens musulmans étaient, à l'instar des Bretons de 1900, des Français en devenir, parfaitement assimilables et ce dans l'intérêt de la France, était le même qui, moins de 20 ans plus tard, parvenu à la tête du FN, lançait les premières campagnes anti-immigration... L'homme de Saint-Cloud ayant évolué sur un sujet aussi fondamental, pourquoi pas le président du Conseil général de Vendée ?

Si, dans ses actions nationales, monsieur de Villiers m'apparaissait suspect, il n'en allait pas de même lorsqu'il s'agissait de regarder son action locale. Certes, je ne connais pas la Vendée. Certes, je veux bien croire que Philippe de Villiers ne l'a pas transformée en paradis terrestre. Mais il suffit de comparer ce département avec la Bretagne voisine pour se rendre compte du travail de protection fait par Philippe de Villiers. Plus au Nord, à seu-

lement quelques dizaines de kilomètres, règnent en maîtresses les forces de gauche les plus hargneuses, les plus rétrogrades, les plus obtuses. La Vendée, terre démocrate chrétienne, choisie par l'Eglise de France pour y nommer un évêque chargé du dialogue avec l'Islam, aurait pu, aurait dû, basculer dans le camp de cette gauche. Il n'en a rien été et le mérite en revient à Philippe de Villiers. D'aucuns lui reprocheront de ne pas avoir fait davantage. Ceux-là, à n'en pas douter, n'ont jamais géré une majorité, jamais dirigé une grande collectivité.

Il est un mérite encore plus grand, et à mes yeux essentiel, qu'il faut porter au crédit de Philippe de Villiers. C'est son combat culturel, c'est la réussite du Puy-du-Fou. En plusieurs décennies de militantisme au sein de la droite nationale, j'ai souvent entendu parler de « combat culturel » et de « métapolitique ». Mais j'ai très rarement vu l'application concrète de ces brillantes idées. Or, Philippe de Villiers a réussi avec le Puy-du-Fou une œuvre militante, mené brillamment un travail efficace. Ce militantisme n'est pas destiné à faire voter pour un homme. On ne vend pas la carte d'un parti au Puy-du-Fou. Non... Mais, on y apprend à aimer un pays, le nôtre. On y montre une histoire, on y fait vivre une culture. Il n'y a pas beaucoup d'enfants de France qui lisent les tracts du M.P.F. ou du Front national. Mais ils sont des dizaines de milliers à avoir rencontré leur nation au Puy-du-Fou à une époque où, trop souvent, l'école et les médias n'apprennent que la haine ou le mépris de la France. Et que dans ce village de Vendée, on trouve également les traces d'autres peuples européens n'est pas pour me déplaire...

Un homme qui a réussi mérite qu'on l'écoute.

J'ai reproché à Jean-Marie Le Pen son mépris pour l'enracinement local, sa désertion depuis 1983 de ce terrain. A contrario, je ne peux que relever avec intérêt l'enracinement local de Philippe de Villiers. Certes, son travail a été plus aisé que s'il l'avait mené sous l'étiquette du FN. Mais, du moins, l'a-t-il poursuivi avec constance durant vingt ans, se constituant un véritable fief, lequel est le socle de sa crédibilité, la forteresse d'où il peut sortir pour mener un combat national. Je ne peux également qu'être sensible à cette expérience, similaire à la mienne par sa nature. Lui en Vendée, moi en Provence, nous avons emprunté les mêmes chemins. Et s'il apparaissait que nous poursuivions les mêmes buts ?

On ne peut mener une réflexion dans l'abstrait. La politique, c'est du charnel, de la vie. Il y a les idées mais le rapport humain est aussi fondamental. Je souhaitais donc rencontrer Philippe de Villiers. Par des relations communes, je n'ignorais pas qu'il était favorable à une rencontre. Celle-ci eut lieu quelques semaines après mon exclusion du Front national, au domicile d'amis communs.

Nous avons eu durant cinq heures une conversation franche. Il ne pouvait être question d'éluder le passé. Mais, plus encore, il m'était indispensable de connaître ses intentions pour l'avenir. Etait-il en rupture avec le Système ou allait-il appeler à voter mécaniquement U.M.P. au second tour des Présidentielles ? Voulait-il une structure électoraliste en vue des Présidentielles ou construire un vrai mouvement militant couvrant tout le terri-

toire ? Son combat contre l'Islamisation était-il de circonstance, avait-il pris la mesure exacte de la question de l'immigration ?

Sur tous ces points, j'ai obtenu des réponses claires, des assurances fortes. Paroles de séduction ? Certes... Mais déjà vérifiées par un certain nombre de faits depuis l'été 2005.

Et puis, il y a l'homme. Sympathique, simple. Conscient des conséquences de sa rupture sur la question de l'immigration. N'ignorant pas la haine que son évolution allait lui valoir de la part de la gauche. Sachant toute la gravité de la situation dans notre pays. Lui aussi aurait pu rester chez lui. Jouir d'une rente électorale départementale, être député européen, ne pas prendre de risques. Lui aussi, comme tant de gens de l'Ouest, aurait pu rester insensible à l'Islamisation de la France du Sud et des banlieues.

Il ne l'a pas fait. Il a, au contraire, après bien d'autres certes, choisi de s'exposer et de prendre clairement position sur ce problème majeur qu'est l'immigration et sa conséquence islamiste. Dans le cadre des élections présidentielles, il est le seul à défendre cette position. On peut lui reprocher de parler avec 25 ans de retard sur Le Pen. A contrario, qu'a fait ce même Le Pen sur ce point précis, hormis, par ses outrances, ses dérapages, déconsidérer des idées que la majeure partie de notre peuple partage ?

Philippe de Villiers représente à cette heure la voie de l'efficacité car il mène des combats qui sont d'aujourd'hui. Pas ceux du passé. Philippe de Villiers est aujourd'hui le mieux placé pour «populariser» une partie des idées de salut public dont la France a besoin parce que sa démarche est politique, mesurée, crédible. Son discours n'est pas incantatoire, il n'attend ni la guerre civile, ni la guerre raciale il n'invoque ni les mânes de Jeanne d'Arc ni la mémoire d'Henri IV. Il n'est ni lyrique, ni nostalgique, ni romantique. Il est politique. On peut penser qu'il va trop loin, ou qu'il est trop modéré. Mais on ne peut lui reprocher de rechercher une emprise sur le réel. En d'autres termes, de prendre le pouvoir. Et non de le fuir et de se complaire dans le rôle de Cassandre.

C'est sur cette base que je lui apporte mon soutien pour les élections présidentielles de 2007. Je le rejoins pour ce rendez-vous électoral avec mes convictions, ma sincérité, mon passé. Et ce faisant, je reste fidèle à tous mes combats passés et à mon histoire.

Je suis entré en politique par esprit de résistance. Mon père, ancien résistant, membre de l'armée secrète, officier de l'armée Rhin-et-Danube, décoré de la Légion d'Honneur, avait su éveiller en moi une flamme patriotique. Pour lui, et donc pour moi, l'homme de la patrie, face au communisme, c'était De Gaulle. En 1957, j'avais 15 ans, je trouvais normal de faire le mur pour aller coller des affiches de l'UNR. Cruelle erreur dont je devais vite me repentir à partir de 1960. L'homme que j'avais microscopiquement contribué à porter au pouvoir trahissait l'Algérie française. J'entrais alors en résistance contre cette véritable félonie : l'abandon de départements français, habités par un million d'européens, la trahison d'une population musulmane livrée aux couteaux des égorgeurs du FLN.

Je n'ai depuis jamais cessé de résister et je ne rougis d'aucun de ces combats passés et notamment celui contre le communisme. Nous étions alors bien peu à le mener et il n'était pas à la mode d'être de notre camp. Nous avons pourtant raison de dénoncer et combattre un système de destruction et d'avilissement de l'Homme. Comme de juste, c'était nous les salauds !

Nous sommes dans le même processus avec la lutte contre l'immigration. Voilà 25 ans pour le moins que nous annonçons les conséquences dramatiques pour notre pays de cette submersion mise en place sous Giscard et Chirac, voulue par la Haute Finance : les cités interdites, l'apartheid de fait mis en place par la fuite des Français de souche de zones entières, le développement de moeurs étrangères comme la polygamie, le bouleversement culturel et, à terme, la disparition de notre peuple, privé de son identité à force d'ethno-masochisme, cette maladie qu'est la haine de soi. Mais défendre son peuple, quand ce peuple est européen, c'est, dans le monde d'aujourd'hui, être un salaud.

Oui, il y a grande urgence. Urgence à ne plus se tromper. Urgence à travailler dans l'efficacité et pas pour se faire plaisir. Dans ce contexte, les notions de gauche ou de droite n'ont plus de sens que pour le système en place qui veut croire en une alternance alors que ce sont toujours les mêmes qui remplacent les mêmes pour faire une même politique. La grande séparation est entre les hommes qui ont une identité et veulent la défendre et ceux qui se sentent de nulle part. Entre les citoyens et les mondialistes, entre ceux qui subissent et ceux qui commandent parce qu'ils ont la puissance financière.

Mais même s'il y a urgence, même si les menaces sont gigantesques, j'aborde sereinement les combats de demain. J'ai la conviction que le peuple français se prépare à l'un de ses grands rendez-vous qu'il tient de loin en loin avec l'Histoire, son Histoire.

J'ai été élu Maire d'Orange dès le premier tour, avec plus de 60 % des suffrages. J'y vois la preuve que sur des idées de bon sens, défendues fermement, on peut réunir une écrasante majorité de Français. La défense de notre identité nationale sur un socle européen, fier de ses racines et de ses traditions, la restauration de l'ordre public, la protection de nos frontières démographiques et économiques sont quelques-unes de ces idées fortes autour desquelles je crois possible de réunir une immense majorité de nos compatriotes.

Il nous faut pour cela aller à leur rencontre : expliquer sans relâche, débattre, proposer, écouter, afficher nos couleurs, ne pas craindre non plus de renouveler nos propositions, en un mot : militer.

ANNEXES

Discours du jeudi 8 décembre 2005 à Avignon

Mesdames, messieurs,

C'est avec grand plaisir que je retrouve ce soir nombre de mes amis dans cette grande salle de la mairie d'Avignon et c'est avec grand espoir que j'aperçois également beaucoup de nouveaux visages. Je ne crois pas qu'il y ait énormément de mouvements politiques qui puissent réunir plusieurs centaines de personnes un soir d'hiver, et de semaine, à Avignon.

Il est vrai que les citoyens ont quelques raisons de rester chez eux et de bouder les meetings des grands partis du système. On ne fait pas la queue devant un cinéma où l'on ne passe pas de films ! L'U.M.P. ou le Parti Socialiste l'ont compris. Ils prennent soin de ne faire de réunions publiques que durant les quelques semaines des campagnes électorales. Lors de ces moments, brefs, où la scène politique française retrouve un semblant de nerf, une apparence de vie.

Ces rassemblements sont, cependant, pour les partis du système, moins destinés à convaincre une assistance de convaincus, généralement composée d'élus ou de permanents, qu'à accéder aux journaux télévisés ou radiophoniques. Remarquons, au passage, cette déshérence du bénévolat dans les grands partis : le P.S. qui revendique 125.000 adhérents compte également 60.000 élus, soit la moitié... Le reste se composant de conjoints, d'attachés parlementaires ou d'employés de collectivités locales.

Les réunions de ces partis ne sont donc qu'un prétexte pour accéder aux médias. A la tribune se succèdent des hommes qui viennent expliquer tout ce qu'ils feront demain sans jamais expliquer pourquoi ils ne l'ont pas fait hier alors qu'ils avaient le pouvoir.

On l'a vu au moment des législatives de 2002. Les hommes de l'U.M.P. sont venus expliquer que, cette fois-ci, c'était bon, ils avaient compris ! Qu'en matière d'immigration, de sécurité, de protection des emplois, on allait voir ce que l'on allait voir. Or, on a beaucoup entendu... de paroles. Mais, après, de changement réel, d'actes de rupture avec le passé. Aucun ! J'y reviendrai.

Il y a également des partis où il s'agit uniquement de faire semblant, où un tribun enchaîne avec talent les effets de tribune, en sachant parfaitement que jamais il ne faudra mettre d'actes en accord avec ces paroles, puisque jamais le peuple ne lui confiera le pouvoir. Et, en faisant tout d'ailleurs pour que le peuple ne change surtout pas d'avis ! On est tellement mieux dans l'opposition. C'est tellement plus aisé de vivre de ses rentes de grand imprécateur.

Eh bien, je crois pouvoir dire que nous ne ressemblons ni aux uns ni aux autres. Ces règles d'un jeu politique à bout de souffle ne sont pas les nôtres. Nous ne voyons pas les choses de cette manière et, j'oserais presque dire, nous ne les ressentons pas ainsi. Nous, nous organisons des réunions politiques, nous faisons de la politique, parce que la France est en état clinique d'urgence. Non pas parce qu'il y a le feu à une voiture au fond d'une impasse, mais parce qu'un pays qui compte deux millénaires d'histoire est en train de mourir.

«*La France se meurt, ne troublons pas son agonie*» disait déjà voilà plus de cent ans, le grand écrivain Ernest Renan dont l'intelligence pressentait les conséquences funestes de l'essor de la technique et de l'exode rural sur les sociétés humaines. Et il n'avait rien vu : ni la Seine-Saint-Denis défigurée, ni les campagnes urbanisées, ni le chômage institutionnalisé, ni la décadence des moeurs, ni l'avilissement des esprits.

Comment aurait-il pu imaginer aussi qu'un jour des villes entières ne seraient plus ni Françaises, ni Européennes, ni Chrétiennes, alors même qu'aucun Français ne l'aurait cru voilà seulement une génération.

Mais, nous, nous ne voulons pas que la France meure et nous ne voulons pas rester impuissants devant les convulsions de son agonie. Nous voulons agir. Parce que nous aimons ce pays qui est autre chose qu'un Produit Intérieur Brut ou un «pacte citoyen» mais une histoire, une culture, une civilisation, un art de vivre. Parce que nous avons des enfants, des petits-enfants, et que nous ne voyons pas au nom de quoi le Congo ou l'Algérie aurait le droit à l'existence, à la reconnaissance de leur identité, et que ceci serait nié à notre nation et à notre peuple. Pourquoi serions-nous, nous Français, nous Européens, les seuls à ne pas surveiller nos frontières, contrôler notre nationalité, préserver nos emplois ?

Immigration, mondialisme, chômage...Voilà ce que nous avons imprimé sur les affiches annonçant cette réunion. A ces trois thèmes, nous pourrions en ajouter bien d'autres. Elle est longue la chronique de la décadence de notre pays ! Et les émeutes récentes n'en sont qu'une conséquence et pas une cause, qu'un symptôme et pas la maladie.

Il y a beaucoup de façons d'analyser ces émeutes, que je n'ose appeler «émeutes de la Toussaint 2005». Plus exactement, je relèverai qu'elles ont commencé au moment où se terminait ce grand moment de partage et de pieuse fraternité, pour parler comme nos médias publics si laïques, qu'est le Ramadan.

On peut, comme Arnaud Montebourg du parti socialiste, considérer qu'il s'agit d'une révolte s'inscrivant «dans la tradition des jacqueries paysannes du Moyen Age». Un voyou de cité incendiant une voiture, ce serait donc Jacquou le Croquant !

On peut aussi, comme les chaînes de télévision publique, ne voir dans les voitures incendiées et les écoles en feu, que des revendications sociales de citoyens modèles désirant seulement plus d'écoles, plus d'emplois, plus de gymnases. Ces êtres sensibles que sont les jeunes de banlieue agresseraient parce qu'ils souffrent de ne pas être aimés...

On peut comme le Président de la République affirmer que ces émeutes sont la conséquence d'abominables discriminations que ces populations subiraient depuis leur arrivée en France.

La France serait donc coupable une fois encore. Coupable de scolariser les enfants immigrés, même clandestins. Coût annuel : 500 euros minimum par enfant.

Coupable de soigner des millions de personnes n'ayant jamais travaillé. Coupable d'avoir créé l'Aide Médicale d'Etat gratuite dont ont profité en 2004, 163 000 étrangers clandestins ou arrivés légalement depuis peu. Est-ce que l'on se rend compte de ce que représente le coût de 163 000 personnes dont bon nombre sont venues spécialement chez nous pour accoucher ou se faire soigner d'une maladie grave ? Est-ce que l'on se rend compte de ce que paye cette France que l'on insulte et que l'on hait ? Est-ce que l'on se rend compte que tout cet argent n'est plus disponible pour les Français les plus faibles ?

Bref, que l'on soit député socialiste, média ou chef de l'Etat, on peut mentir, se mentir et mentir à la France. C'est d'ailleurs un réflexe dans la classe médiatico politique que de réécrire les faits à l'aune de leurs préjugés utopistes. C'est leur seul moyen pour masquer leur responsabilité dans la situation présente.

Et lorsque certains médias décident de faire une pause dans le mensonge, c'est pour recourir à la censure. Ainsi, le directeur de LCI, Jean-Claude Dassier, interrogé par le quotidien de gauche anglais, *The Guardian*, a admis qu'il avait délibérément demandé à sa rédaction de masquer la véritable nature des émeutes afin de ne pas donner envie aux Français de voter pour les partis de droite nationale !

Cependant, dans cet océan de pensée unique, émergent de-ci, de-là, quelques avis discordants, s'expriment quelques voix dissidentes. Ils proviennent souvent d'anciens gauchistes qui, à ce titre, disposent encore de tribunes médiatiques, mais peut-être plus pour très longtemps.

Je pense notamment à Alain Finkelkraut, philosophe soixant'huitard, ancien ennemi acharné de la droite nationale, chantre de l'immigration et de l'intégration. Cet homme a aujourd'hui l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que l'intégration a échoué et qu'elle ne peut plus se faire. Dans le quotidien israélien *Heretz*, en date du 18 novembre, Alain Finkelkraut résumait parfaitement ces émeutes. J'aimerais pouvoir citer ses paroles mais, hélas, les lois en vigueur dans ce pays ne me le permettent pas.

Pour avoir appelé un chat un chat, Alain Finkelkraut a été assigné en justice par Mouloud Aounit, président du MRAP, association largement financée par le contribuable qui entend interdire toute parole déviante sur le sujet de l'immigration. Epouvanté par cette plainte, M. Finkelkraut a alors présenté ses excuses. Il s'est, en quelque sorte, rétracté afin de ne pas subir les foudres de l'inquisition des idéologues antiracistes. En échange, Mouloud Aounit a retiré sa plainte. Voilà où nous en sommes dans ce pays qui se prétend une terre de liberté ! Ni les politiques ni les philosophes ne peuvent parler sans risquer d'être envoyés devant un tribunal par des groupuscules financés par l'argent public !

Je dois donc pour respecter la pensée unique, et même pour combler les fantasmes de la gauche et de Jacques Chirac, vous donner ce qui aurait du être la version idéale de ces événements, celle correspondant parfaitement au stéréotype du racisme anti français, le seul autorisé dans ce pays.

Les émeutiers étaient des Européens, de nationalité française, encadrés par des prêtres en soutane et des anciens parachutistes, tous ou presque militants dans des mouvements de droite. Leur seul objectif était naturellement de salir l'excellente image de la communauté musulmane en France...

On croirait un scénario de téléfilm de France Télévision, une de ces séries policières du vendredi soir dans lesquelles l'immigré est toujours suspecté par un policier raciste, toujours dénoncé par un voisin ronchon, mais totalement innocenté à la fin de l'épisode... Le vrai coupable étant naturellement un Français beau et raciste.

Je vous informe, au passage, que Jacques Chirac a convoqué tous les directeurs de chaînes de télévisions pour leur demander que, je cite, «*les programmes de télévision ressemblent à la diversité de la France d'aujourd'hui*», c'est-à-dire comportent davantage d'Africains ou de maghrébins. Le Président de la République devrait aller jusqu'au bout de son raisonnement.

Les statistiques indiquent qu'un nombre non négligeable des pensionnaires de prison en France sont des immigrés ou des Français naturalisés. La logique voudrait donc que l'on retrouve le même pourcentage de non européens dans les séries télévisées comme *Julie Lescaut* sur TF1, *PJ* ou *Avocats et Associés* sur France 2 ! Puisque Jacques Chirac veut de la télé réalité, qu'on lui en fasse ! Car, pour l'instant, à la télé, les coupables sont à 99% des Européens ! Je ne sais pas si c'est de la discrimination mais, en tous les cas, c'est du fantasme !

Cette conception orwelienne de la télévision n'est, bien sûr, pas la nôtre. Nous laissons le bourrage de crâne stalinien à ceux qui nous gouvernent si mal mais qui nous détruisent si bien.

Depuis maintenant, trois semaines, les émeutes ont quitté le devant de la scène. On ne nous en parle plus au 20 Heures. Les choses seraient rentrées dans l'ordre. Il n'y aurait plus « que » 100 voitures brûlées tous les soirs. Il paraît que c'est le tarif habituel en république hexagonique. Que telle est la norme dans la France chiraquienne. On mesure notre décadence.

Ce qui nous aurait semblé inacceptable il y a 20 ans le devient aujourd'hui. Avec un tel bilan, un Sarkozy peut parader, peut poser au Ministre de l'Intérieur à poigne, obtenir, au moins dans les sondages, la

confiance des Français. Tout va bien, puisqu'il n'y a eu « que » 25 000 voitures brûlées depuis le début de l'année ! Tout va très bien puisqu'il n'y aura « que » 3 ou 4 millions de délits cette année. Tout va excellemment bien puisqu'on nous présente comme un exploit considérable le fait d'avoir expulsé deux dizaines d'émeutiers. Soit même pas 1% des personnes interpellées par la police.

Il est vrai que le grand souci de Nicolas Sarkozy durant cette crise était moins de la résoudre en utilisant la force publique que d'attendre que le feu s'éteigne de lui-même en limitant l'emploi de la police au minimum. Pour parvenir à ses fins, le président de l'U.M.P. a demandé à ses amis du Conseil du Culte Musulman en France d'édicter une fatwa exigeant le retour au calme. Je ne sais pas si les Français se rendent bien compte. Dans la France de 2005, dans cette république dite française, dite laïque, un Ministre a appelé à son secours des Imams pour que ceux-ci, comme en Iran, comme en Arabie saoudite, délivrent une consigne à leurs millions de fidèles.

En fait, Nicolas Sarkozy n'avait qu'une peur : que surtout rien n'arrive aux gentils émeutiers. Pas question d'en blesser un seul. Dans une République décadente, on peut tirer sur la police, on peut attaquer des pompiers. On ne risque rien ou pas grand chose ! En revanche, un policier qui secoue un voyou a plus de chance d'aller en prison quelques jours que le même voyou qui jette des pierres !

On nous dit que l'image de Nicolas Sarkozy sortirait renforcée de ces émeutes. La chose n'a, en soi, rien d'extraordinaire... Il est parfaitement logique que lors d'une crise, on ait tendance à trouver sympathique l'homme qui est censé vous protéger. Et ce d'autant plus lorsque les médias lui ouvrent largement leurs portes, voire cirent ses bottes, ce dont il n'a guère besoin tant Nicolas Sarkozy est un acteur, un grand acteur, un beau diseur.

En revanche, je m'étonne de l'indulgence, voire même de la sympathie, qu'un Jean-Marie Le Pen cultive depuis plusieurs mois envers Nicolas Sarkozy. Le président du FN est même allé jusqu'à déclarer sur RTL qu'il n'était pas, je cite, « *de ceux qui allaient chercher des poux sur la tête de Nicolas Sarkozy* ». J'avoue en rester pantois. Mais aussi perplexe. Comment Le Pen peut-il dire cela et pourquoi ?

En effet, le bilan et les intentions affichées de Nicolas Sarkozy ne sont pas de nature à enthousiasmer tout Français attaché à son identité.

Faisons rapidement un petit tour de trois ans de sarkozysme.

Campagne présidentielle et législative de 2002. L'extrême-gauche trotskyste et le parti communiste réclament l'abolition de la double peine, c'est-à-dire le droit pour tout étranger ayant volé, escroqué ou tué de rester en France une fois sorti de prison.

En 2002, avant la Présidentielle, Nicolas Sarkozy se dit favorable à cette double peine.

Cependant, devenu ministre de l'Intérieur, il l'abolit aussitôt. Ce que n'avaient jamais osé faire les socialistes. Motif ? Monsieur le Ministre a rencontré des familles d'immigrés dont l'un des membres allait être expulsé et il aurait été ému par leur désarroi. Quel dommage que le président de l'U.M.P. n'ait pas rencontré des familles de victimes françaises. Peut-être aurait-il été également ému... Mais, posons la question, qu'est-ce qu'un homme politique qui prétend gouverner la France et dont la volonté s'effrite en de telles circonstances ?

Naturellement, digne fils spirituel de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy a opéré une volte-face lors des émeutes. Devant la colère des Français, il fallait abolir l'abolition de la double peine.

Evidemment, la loi étant toujours en vigueur, on dû user d'un artifice juridique pour parvenir à un simulacre d'expulsions massives...

Nicolas Sarkozy est également l'homme qui a installé juridiquement l'Islam en France. Il est le Ministre qui a créé de toutes pièces un Conseil du Culte Musulman. C'est lui encore qui voudrait changer la loi sur la laïcité afin de faciliter le financement de la construction de mosquées. Il y en a actuellement 2 ou 3 000. Soit quelques dizaines en moyenne par département. M. le Ministre trouve que ce n'est pas assez !

Depuis toujours, les croyants de France payent leurs lieux de culte. Il faudrait faire une exception pour les Musulmans !

Nicolas Sarkozy est favorable à la discrimination positive, c'est-à-dire à la préférence raciale et étrangère. Lui qui se gargarise des mots de «république» et de «citoyen» voudrait mettre en place un système qui ferait passer le noir avant le blanc, le musulman avant le laïc ou le catholique, l'arabe avant l'Européen. Cette inégalité institutionnalisée, il l'appelle par une inversion du bon sens, du langage et des valeurs : égalité des chances. Les jeunes Français sont prévenus : s'il le peut, à la première occasion, monsieur le Ministre donnera en priorité leur emploi à une personne d'origine maghrébine ou africaine. Pour les jeunes d'origine étrangère, l'ascenseur dit social, pour ceux de souche, l'escalier ! C'est cela la discrimination positive !

Nicolas Sarkozy veut pour la France une immigration «choisie» et non «subie». C'est-à-dire qu'en fait il brûle d'ajouter une immigration supplémentaire à celle existant déjà.

Comme si le problème, dans un pays où on ne fait pas assez d'enfants et où il y a des millions de chômeurs, était d'ajouter encore et encore de nouveaux immigrés !

L'Institut Géopolitique des Populations a chiffré le coût d'un immigré, clandestin ou pas : 100 000 euros en moyenne par an. Ce chiffre astronomique inclut les dépenses d'éducation, de formation professionnelle, de logement, de santé, de lutte contre la délinquance...

Globalement, cela représente 36 milliards d'euros. Soit 13% des dépenses publiques. Le double du budget de la recherche. Les neuf dixième de celui de la Défense.

Mais, pour Sarkozy, il en faut encore !

Dans la même veine, Nicolas Sarkozy est pour le droit de vote des immigrés non européens aux élections locales. C'est-à-dire qu'il est favorable à ce que plusieurs dizaines de villes de France soient dirigées d'ici dix ans par des musulmans, par des Africains, accentuant ainsi la création d'enclaves étrangères sur le sol national. Ce souhait du droit de vote pour les immigrés, M. Sarkozy l'a formé avant les émeutes dans une interview au journal *Le Monde* donnée le 24 octobre. Mais aussi, après les émeutes, dans *L'Express* du 16 novembre. Il s'agit donc d'une véritable obsession.

L'argument de Nicolas Sarkozy en faveur de ce droit de vote est le suivant : les immigrés payent des impôts, ils doivent donc voter. C'est là un raisonnement de libéral, une logique de financier. Nous sommes loin des principes même de la démocratie européenne tels qu'ils sont nés à Athènes. Vote celui qui est de la cité, qui est citoyen, celui qui est de ce sol, de sa culture, de sa civilisation. Beaucoup de Français ne payent pas d'impôts. Ils sont exonérés de taxe d'habitation. Avec la logique de M. Sarkozy, ces Français là ne pourraient pas voter alors que certains nationaux Congolais ou Marocains le pourraient !

Voilà donc les actions et les projets de l'homme politique auquel M. Le Pen ne veut pas aller chercher des poux dans la tête ! Il est vrai qu'il préfère attaquer Philippe de Villiers et l'affubler d'un de ses sobriquets méprisants qu'il affectionne : Duplicator.

Je ne voudrais pas faire de peine à M. Le Pen qui, sous des dehors de matamore, est, en fait, un grand sensible, que seule la forte odeur du cirage peut momentanément reconforter, mais il n'est propriétaire d'aucune idée politique. Le refus de l'immigration n'a pas été déposé à l'Institut National de la Propriété Industrielle par le FN. Du reste, il n'a pas toujours été, M. Le Pen, hostile à l'immigration et à l'intégration. Permettez moi de citer ses paroles en date du

28 janvier 1958, parues dans le Journal Officiel, alors que, député de la république, il s'exprimait à l'assemblée nationale.

« Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux (...) Ils seront la partie dynamique et le sang jeune de la nation française. »

Et monsieur Le Pen continue sur l'Islam :

« J'affirme que dans la religion musulmane, rien ne s'oppose à faire du musulman un citoyen français complet. Pour l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne » !

Je ne commenterai pas ces propos ridicules. Monsieur Le Pen a, par la suite, changé son fusil d'épaule. Il s'est opposé sincèrement à l'immigration. Aujourd'hui, au regard de nombreuses déclarations qu'il a laissées faire à certains de ses proches ou de membres de sa famille, on peut se demander s'il en est toujours de même... Mais quoi qu'il en soit, je lui conseille d'être indulgent à l'égard de monsieur de Villiers. Un homme politique peut évoluer selon les situations, les événements et les expériences personnelles.

Et puis, je le confesse, je considère que le présent compte davantage que le passé et je relève qu'en cet automne 2005, l'homme qui, à droite, s'oppose le plus au fossoyeur de notre identité et de notre souveraineté, qu'est Nicolas Sarkozy, cet homme, c'est Philippe de Villiers, pas Jean-Marie Le Pen.

Il est un autre sujet fondamental, lequel ne fait pas la UNE des médias... c'est l'état de l'agriculture française. Celui-ci n'est ni mauvais ni préoccupant, il est bien plus grave. Nous approchons de la phase terminale. La France qui n'est plus une nation de paysans sera bientôt un pays sans agriculteurs.

Il y a grande pitié à songer à ce que fut notre pays, à ce qu'il était encore naguère. La France est le pays européen le plus propice à l'activité agricole. Elle jouit d'une position géographique exceptionnelle et est dotée d'une infinie diversité de sols, de paysages, de milieux. Sa terre est apte à tout produire, et le savoir faire de ses agriculteurs est reconnu dans le monde entier. Mais rien n'aurait été possible sans le travail de plusieurs centaines de générations de Français. D'un bout à l'autre de notre pays, depuis plus de 2 000 ans, notre peuple a accompli un travail de titan. Il a assaini les marais, dompté les fleuves, domestiqué la forêt, gagné sur la montagne. La lutte pour la vie a été intense. La volonté et l'acharnement ont triomphé des difficultés. Même propice, la nature donne rarement. Il faut tout lui prendre.

Ou alors la subir. Dans certains coins du monde, depuis la nuit des temps, des peuplades ont accepté sans broncher cette loi du milieu. Dans d'autres, comme en France, l'homme a retroussé ses manches et arraisonné le monde qui l'entourait. Des richesses ont été créées et accumulées. Cette immense chaîne de labeur à travers les âges nous a permis de nous nourrir, de croître - à la veille de la Révolution de 1789, la France était le pays le plus peuplé de tout le continent - et souvent aussi de nourrir nos voisins.

Cette oeuvre unique devrait nous placer en pôle position des puissances vertes. Elle devrait nous permettre d'engranger des devises utiles à la modernisation du pays, de limiter nos importations alimentaires au strict nécessaire et de favoriser l'exportation d'une production de qualité. Il n'en est rien.

Car, en cinquante ans, même pas deux générations, tout a changé ! Alors que notre pays devrait compter plusieurs millions d'agriculteurs, - il en possédait plus de 5.000.000 en 1954 - leur nombre s'est réduit comme une peau de chagrin, au rythme des désirs et des lois du pouvoir mondialiste. Celui-ci s'était fixé, dès cette époque, d'amener la population active agricole française à 300 000 actifs. Nous y sommes presque...

Dans le Vaucluse, 20% des exploitations sont au bord du dépôt de bilan. La moitié, soit 3 500 exploitations, sont dans le rouge. 50 000 emplois sont menacés. En dix ans, le département a perdu un tiers de ses exploitations.

En un an, le prix payé aux producteurs a baissé de 30 à 40%. Tous les secteurs souffrent. Les maraîchers, bien sûr...

- Ainsi, en 2004, les producteurs de pommes vendaient le kilo à 40 centimes d'euros. Cette année, le kilo ne vaut plus que 20 centimes.

...mais, et c'est plus nouveau, les viticulteurs. La viticulture a perdu l'an dernier 20% de son chiffre d'affaires.

La mort définitive de l'agriculture française n'aurait pas seulement des conséquences en terme d'emplois. Une exploitation agricole qui disparaît, ce sont les friches qui avancent, l'urbanisme rural qui prolifère, l'attrait touristique qui faiblit.

Les syndicats agricoles demandent un contrôle des frontières, un allègement des taxes, une égalité fiscale avec nos concurrents directs, un moratoire des dettes, des retraites identiques à ceux des autres travailleurs français. Bref, ils veulent un Etat capable de les protéger et non de les maintenir sous perfusion afin que l'agriculture disparaisse tout doucement, sans faire de vagues, sans colère paysanne, par le simple non remplacement des générations dans les fermes. Il faut stopper la machine de mort et ramener l'espoir sur la terre de France.

Particulièrement préoccupé par ce sujet, je vous annonce que nous organiserons à Orange, le 9 février prochain, une grande journée de réflexion sur la viticulture, en présence de Philippe de Villiers.

Mais il n'y a pas que la paysannerie qui souffre en France et en Provence. Tous les secteurs sont frappés durement. Industriels ou tertiaires, les emplois partent là où la main d'œuvre exploitée se contente de dix fois moins que l'ouvrier français. Dans le Vaucluse, il ne se passe pas de mois sans que l'on annonce des licenciements dus à la mondialisation. Un des derniers exemples est celui de l'entreprise de cartonnage Imcarveau à Valréas qui fabrique des coffrets pour la parfumerie et la cosmétique. 55 emplois vont partir vers la Chine. Soit le quart de l'actuel effectif ! Raison invoquée : la compétitivité.

A cela rien d'étonnant. Les mondialistes, de droite ou de gauche, ont voulu un marché mondial, un marché sans frontière, non pas pour faire le bonheur des travailleurs français et européens, mais pour pouvoir augmenter leurs profits, exploiter les peuples. Tout le discours sur la mondialisation relayé par les médias n'est qu'une immense propagande pour faire avaler aux peuples européens la précarité, l'appauvrissement, le chômage. Je voudrais vous lire quelques lignes sur la mondialisation et sur ceux qui l'imposent. Je cite et vous dirai ensuite de qui sont ces lignes.

«Une nouvelle caste dominante [...] une aristocratie émerge d'une alliance implicite entre des grands dirigeants d'entreprises, des financiers, des cadres élevés de l'entreprise et des services, certains hauts fonctionnaires de l'Etat et des privilégiés des médias. Ils forment un groupe qui enjoint aux autres catégories sociales de faire des sacrifices au nom de la compétition mondiale ou de l'équilibre de l'économie mais ne consent pour lui-même à aucun effort ou renoncement et ne conçoit même pas que la question se pose [...] La bourgeoisie ancienne était patriote, parfois nationaliste, en tout cas en France, protectionniste. La nouvelle caste se veut internationaliste, voire transnationale. L'espace économique national n'est pas sa référence naturelle. Elle épouse au contraire l'univers et l'idéologie de la mondialisation capitaliste car elle y trouve la justification de son existence et de ses exigences».

Ces lignes sont de Lionel Jospin et sont parues cette année chez Gallimard "*Le monde comme je le vois*". Je suis, pour une fois, d'accord avec l'ancien chef du parti socialiste. Il existe bel et bien une idéologie du mondialisme qui sert les intérêts financiers de quelques centaines de grands capitalistes. Pour eux, un seul credo : faire le plus d'argent possible. Et tant pis pour les hommes ! Et tant pis pour les peuples ! Je le dis clairement : la racaille ce sont aussi et d'abord les multinationales ou les fonds de pension apatrides ! Eux ne brûlent pas des voitures, eux ne caillassent pas des pompiers. Ils détruisent des bassins d'emplois, ils apportent la pauvreté ! Ils ont ce point commun avec les anarchistes et les communistes : ils veulent un monde sans frontières, un monde où il est permis de mettre au chômage un Provençal pour pouvoir aller exploiter un Chinois ou un Africain.

Face à cette mondialisation qui fabrique à la chaîne du chômage de masse, notre système politique n'a qu'une réponse : la création d'une industrie de l'assistanat. Elle crée des emplois publics, elle tempère l'exaspération populaire mais elle ne résout d'un point de vue économique absolument rien. D'un point de vue social, la situation est même catastrophique.

Le Revenu minimum d'insertion, censé n'être qu'un coup de pouce momentané, s'est transformé en une rente. Pourquoi travailler au salaire minimum quand existe un salaire minimum sans travail ?

De plus, le R.M.I. crée une perturbation psychologique chez les personnes qui en bénéficient. L'oisiveté n'est peut-être pas mère de tous les vices, elle n'en est pas pour autant une vertu sociale.

Or, dans l'intérêt des Français et dans l'intérêt national, les chômeurs de longue durée, les Rmistes, doivent pouvoir retrouver du travail. Au bout d'un certain délai, il faut mettre en place des travaux d'intérêt général qui permettront à ceux qui le désirent d'exercer leur droit au travail qui est, à notre sens, le premier droit d'un citoyen. Il faut également revaloriser le salaire minimum. Un homme ne peut vivre décemment dans la France d'aujourd'hui avec 1000 Euros par mois encore moins faire vivre une famille. Pour nous, le vrai social, ce n'est pas la charité publique, mais c'est donner un emploi à chaque homme et à chaque femme pour que ceux-ci puissent vivre dans la dignité ! Le vrai social, c'est le droit au travail !

Vous le savez, j'ai soutenu durant trente trois ans et pour trois campagnes présidentielles, Jean-Marie Le Pen. Je l'ai fait pendant longtemps avec enthousiasme, puis, au fil des années, avec davantage de réserves que je gardais cependant pour moi afin de ne pas nuire au mouvement auquel j'appartenais.

Je le dis ici haut et fort : Jean-Marie Le Pen a été durant les années 80 un formidable catalyseur des idées de droite nationale. Mais je l'affirme aussi avec autant de force : il n'est plus aujourd'hui une chance pour nos idées. Il représente au mieux, un cul de sac, un vote sans utilité, voire, au pire, un obstacle mis sur notre chemin par le Système. Le journal *Minute* annonçait d'ailleurs récemment que les proches de Nicolas Sarkozy envisageaient de faciliter la collecte de parrainages de maires pour Jean-Marie Le Pen afin de contrer l'ascension de Philippe de Villiers...

Il est donc impossible, strictement impossible, définitivement impossible, à toute personne soucieuse de l'avenir de la France, soucieuse de ne plus perdre de temps, de ne plus faire d'erreur, de donner sa voix, son énergie, son argent, sa foi, son dévouement, à un homme non seulement du passé, mais aussi et surtout à un homme capable de faire échouer l'avenir.

Ne pouvant soutenir Jean-Marie Le Pen, le choix entre plusieurs candidats crédibles pour l'élection présidentielle n'existe pas. Il n'y en a qu'un : c'est Philippe de Villiers. Lui seul dispose de la notoriété et de la crédibilité nécessaire pour porter au plus haut nos idées.

Certes, je connais les préventions que de nombreux militants ou électeurs de la droite nationale nourris-

sent à son égard. Citons en quelques unes : Philippe de Villiers a été secrétaire d'Etat de Jacques Chirac, Philippe de Villiers a toujours appelé à voter contre le F.N. et pour le R.P.R. ou l'U.M.P.

Ce sont là des faits et nul ne peut les nier, même si, je n'en doute pas, le principal intéressé pourrait fournir des explications, évoquer des circonstances particulières. Mais qu'importe ! Car ces faits appartiennent au passé.

Philippe de Villiers, depuis la campagne du référendum, a amorcé un virage décisif. Il est entré en rupture avec le système qui nous gouverne. Il a franchi le Rubicon. Il ne considère plus son mouvement comme une composante minoritaire de la majorité actuelle mais comme une force indépendante. Son ambition est de bâtir un mouvement tel que la reconstruction de la droite se fera autour de lui, sur la base d'un programme de salut public. Nous le rejoignons là dessus. Notre désir n'est pas de détruire ou de vitupérer du haut de notre tour d'ivoire. Mais de construire !

Et à cet égard, Philippe de Villiers est un homme crédible et même doublement crédible. Dans le monde politique, on croise beaucoup de beaux diseurs, on rencontre des hommes sortant du même moule technocratique. Mais, qu'ils soient de droite ou de gauche, ce sont des gens qui n'ont jamais rien fait de leurs dix doigts, des gens qui n'ont jamais travaillé, des gens qui n'ont rien créé. Regardez à droite : Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin.

Pas un jour de travail, ne parlons pas à l'usine ou dans les champs. Mais comme avocat, médecin, ingénieur, professeur, plombier, électricien, coiffeur. Rien !

Même chose à gauche avec les François Hollande, les Laurent Fabius !

Or, ce sont ces gens là qui ne partagent rien avec les Français, qui vivent au dessus d'eux comme un véritable corps étranger dans la nation, une véritable élite de privilégiés, qui les dirigent mais les gouvernent si mal !

Philippe de Villiers, lui, a réussi quelque chose d'unique en France et en Europe : le Puy du Fou. Ce parc n'est pas qu'une industrie qui a créé 750 emplois directs et 4 000 dérivés et dont le chiffre d'affaires s'élève à 25 millions d'euros. C'est aussi une aventure et une passion. Sans Philippe de Villiers, pas de Puy du Fou. Il y a même, en ses débuts, me suis-je laissé dire, joué les cracheurs de feu !

De Villiers n'est donc pas un des ces professionnels de la politique qui sont des ratés de la vie professionnelle. Il est un entrepreneur, un créateur.

Il y a 35 ans que les Français élisent des professionnels de la politique. J'ai combattu le général De Gaulle. Mais force est d'admettre que depuis sa mort, notre nation n'est gouvernée que par des nains qui ne s'appellent ni Joyeux, ni Prof mais plutôt menteur, voleur, tricheur, fainéant...

Il faut expliquer cela aux Français. Il faudra leur dire ce que la candidature de Villiers représente. Non pas un politicien de plus. Mais un homme qui a réussi une oeuvre professionnelle.

Et pas seulement... En effet, je vous disais que Philippe de Villiers était doublement crédible. Il l'est également pour avoir réussi son oeuvre de gestionnaire de la chose publique. A la tête du Département de la Vendée, il a réussi financièrement, économiquement, socialement. On nous dira : la Vendée est une terre riche, c'était facile. Rien n'est plus faux ! Combien de villes riches, de conseils généraux aisés ont été ruinés, mis en faillite, par des politiciens corrompus ou simplement incapables ?

Qu'on se rappelle, toujours dans l'Ouest, la ville d'Angoulême en cessation de paiement et son maire socialiste en fuite en Amérique du sud.

Je dirais même qu'il est plus difficile de bien gérer une collectivité riche que pauvre car souvent la difficulté stimule alors que la facilité peut entraîner le relâchement.

Ce passé donne à Philippe de Villiers une crédibilité forte.

On peut aussi compter sur Philippe de Villiers pour ne pas ruiner les efforts des militants par des déclarations provocatrices. Il ne gaspillera pas notre travail par des dérapages de tribune ou de presse.

Philippe de Villiers fait de la politique pour faire gagner nos idées. Pas pour témoigner. Pas pour se satisfaire du rôle de croquemitaine de la vie politique.

Philippe de Villiers veut changer les choses avant que la France ait changé et qu'il soit trop tard.

Philippe de Villiers va donc se battre durant les mois qui viennent sur tous les fronts importants, contre toutes les menaces qui pèsent sur la nation.

L'islam, l'immigration, la liberté du travail, le droit constitutionnel à un emploi, la sauvegarde du monde rural, la dignité de nos anciens... C'est sur un programme de salut public que nous soutenons Philippe de Villiers ! Nous suivons un porte-drapeau, nous soutenons un candidat, mais nous nous battons d'abord et avant tout pour des idées au service de notre peuple et de notre nation !

La tâche qui nous attend dans les mois qui viennent est donc immense ! On ne gagne pas en politique si l'on n'a pas derrière soi une organisation de combat. Des hommes et des femmes rassemblés, soudés, organisés. Il nous faut créer le grand mouvement patriote dont nos idées ont besoin et qui seul nous permettra de répondre présent, le moment venu, au rendez-vous de l'Histoire.

Un mouvement où chacun en fonction de ses capacités puisse trouver une place et une responsabilité. J'insiste sur ce mot de responsabilité. Nous avons besoin de gens responsables.

Pas de consommateurs. Un mouvement qui encourage les initiatives, qui «encadre», certes, mais qui donne aussi de la liberté aux hommes de terrain. Un mouvement enraciné parce que l'on aura su créer des responsables et pas des assistés attendant tout d'un Etat-major parisien et de la seule campagne présidentielle.

Car ce mouvement n'a pas pour objectif que la seule Présidentielle de 2007. Cette échéance électorale est importante car elle va permettre à nos idées d'arriver sur le devant de la scène et, qui sait, d'accéder au second tour. Mais il faut voir plus loin. Il ne sert à rien de faire 17% aux Présidentielles quand on est incapable de faire élire des maires ou des conseillers généraux. Cette armature, ce socle des élus locaux, nous les voulons. Nous n'avons pas peur d'avoir des élus, nous n'avons pas peur de voir sortir des têtes du combat électoral. Les élections locales de 2008 seront donc déterminantes. Des centaines de communes sont prêtes à se donner à des maires patriotes. Encore faut-il leur proposer des candidats crédibles, des équipes de valeur.

Dans ce but, je vous demande de vous engager. Si vous pensez comme nous, si vous aimez la France, si vous voulez donner un avenir à nos enfants, alors, vous devez agir, vous devez vous engager. Il existe de multiples façons de travailler pour nos idées. Il y en a forcément une pour vous. Mais quoi qu'il arrive, ne restez pas spectateurs. Dans le Vaucluse, nous nous fixons comme premier objectif de créer dans chaque canton, en vue des Présidentielles, un Comité Villiers 2007 qui relayera nos messages et notre action au plus près du terrain.

Je vous le disais, la tâche est immense et il y a urgence ! Mais quelle que soit l'ampleur du travail, nous

possédons un avantage décisif sur les autres. Nous servons une cause, celle de notre peuple, celle de la France. Voilà ce qui nous sépare définitivement des partis du système. Eux n'appartiennent qu'à des intérêts financiers, eux n'abritent que des ambitions personnelles.

Notre cause, c'est la Patrie, la terre de nos pères, cette chaîne de générations qui, s'ancrant dans la nuit des temps, est parvenue jusqu'à nous et doit continuer.

La France, ce n'est pas l'Islamisme !

La France, ce n'est pas la Gay Pride !

La France, ce n'est pas cette coupable universelle fabriquée par Jacques Chirac et la gauche qui doit demander pardon pour tout, sur tout et à tout le monde !

La France, c'est un peuple, c'est une histoire, c'est une culture, c'est un patrimoine, c'est un art de vivre, c'est une identité. Nous pouvons en être fiers mais nous devons aussi nous en montrer dignes.

La France doit vivre, la France veut vivre. Mais elle n'y parviendra que grâce à la mise en place d'une politique de salut public menée par des hommes nouveaux. Le système politique de la Vème République est grabataire. Réélire un Chirac, un Sarkozy, un Villepin, un Fabius ou un Hollande serait de l'acharnement thérapeutique ! Tous ces hommes sont coupables de notre situation actuelle.

Alors, chers amis, ensemble, formons ce grand mouvement patriote dont notre pays a besoin.

Donnons un avenir à notre Patrie !

Remettons la France au coeur de nos espérances !

Discours de clôture de Jacques BOMPARD pour l'U. D. T. 2004

Chers amis, chers camarades,

Ce qui sépare le combattant politique du simple citoyen, qui ne fait pas de politique et parfois s'en vante avec toute la candeur du vaniteux qui se croit supérieurement malin, c'est que le militant refuse de subir les événements mais veut, au contraire, les infléchir.

Le simple citoyen remet son sort entre les mains d'autres hommes, à la bienveillance de la Providence ou au hasard, et il se satisfait plus ou moins parfaitement de cette existence de bouchon de liège.

Il flotte sur l'océan de l'histoire, montant avec la vague, descendant avec elle et parfois se noyant, avec la même entière et superbe méconnaissance des événements.

Le militant politique, lui, a un cap, s'y tient et met tout en oeuvre pour parvenir au port. Il peut se tromper mais, du moins, a-t-il le mérite de réfléchir, d'analyser, de soupeser les choses et de les accepter ou de les refuser.

Outre le bonheur de sa famille, le salut de son âme s'il est chrétien, le militant politique a un but dans l'existence. Pour nous, il est clair : nous croyons en la nation, en la famille, nous pensons que ces deux institutions sont à la base de notre civilisation.

Nous croyons donc en la France, nous croyons aussi à la civilisation européenne. Nous, nous voulons à leur service.

Cette France, cette civilisation, sont en danger mortel. Autour de nous, depuis plusieurs décennies, plus rien ne vacille car tout tombe : chute de la patrie, chute de la famille, chute de la morale, destruction de nos racines. Tout ce qui est laid et dégradant parade au coeur de nos cités, tout ce qui est noble, pur, racé, est dénigré, vilipendé, quand ce n'est pas interdit par les lois.

Jamais, dans les temps modernes, l'on est descendu aussi bas et aussi vite. Jamais, il n'a pesé sur une nation et sur une civilisation un aussi effroyable danger. Jamais un peuple n'a semblé aussi indifférent à sa propre disparition.

Alors, dans ces véritables heures sombres de notre histoire millénaire, à quelle victoire pouvons-nous, devons-nous prétendre ?

Voilà vingt ans que le mouvement national attend, espère, la victoire aux Présidentielles. Un peu comme l'on voudrait mettre une cerise sur un gâteau... mais le gâteau n'existe pas ! Car il n'y a jamais eu beaucoup de farine, ni beaucoup d'oeufs dans le mouvement national. Quand à la crème, elle s'est résumée à quelques postes de députés qui n'ont jamais permis de débloquent le mouvement.

Voilà vingt ans aussi que l'on nous dit que les Français vont se réveiller, que cette fois ils ont compris, qu'on va voir ce qu'on va voir ! Et, en général, on voit, en effet, que les Français à 90% n'ont pas envie qu'on les empêche de rêver, on constate qu'ils préfèrent les marchands de sable. C'est qu'ils ont le sommeil lourd les Français. Et ils aiment ça !

Les dernières fois qu'on les a sortis de leur sommeil de plomb, ce fut pour vivre la débâcle de 1940.

Cela a duré quelques semaines... Et puis à 90% les Français se sont rendormis en demandant au Maréchal Pétain de donner de sa personne. Juste le temps d'une sieste de quatre années, de rêver à quelque plantureux dîner acquis sans marché noir, et le Français s'est réveillé résistant et libéré sous De Gaulle. Et depuis il dort.

On peut lui prendre ses colonies. Il dort. On peut détruire son agriculture. Il dort. On peut ravager son industrie. Il dort. On peut l'envahir, il dort. Et lorsqu'il ne sommeille pas, il est jouisseur, bavard et sceptique.

C'est qu'il a le ventre plein le Français. Et puis aussi qu'il est de moins en moins Français. Certes, pour

quelques millions parce qu'ils viennent d'être naturalisés très fraîchement. Chaque année, en effet, la République rafle 120.000 étrangers et leur distribue notre nationalité avec une carte de sécu, de R.M.I., d'A.P.L. et de C.M.U.

Mais il n'y a pas que ces Français de papier, à qui on ne peut raisonnablement pas reprocher de ne pas se sentir de chez nous puisqu'ils n'en sont pas.

Il y a bien plus grave. C'est que des millions de "bons Français", comme l'on disait autrefois, des millions de nos compatriotes n'ont plus rien de Français.

Ces millions d'hommes et de femmes se sentent citoyens du monde. Là aussi, il s'agit d'un rêve, d'une anesthésie de l'intelligence et de l'instinct.

Ils sont des millions à être persuadés que la France a toujours été envahie, que l'invasion c'est donc l'avenir puisque c'est le passé, que nous avons été très cruels, que pour cela nos ex colonisés sont chez eux chez nous.

Des millions de Français sont donc devenus pire que des bêtes, puisqu'ils n'ont plus d'instinct, plus de tripes. Ils sont devenus virtuels.

Ce sont des individus, des atomes éclatés.

Gavés de démocratie, ils vomissent avec une écoeurante bonne conscience un nihilisme bon chic bon genre, une petite déjection idéologique, un goutte à goutte régulier, provenant de millions d'individus et irriguant tout le corps social de notre peuple, souillant son âme, paralysant ses muscles, engourdissant son cerveau.

Certes, les Français ne sont pas, dans leur grande majorité, réellement responsables de cette dramatique évolution des mentalités.

Les vrais coupables sont les hommes politiques qui, depuis des décennies, leur mentent, les trahissent et par ces mensonges et ces trahisons, les éloignent de la chose publique, leur inculquent le mépris de l'engagement et le goût du renoncement.

Un peuple trahi par ses chefs, en décadence... Voilà où nous en sommes... Je ne force pas le trait. Au contraire, je résume.

Face à cette situation, qui peut croire que nous vaincrons sans efforts, qui peut croire qu'un mouvement politique qui s'est transformé au fil des années en une sorte de Fort Chabrol pourra vaincre en 2007 ?

Qui ne voit pas, qui ne peut pas voir qu'avant toute chose, avant toute victoire, mais aussi avant toute bataille sérieuse, le mouvement national n'a pas l'impérieux besoin d'une vaste, d'une profonde réforme intellectuelle, morale, organisationnelle mais aussi spirituelle ?

Cette réforme est nécessaire. Sans elle, pas de salut mais toujours et encore les mêmes espoirs vains, les déceptions, le désespoir et l'accablement.

Avançons-nous un peu sur la question de la réforme intellectuelle qu'il y a à mener dans la mouvance nationale. Certaines illusions mériteraient d'être dissipées, nettoyées, détruites.

Ainsi, celle qui consiste à croire et à faire croire qu'il suffirait de changer quelques hommes du système pour que tout s'arrange pour la France, pour que l'avenir soit meilleur pour les Français.

Mais à quoi peut servir de changer l'ouvrier, le contremaître, et même l'ingénieur, si la machine reste la même ?

Productrice de décadence, génératrice d'atonie nationale. Le système n'a pas besoin des hommes politiques pour mener à bien parfaitement son oeuvre de mort.

Les hommes politiques sont une caution, une illusion. Ce sont des compères.

Ils sont là pour faire croire au peuple qu'ils ont choisi librement des chefs alors qu'ils n'ont désigné que des fonctionnaires de la chose publique.

Le système qui se prétend démocratique ne l'est pas. Le système qui prétend obéir à la volonté du peuple ne repose sur aucune base mais est tenu par le haut, par l'Argent.

Pas l'argent du travail, pas l'argent du capital honnête qui fait fructifier l'intelligence et l'énergie, non, l'argent apatride, l'argent spéculateur, l'argent nomade, l'argent au service de l'argent.

Cela était vrai déjà il y a cent ans. Les techniques modernes de communication et de transport n'ont fait

que pousser dans ses conséquences concrètes ce qui était en germe dès le XIX^{ème} siècle.

Dans ces conditions, croire que l'on changera tout, en élisant 300 députés, 300 sénateurs, voire un président de la République, c'est vendre une chimère et c'est mentir. Le redressement implique d'abord un changement interne, un changement cardinal de notre organisation politique et sociale, un changement qui est la condition absolue de notre victoire.

Cette indispensable réforme organisationnelle interne est très simple à mener à bien si on en a la volonté... Je parle de l'organisation d'un mouvement de libération nationale.

L'époque des Duce est terminée. Celle des Grands Timoniers aussi. Le Führer, le Danube de la Pensée, le Caudillo, le Conducator, tout cela c'est fini et heureusement.

Le mouvement national n'a pas besoin d'un chef. Il a besoin de centaines de chefs. Il a d'abord besoin non d'une structure pyramidale sur le modèle du parti politique sous la III^{ème}, la IV^{ème} et la V^{ème} République, mais d'une structure souple, empirique, dynamique.

Vous le savez, je défends l'enracinement militant local. C'est le seul qui témoigne d'une vivacité d'implantation. C'est donc ces bases locales, largement autonomes, qui doivent être le mouvement national. Elles en constituent naturellement la souche vivante, elles en sont les cellules qui lui donnent vie.

Je rêve d'un mouvement où être responsable d'une commune de 2.000 habitants, y avoir implanté une section dynamique, être capable d'y diffuser des tracts, d'y monter une liste, d'y avoir des élus, serait plus prestigieux, plus important, que d'être membre d'un comité central qui ne centralise rien ou d'un bureau politique où le bavardage aimable le dispute aux considérations opportunistes.

Ces sections communales pourraient, en fonction de leur géographie, s'entraider, mener des actions à bien, sans qu'il soit besoin pour autant qu'existe même un responsable départemental.

Le département a été créé voilà deux siècles à une époque où se déplacer au chef-lieu de canton était une équipée.

Dans la France d'aujourd'hui, un bureau directeur régional constitué des meilleurs chefs de sections élus par leurs pairs suffirait peut-être à tracer des axes, à définir des stratégies, à créer de l'action.

Car je crois en la décentralisation. Je ne sais pas comment Paris peut décider efficacement la manière dont il faut militer à Nice ou à Lille. S'il s'agit de faire du matériel de propagande générique comme il existe des médicaments génériques, pourquoi pas ? Mais un tel matériel éloigné des événements, quelle que soit sa qualité n'est pas le plus efficace.

Ce qui est efficace, ce qui frappe, c'est le tract qui arrive dans la boîte aux lettres deux jours après un événement. Et ce tract là, seules les sections communales peuvent en sentir la nécessité et traduire ce besoin en acte en un temps record.

Une précision : pour moi, le combat local n'est pas que municipal. Il est également départemental et régional. Prendre le pouvoir dans une de ses assemblées n'est pas un rêve. Encore faut-il, là encore, le vouloir vraiment. Encore faut-il être implanté dans cette région. Encore faut-il connaître ses habitants, y disposer d'un vaste réseau d'élus locaux.

Encore faut-il y présenter des candidats crédibles, qui travaillent le terrain, un terrain qu'ils connaissent parce qu'ils y vivent.

J'ai le regret de le dire mais ces conditions ont rarement été remplies par le mouvement national.

Ce travail local, quel que soit son échelon, suppose évidemment une décentralisation des moyens financiers. Un Quartier Général à Paris avec une petite armée de fonctionnaires n'offre aucun intérêt sauf pour ceux qui ont besoin de jouer aux généraux.

Cet argent englouti dans du décor, dans du théâtre, manque cruellement en province. Et en politique militante, la province commence aussi dans les rues de Paris puisque la fédération de Paris est logée à la même enseigne que celle de Dordogne. C'est-à-dire : débrouillez vous...

L'argent du mouvement national, et notamment le financement public, doit aller dans les caisses des sections locales. L'argent en politique c'est le sang à la guerre. Pas d'argent, pas de tracts, moins d'initiatives.

Pour conclure sur ce point, je dirai donc qu'avant de vouloir réformer la fiscalité en France, il faut d'abord

réformer la répartition des financements au sein du mouvement national. Si l'on n'est pas capable de l'un, comment, qui pourrait croire que l'on sera capable de l'autre.

Avant de prétendre rénover la France, il faut être capable de faire évoluer le mouvement national avec exigence dans un but d'efficacité.

Il y a donc, dans mon esprit, prioritairement, un combat local à mener. Il y a également des combats thématiques. Combat social, combat syndical, combat environnemental, combat des consommateurs, combat agricole etc... etc... Ils devraient l'être par le biais de sections nationales regroupant tous ceux que leur métier, leurs connaissances, leurs inclinaisons poussent à s'impliquer. Ces sections thématiques devraient bénéficier, elles aussi, au même titre que les sections géographiques, et en fonction de leurs résultats concrets, des mêmes financements du mouvement. Là encore, ce serait une nouveauté. Il s'agirait, bien sûr d'un travail de longue haleine, commencé souvent humblement, de manière souter-raine.

A quoi bon chercher la publicité ? On l'a vu il y a six ans avec les Front nationaux syndicaux. Une large couverture médiatique. Et puis, rien... Le vide. Tout simplement parce que l'on ne cherchait que le bruit. Permettez-moi de développer, très brièvement, un exemple d'un combat thématique. Le combat social. Imaginons le mouvement national investissant dans l'achat d'un local dans une ville. Pas un local pour que dix convaincus s'y retrouvent entre eux, mais un local ouvert, où le plus souvent possible, on accueillerait les Français en détresse et notamment les adolescents, à qui l'on parlerait aussi, bref, à qui on apporterait un peu de chaleur humaine.

Dans ce même local, dans un coin, un enseignant de chez nous. Il y en a, plus qu'on ne le croit, ferait du soutien scolaire pour des jeunes français, tous les mercredis après-midi.

Un autre jour, ce serait une assistance sociale à la retraite qui tiendrait permanence pour recevoir des mères de famille en difficulté, leur donner des conseils. Et ainsi de suite...

Vous imaginez l'impact d'un tel travail ? Multiplié un jour par cinq villes, puis par vingt ?

Il ne manque pas de compétences dans le mouvement national. On y trouve, au contraire, de tout.

Ce qui manque c'est la fédération des compétences, ce sont les projets. Or, tout cela est du ressort du mouvement national qui est, en quelque sorte, la centrale de toutes les énergies nationales même si elles ne s'emploient pas dans le même parti.

Or, le mouvement national ne fait pas ce travail. Pire ! Il n'en a même pas l'idée ou alors de temps à autre comme un gadget, le temps d'une campagne électorale, pour se donner un genre.

Ceci étant dit, qu'on me comprenne bien. Je ne suis pas contre un centre directeur. Je suis contre la centralisation. Je ne nie pas la nécessité d'une direction, mais je prétends que celle-ci doit être concertée, collégiale.

Au modèle du César imperator, je préfère celle de l'aristocratie militante.

Une direction qui laisse de l'autonomie car l'autonomie en politique est source d'action, de vie.

Le centralisme, lui, n'engendre pas, il entraîne sclérose, apathie.

On le voit d'ailleurs aussi dans le rôle des permanents. Il faut des permanents. On en a besoin pour un certain nombre de tâches administratives ou rédactionnelles. Mais il en faut un minimum car pour l'action politique rien ne remplace l'enthousiasme du bénévole.

Pour amener de la vie dans un mouvement, il faut donner des responsabilités. Il faut des chefs. Le mouvement national a besoin de colleurs d'affiches, de distributeurs de tracts mais il a aussi et surtout besoin de chefs nombreux.

Etre un chef, ça ne se décrète pas. Ça se prouve, ça se mérite. Etre chef, ce n'est pas être nommé responsable par une centrale et donner des ordres.

Etre chef, c'est montrer l'exemple, c'est aller plus loin. Etre exigeant d'abord avec soi, pour pouvoir l'être avec les autres.

Etre chef, ce n'est pas être élu sur une liste à une élection, ce n'est pas siéger dans une assemblée.

Etre chef, c'est avoir groupé autour de soi des hommes et des femmes qui vous suivent parce que vous

leur indiquez le nord. Et cela doit être vrai à tous les échelons de la responsabilité.

Etre chef, c'est aimer chaque membre de l'équipe comme l'on aime ces pairs, comme l'on aime les membres de sa famille.

Or, des chefs, le mouvement national en manque cruellement aujourd'hui. Tout n'est pas de sa faute dans cette grave absence. L'époque est au ver de terre, pas à l'aigle.

Le seul mot de chef est ressenti comme une insupportable offense aux bonnes moeurs républicaines, comme un ignoble blasphème au catéchisme des droits de l'homme et de l'amibe. Dans une jeunesse que l'on bourre de drogues, que l'on éduque à coups de sonos, il n'est pas toujours aisé non plus de trouver une relève.

Mais tout de même... La vérité est là : le mouvement national n'a jamais cherché à créer, former, développer sa propre élite.

Je dirai même que sa direction a souvent eu peur du germe de ce qui aurait pu être cette élite.

Certes, il y a des hommes admirables au sein du mouvement national. Des hommes énergiques, avec des volontés puissantes, des hommes forts qui, dans leur secteur, travaillent bien pour la cause. Mais cela se fait le plus souvent malgré le mouvement national.

Or, celui-ci ne pourra jamais vaincre s'il n'est pas en ordre de bataille comme une armée et une armée, ce sont des soldats et un état-major, mais c'est aussi et surtout un corps nombreux de sous-officiers et d'officiers. Le mouvement national a besoin d'officiers. Tôt ou tard, il faudra bien se résoudre à créer cette élite.

Le XXème siècle a été l'âge des masses. Ce n'est plus le cas. Les masses mastiquent devant la télé.

Pour les détourner de ce mirage hypnotique, il faudrait beaucoup de travail sur le terrain. C'est là la mission, au plein sens du terme, de notre élite militante.

Le nombre n'est pas la force. On peut être mille et faibles.

La force est dans l'intensité, la résolution, la concentration, la volonté, l'énergie. Elle est aussi dans la discipline et dans la fraternité de l'esprit de corps.

C'est là que nous rejoignons la nécessaire réforme spirituelle du combat national. Certes, nous voulons la baisse des impôts. Mais nous ne sommes pas des boutiquiers. Nous ne sommes pas des libéraux.

Certes, nous voulons une France française et une Europe européenne. Mais nous ne sommes pas le coeur plein de haine même si nous avons souvent la nausée.

Nous sommes d'abord mus par une force positive, l'idéal. Nous croyons qu'il existe des choses supérieures à nos petites existences. Nous observons une hiérarchie.

Nous aimons notre peuple, son histoire. Vercingétorix, Clovis, c'est un peu notre famille, Henri IV, Louis XIV, ce sont un peu nos pères.

Même lorsqu'ils sont moins beaux, moins vastes, les paysages de notre pays nous charment comme aucun autre parce qu'il y a un secret entre eux et nous. Ils sont à nous, ils sont nous.

Nous avons un lien charnel avec nos aïeux, leur sang est notre sang, et nous avons poussé sur cette terre de France, elle a nourri notre âme, formé notre être.

Nous ne sommes pas des nomades, mais des hommes enracinés, avec une identité.

Nous ne sommes pas un atome, mais un maillon d'une chaîne. Et c'est pour cela, si nous y songeons un peu, que nous ne sommes jamais seuls... Nos ancêtres marchent avec nous. Il y a une mystique nationale et nous inclinons nos individualités face à elle.

Nous devons tirer une force de cette mystique. Elle peut nous grandir, nous permettre de voir un peu plus loin que nos simples existences.

Ce qui nous différencie de beaucoup de nos concitoyens, ne nous rend pas forcément supérieurs mais nous oblige aujourd'hui à certains devoirs avant, peut-être, demain de nous donner quelques droits.

Il n'est pas facile de croire en la France, de croire en Dieu, de croire au monde européen, dans une époque où l'Europe est une étable où l'on élève le Veau d'or, où l'Eglise catholique compte en son sein ses plus implacables ennemis et où la France est bannie des pensées et des actes de ceux qui, démocratiquement et républicainement, la dirige.

Au contact de cette boue, il est difficile de ne pas sombrer, comme la plupart de nos contemporains dans le consumérisme, c'est-à-dire le matérialisme, c'est-à-dire, au fond, le nihilisme.

Et notre plus grand ennemi est bien ce dernier.

Le nihilisme est pire que le communisme, il n'a besoin ni de blindés, ni de commissaires politiques pour entrer partout, pour tout noyer sous sa visqueuse mëlasse...

Le nihilisme, c'est la vie en rase mottes, c'est l'existence sous bocal, c'est un monde sans vrais hommes.

Le nihilisme, c'est "le tout vaut tout", c'est le "à quoi bon", c'est le "c'est toujours ça de pris", c'est le "profitons-en". Ce n'est pas une idéologie, c'est le néant, la mort.

C'est pour cela qu'il nous est si difficile de vaincre, d'attirer à nous. Parce que nos compatriotes, écoeurés par les mensonges et les trahisons des politiques, ne veulent qu'une chose : qu'on leur fiche la paix ! Dieu, que ce soit Jésus, Bouddha ou Odin, ils s'en foutent !

La France, à moins qu'elle ne joue en finale d'un quelconque jeu de balle, ils s'en foutent !

Ne comptent que la hausse de leur salaire, le soleil de leurs vacances, les appétits de leurs corps, bref, que cet horizon étroit et clos dont ils sont le centre éphémère et qu'ils appellent leur vie.

Dans ces conditions, on comprend mieux que l'immigration ne soit vraiment un fléau que lorsque l'on vole votre voiture ou que le crime ne frappe votre famille. A ce moment là, on vote. Et puis on attend que d'autres fassent le travail. Quitte à les critiquer si d'aventure, ils le faisaient un peu rudement...

Mais si l'on y réfléchit bien, tout cela est, au fond, normal. Les saints, les héros, les chefs, les âmes exemplaires, à chaque génération, sont l'exception.

Autrefois, ces exceptions accédaient au rôle de chef de village, de chef de troupes, de chef de peuple, de chef d'empire.

Aujourd'hui, le chef est un monsieur qui a été élevé en batterie scolaire durant un quart de siècle avant de sortir de Sciences-Po et de l'E.N.A.

Puis, bien sûr, lorsqu'il s'agit de chefs éminemment démocratiques et républicains, l'école du mensonge a sélectionné l'élite des corruptibles, les meilleurs dans le pire... Un Chirac, un Juppé, sont l'élite du système républicain. Ils ne l'ont pas perverti, ils en sont au contraire, les fruits les plus authentiques, les plus purs, les mieux calibrés.

Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est donc l'abaissement moral de tout un peuple. On ne peut plus parler de la France à quelqu'un qui s'en fiche. Or, la majorité de notre peuple s'en fiche.

C'est ainsi. Et il faudrait encore de grands malheurs pour que cet égoïsme fasse place à des sentiments plus généreux.

A ces Français qui ne croient plus en rien, qui doutent de tout, on ne peut pas parler le langage du système, on ne peut pas servir une bouillie tiède, douce et digeste.

Seul l'électrochoc de la vérité peut permettre d'en sortir certains de leur torpeur.

Il faut donc dire et redire partout et toujours la vérité. Mais cela ne peut pas se faire par la propagande de masse. On ne convainc personne par un seul tract ou une affiche, ni même par un journal à la parution irrégulière. Seule la force d'une présence active, répétée, patiente peut peser sur les consciences et les esprits.

Le militant de demain doit être un missionnaire. Par sa parole, par son exemple, il peut éveiller ce qu'il y a de meilleur chez l'autre.

En politique politicienne, on peut tricher. Mais au fond, nous, nous ne faisons pas de politique. Nous menons un combat de libération nationale et internationale. Si nous trichons, nous perdons. Or, tricher, c'est faire les choses à moitié, c'est militer à temps partiel, c'est s'engager aux heures creuses.

Bien sûr, toutes les bonnes volontés sont à prendre. Mais au-dessus d'elles, il faut des cadres qui donnent tout, qui ont conscience d'appartenir à un ordre militant. Des chefs militants qui portent toujours en eux la France et son peuple. Des hommes qui veulent faire l'histoire et ne plus la subir.

Pour former de tels cadres, le mouvement national ne pourra se satisfaire de simples universités d'étés ou de journées de formation. Une école de cadres est nécessaire.

Le mouvement national a besoin de son Saint-Cyr, de son Saint-Maixent. Un endroit où l'on puisse juger

des compétences mais aussi et surtout jauger les caractères. Un lieu où l'on formerait des hommes capables au même moment, à mille kilomètres de distance, sans concertation, d'aller dans le même sens parce qu'ils auront reçu la même boussole.

Certains en m'écoutant peuvent se dire : il exagère. Le mouvement national a obtenu depuis vingt ans des résultats considérables.

Il dispose de centaines d'élus qui, certes, sauf exceptions ont autant de pouvoirs qu'un écolier, mais qui tout de même représentent nos idées dans les enceintes des conseils régionaux.

Le travail politique qui a été ainsi mené nous promet des lendemains qui chantent, au pire, des surlendemain.

Je suis désolé pour ceux qui penseraient ainsi mais j'estime qu'ils n'ont pas saisi que le combat a changé de nature. Un combat qui serait pensé et mené comme seulement un combat électoral, politique au sens de des institutions de la Vème République, est un combat vain, et donc inutile.

Il ne s'agit plus de battre la gauche, d'empêcher l'arrivée de ministres communistes dans un gouvernement, de garder nos colonies ou de défendre nos agriculteurs. Il s'agit d'un combat total pour sauver notre peuple de sa disparition programmée pour ce siècle.

Jean Raspail dans un magnifique article paru dans le Figaro du 17 juin dernier a parfaitement résumé la situation. Je le cite :

"Les Français de souche", matraqués par le tam-tam lancinant des droits de l'homme, de "l'accueil à l'autre", du "partage" cher à nos évêques, encadrés par tout un arsenal répressif de lois dites "antiracistes", conditionnés dès la petite enfance au "métissage" culturel et comportemental, aux impératifs de la "France plurielle" et à toutes les dérives de l'antique charité chrétienne, n'auront plus d'autre ressource que de baisser les frais et de se fondre sans moufter dans le nouveau moule "citoyen" du Français de 2050. Ne désespérons tout de même pas

Assurément, il subsistera ce qu'on appelle en ethnologie des isolats, de puissantes minorités, peut-être une quinzaine de millions de Français - et pas nécessairement tous de race blanche - qui parleront encore notre langue dans son intégrité à peu près sauvée et s'obstineront à rester imprégnés de notre culture et de notre histoire telles qu'elles nous ont été transmises de génération en génération.

Cela ne leur sera pas facile.

Face aux différentes "communautés" qu'on voit se former dès aujourd'hui sur les ruines de l'intégration (ou plutôt sur son inversion progressive : c'est nous qu'on intègre à "l'autre", à présent, et plus le contraire) et qui en 2050 seront définitivement et sans doute institutionnellement installées, il s'agira en quelque sorte - je cherche un terme approprié - d'une communauté de la pérennité française.

Celle-ci s'appuiera sur ses familles, sa natalité, son endogamie de survie, ses écoles, ses réseaux parallèles de solidarité, peut-être même ses zones géographiques, ses portions de territoire, ses quartiers, voire ses places de sûreté et, pourquoi pas, sa foi chrétienne, et catholique avec un peu de chance si ce ciment-là tient encore".

Et disant cela, Raspail nous montre la voie. Certes, le combat politique doit être mené, toujours et encore. Il est la vitrine électorale. Mais le combat le plus important est celui de la structuration de notre communauté, de son développement, de son armement psychologique, moral, spirituel et politique pour faire face aux grandes menaces.

Je le dis clairement : mieux vaudrait demain une communauté d'un million d'hommes et de femmes, avec ses écoles, ses collèges, ses lycées, ses réseaux d'entraides matériels etc....que cinq millions d'électeurs amorphes et seulement 2 000 militants dans toute la France.

Ce million attirerait à lui comme un aimant tous ceux qui ne veulent pas se dissoudre dans le grand magma universaliste.

Avant de songer à la Reconquista, il faut une armée. Cette armée, ce ne peut être que dans notre communauté que nous pouvons la trouver. Créons-là, renforçons-là. Là est le chemin, là réside l'espoir.

Oui, nous aussi Européens, comme le monde noir, comme l'Asie, comme les indiens des Amériques, nous avons droit à l'existence, sans culpabilisation, sans courber la tête parce que nous serions aux dires

de nos ennemis des racistes, des esclavagistes, des colonialistes.

Nous n'avons d'excuses à présenter à personne. Ce n'est nullement notre faute si nos aïeux étaient forts, volontaires, travailleurs et ingénieux, s'ils se sont lancés à la conquête du monde et si sur tous les continents on pliait le genou devant eux.

Ce n'est pas notre faute, si nos peuples d'Europe ont inventé la roue, envoyé des hommes sur la lune et construit les cathédrales.

Mais ce serait notre faute, notre faute entière, irrémédiable, si aujourd'hui nous cessions le combat ou si nous nous contentions de le mener gentiment, en banquetant de temps à autre entre nous.

Je suis persuadé que la victoire est possible. Mais avant elle, il faudra faire en notre sein une révolution des pratiques et des perspectives.

Elle se fera fatalement sous la pression des événements dans dix ans ou dans vingt. Alors, commençons-la tout de suite. Gagnons du temps. Nous en avons si peu. Je ne vous dis pas : ayons une guerre d'avance. Mais arrêtons d'avoir une guerre de retard.

Chaque année que nous passerons à organiser le mouvement national sur la base de la construction d'une communauté comptera. Mais chaque année que nous aurons laissé filer, sans travailler à cette nouvelle organisation, comptera double ou triple et comptera contre nous.

Voilà esquissés à grands traits les points de passage vers lesquels le mouvement national devra se diriger s'il veut un jour peser sur les événements au point de les créer. C'est une longue route, c'est un combat bien plus complexe que celui que nous avons mené depuis 20 ou 30 ans.

Ce nouveau combat, nouveau car adapté à notre époque, exige de l'imagination, de la souplesse, de l'enthousiasme aussi. J'espère que très bientôt nous en écrirons ensemble les premières pages.

Tout est possible ! La victoire est possible ! Nous en avons fait la preuve ici depuis dix années. Marie-Christine BIGNON le fait depuis trois ans à Chauffailles et bien sûr notre prédécesseur, Pierre BERNARD à Montfermeil nous a montré le chemin.

Nous pouvons tous demain le prouver partout en France. Portés par , chacun doit mener le combat sur son territoire, un combat de résistance, un combat de reconquête, notre combat !

Pour la France, pour la civilisation européenne, pour notre peuple !

*Discours de Jacques Bompard,
lors de l'Université d'Eté de l'Esprit Public, le 31 août 2005*

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Tout au long de ces jours de travaux, nous avons pu le vérifier : le système qui nous gouverne - et qui gouverne - la majeure partie des Etats de la terre représente une menace sans précédent dans l'histoire du monde pour notre peuple, comme d'ailleurs pour tous les peuples.

Dilution des identités, effacement des cultures, abandon des spécificités, abdication des Etats, chute des mœurs et de la famille... Tout ce que plusieurs millénaires d'humanité, plusieurs centaines de générations, avaient lentement élaboré, semble aujourd'hui à la veille de disparaître entièrement ; noyé, submergé, par le mode de vie consumériste, la mise à l'index de toute norme sociale et le triomphe de la sphère privée, cette tyrannie laïque et obligatoire de l'individualisme.

Dans notre pays, les choses vont très vite. Elles s'accroissent même. En seulement 20 ans - et qu'est-ce vingt ans à l'échelle de l'histoire ? - dans le domaine politique, la France a perdu sa monnaie, abandonné la majeure part de son pouvoir législatif, marginalisé la puissance de son armée.

Dans le domaine social, elle a reconnu avec le PACS les unions entre homosexuels, renoncé à provoquer tout effort démographique.

Dans la sphère religieuse, elle a élevé l'Islam au rang de religion nationale, choyée par la droite de Sarkozy, vénérée par la gauche prétendument laïque.

Dans le domaine économique, notre agriculture entre dans la dernière phase de son agonie, alors que notre industrie a commencé la sienne depuis trente ans et que le secteur tertiaire ne suffit plus à offrir des emplois sûrs et bien rémunérés.

Les Français sont-ils heureux ? Oui, si l'on comptabilise le nombre de voitures, de lecteurs de DVD ou de téléphones portables par famille. Oui, si l'on considère leur obstination à élire et à réélire les mêmes hommes des mêmes partis depuis des décennies. Oui, si l'on en croit les sondages au lendemain d'une victoire de l'équipe de France de football.

Non, en revanche, si l'on se penche sur une autre comptabilité, plus mortifère mais, hélas, bien réelle ; celle du nombre des suicides, celui des drogués, celui des obèses, celui des célibataires qui, paraît-il, souhaiteraient fonder une famille, mais ne trouvent point la soi-disant âme sœur. Non, si l'on additionne aux chômeurs tous les exploités des petits boulots, si l'on ajoute tous ceux qui, chaque année, quittent notre pays pour aller gagner leur vie à l'étranger.

Mais si les Français ne sont pas heureux, ils mangent, sauf exceptions rares, à leur faim et ils regardent leur télévision quatre heures par jour. Aucun frémissement révolutionnaire, nul accès de colère ne semble capable de traverser le corps social français. Et si un grand mouvement de protestation relève de l'utopie que dire d'un élan d'adhésion pour un parti, une doctrine ou un homme...

Bref, parfois malheureux, souvent insatisfait, presque toujours râleur, le Français subit sans guère broncher son sort, persuadé de l'inanité de tout effort collectif pour y échapper.

Tel est le triomphe de l'individualisme et du relativisme. Les mouvements d'humeur du citoyen dont la voiture a brûlé ou a été volée, dont le fils a perdu son emploi ou dont la femme ou une des filles a été violée, ne se transforment très rarement en réaction politique, en engagement personnel. Il est vrai que le système apporte des interprétations anesthésiantes à tous les phénomènes négatifs qui peuvent nous toucher. Une voiture brûlée devient une incivilité. Une délocalisation, la rançon du progrès économique... Si, d'aventure, l'anesthésie ne suffit pas et que cela pince encore un peu, alors intervient la magie, le tabou, les fétiches.

Ce sont les mots de la *novlangue*, celle annoncée par Orwell, prononcés pour angoisser et provoquer un réflexe pavlovien : antiracisme pour racisme antifrçais, solidarité internationale pour impôt ou rakett, fascisme, nazisme... les mots qui font peur et qui font reculer l'électeur avant de faire son choix dans l'iso-

loir. Un isolement d'où sortent, élection après élection, depuis des décennies et des décennies, les mêmes hommes des mêmes partis pour servir le même système.

Un système profondément corrompu, zone de confluence des appétits individuels et des intérêts capitalistes, où, sous le nom de république française, croupit le marécage politicien.

Un système où l'intérêt général s'efface devant la puissance de l'argent. On le voit avec les trusts, avec les compagnies pétrolières, avec les marchands de canons. Ce sont eux qui ont l'argent nécessaire pour faire les carrières politiques, pour encourager les vocations favorables à leurs affaires.

Qui peut attendre encore quelque chose de ces partis ? Qui peut croire qu'ils ont la moindre influence sur les phénomènes migratoires, sur l'insécurité, sur le laxisme généralisé, sur la disparition des valeurs morales... ?

Dans ce contexte de paralysie générale des énergies collectives, d'atomisation des destins, d'assoupissement des consciences, sur quelles forces peuvent s'appuyer ceux qui refusent ce système à détruire notre peuple ? Ni la religion catholique, ni l'amour de la patrie, ni la conscience d'appartenir à une civilisation millénaire, ne semblent plus aujourd'hui être des ressorts suffisamment puissants.

La faute, peut-être, de leurs représentations sociales, que ce soit l'Eglise ou l'Etat.

Plus sûrement le fait que l'homme nourri et distrait n'a plus besoin des autres hommes, si l'on en reste à la simple observation des besoins. Mais si l'homme n'avait que des besoins, son bonheur serait quantifiable, planifiable, accessible. L'homme est également animé de forces qui toutes se rattachent à la lutte, qui, toutes, s'appuient sur des instincts et des façons d'être et de pouvoir que l'on peut étouffer mais non tuer. Elles sont plus fortes que la raison raisonnée.

Ces sentiments d'appartenance sont toujours vivaces car éternels et s'ils se réfugient aujourd'hui, par exemple, sur les gradins des stades, ils ne demandent qu'à en descendre pour occuper tout l'espace de la Cité.

Encore faut-il pour catalyser ces forces, pour les faire remonter à la surface de l'histoire de notre temps, que d'autres hommes les éveillent, les canalisent, les orientent. Si l'histoire se fait par la volonté de quelques hommes, elle ne devient triomphante que par l'adhésion de masses considérables. Or, celles-ci se détournent des partis politiques, se désagrègent jusqu'à l'atome individuel. On les comprend.

Un parti gouvernemental comme l'UMP ne compte pas grand monde une fois qu'on en a soustrait tous ceux qui vivent de la politique : milliers de députés, de maires, de conseillers municipaux, généraux, régionaux, milliers de permanents, d'attachés parlementaires, de secrétaires de conseils généraux ou régionaux, épouses ou époux de tout ce monde...

Seuls les partis hors du système attirent encore, mais en nombre faible, et marginal au prorata de la population totale, des militants bénévoles et dévoués.

Une seule mouvance a réellement amené à elle une masse considérable d'hommes et de femmes, c'est la nôtre, laquelle, entre 1984 et 1998, a vu passer dans ses rangs plusieurs centaines de milliers de personnes.

Rappelons-nous seulement des meetings pour la présidentielle de 1988. Le stade vélodrome de Marseille rempli aux trois quarts, le quatrième étant occupé par l'estrade du meeting. 20.000 personnes selon le journal *Libération* ! Peut-être 30.000 en réalité. La fête de Jeanne d'Arc la même année : 10 à 15.000 militants dans les rues de Paris.

Où sont-ils passés ? Où sont passés aussi tous ces gens qui ont défilé le 1^{er} mai 2002 dans les rues de Paris ? Là encore 8 à 10.000 militants. Les voit-on dans les meetings du FN, dans ses permanences, dans ses dîners débats ? Non... Ils sont venus et on les a laissés repartir.

Pourquoi vous dis-je tout cela ? Simplement parce que je crois qu'il ne faut pas jouer, pas se leurrer. Avant de vouloir combattre le système en place, avant d'en sortir même par la porte de secours, il faut être capa-

ble, il faut être respectable, il faut être digne, il faut être crédible. Or, je ne crois pas, hélas, que ce soit l'image que donne notre famille de pensée aujourd'hui en France.

Nous n'incarbons pas ou plus une alternative, nous ne représentons pas l'espoir. Nous rassemblons seulement le temps d'une élection une minorité de notre peuple, et à l'intérieur de cette minorité, la grande majorité exprime un ras le bol, pousse un cri de protestation, mais, en aucun cas, ne souhaite réellement nous donner les rênes du pouvoir.

Comment changer cela ? Certainement pas en persévérant dans les mêmes méthodes, en recommençant les mêmes erreurs, en allant comme un troupeau de brebis là où nos ennemis nous mènent et nous attendent.

Ces derniers désinforment en nous caricaturant, en falsifiant notre programme. Ne les aidons plus dans leur tâche.

Les événements de la seconde guerre mondiale n'intéressent pas les Français. Ils ont d'autres soucis et d'autres attentes. Les discours imprécateurs, les provocations verbales, les envolées utopiques sur la création d'un grand service public mondial, choquent également ou désorientent.

Ce que je dis là ne pouvant apparemment être compris par ceux qui président aux destinées de la mouvance nationale, ils nous appartient à nous, les petits, la base, d'agir.

La situation est trop grave. Nous ne pouvons plus attendre une hypothétique réforme par le haut de la droite dite nationale. Notre devoir est de travailler à la création de la force novatrice qu'espèrent les Français.

En attendant, et puisque nous ne pouvons hâter ses nécessaires changements internes, nous devons - car nous pouvons - agir à notre niveau, comme le défenseur du mur d'enceinte d'une citadelle tient son morceau de créneau.

Nous devons agir là où nous vivons, nous devons agir localement.

Ce travail local, de terrain, peut sans aucune difficulté se placer éventuellement hors des partis. Certes, tout le monde ne dispose pas d'une implantation similaire à celle d'Orange. Mais partout il est possible de préparer les élections municipales de 2007 ou 2008 en se constituant en association d'intérêt local. Dans beaucoup d'endroits, il est possible de faire élire des conseillers municipaux d'opposition.

Un conseiller d'opposition est utile. D'abord, parce qu'il acquiert de par son mandat de la crédibilité auprès des électeurs et peut ainsi envisager, en travaillant, de gagner les élections suivantes. Ensuite, parce qu'il peut influencer sur un certain nombre de décisions ou prise de position idéologiques de la majorité. Je vous donnerai un seul exemple. Dans une ville voisine, celle de Bollène peuplée de 15 000 habitants, où nous pesions en 2001, 47% des voix, la municipalité socialo-communiste a commandé d'elle-même une étude sur la population immigrée de la ville. Chose inouïe, due à la seule action de nos élus d'opposition, qui, depuis cinq ans, combattent sur ce terrain. Alors, bien sûr, l'élue communiste qui a commenté l'étude se félicite et affirme que tout va très bien à Bollène, que les immigrés sont gentils, beaux, sympathiques, mais l'on sait maintenant que la commune compte deux fois plus d'immigrés que la moyenne nationale, compte non tenu des naturalisés et des clandestins. Les faits ne sont plus niés : les Bollénois savent maintenant une partie de la vérité sur leur ville.

Je pourrais multiplier ce genre d'exemples.

Ce dont je voudrais vous persuader c'est qu'un élu local a cent fois plus de pouvoirs, de possibilités d'agir sur le réel, de rayonnement véritable sur le peuple avec lequel il est en contact constant, que les chefs d'un parti pesant 15% mais n'exerçant aucune responsabilité pouvant influencer sur les décisions politiques, sociales ou économiques. Aurions-nous 1.000 conseillers régionaux que cela n'aurait que peu d'importance s'ils restaient dans une opposition strictement formelle car, dans la masse de nos concitoyens, presque personne ne connaît les conseillers régionaux. Seuls comptent les élus communaux et, à une moindre mesure, les conseillers généraux.

Trop souvent nos concitoyens font une distinction entre la politique et la vie locale. Cette distinction est faite aussi par beaucoup de militants ou de cadres de notre famille de pensée. Il y aurait d'un côté, la politique, la vraie, la grande, la seule passionnante. Celle qui permet de refaire en rêve le monde, où l'on parle

des grands blocs continentaux, de l'économie européenne, de la diplomatie en Afrique.

Bref, une politique éloignée de la vie des citoyens, une politique sans risque pour les mouvements minoritaires, puisque sans aucune responsabilité.

Et, de l'autre, il y aurait cette forme inférieure de la vie politique, celle que certaine jeune femme politique avait désigné voici quelques années sous le nom de politique des «eaux usées».

Ce mépris est à la fois incompréhensible et dangereux. Incompréhensible car la politique, c'est, qu'on le veuille ou non, d'abord et avant tout, cela : la gestion de la vie quotidienne, la gestion du tous les jours des habitants de la cité. Il y a un lien essentiel entre la politique et le quotidien. Le refuser, c'est se mettre en retrait, c'est se placer à part, c'est refuser la confrontation avec le réel et donc tourner le dos à toute recherche d'efficacité.

Ce mépris est également dangereux car il a entraîné depuis vingt ans notre absence sur le terrain. Nous avons laissé les places aux représentants des autres mouvements politiques. Comment est-il concevable que dans la quasi-totalité des villes et villages où nos idées dépassent les 10 ou les 20% nous n'ayons aucun élu ?

La faute en revient uniquement au mirage présidentiel, à ceux qui pensent que l'on pèse politiquement plus lorsque l'on est battu à une élection nationale que vainqueur à un scrutin local.

La faute à ceux qui imaginent que cinq minutes à la télévision suffisent pour enrayer le lavage de cerveau subi par nos contemporains.

Je suis, pour ma part, certain du contraire. Seul le contact humain peut parvenir à inverser la donne. Seule l'existence de milliers de relais locaux actifs sur la durée peut peser politiquement.

C'est la raison pour laquelle vous devez continuer à être ou devenir acteurs, prendre ou, à tout le moins, chercher à prendre des responsabilités dans votre commune. Que ce soit au conseil municipal, mais aussi dans les clubs, les associations, les groupes de parents d'élèves.

Partout où il existe un pouvoir, un centre d'influence sur la vie de la cité, partout où vous pouvez prendre une place, prenez-là. C'est un devoir militant beaucoup plus important et bien plus difficile que coller des affiches pendant les campagnes électorales.

Ce devoir, je suis convaincu que vous tous présents ici, vous êtes décidés à l'accomplir. En effet, si vous êtes ici depuis trois jours, c'est qu'un même moteur nous fait avancer, nous unit. C'est parce que nous avons tous pleinement conscience que ce que nous faisons ici et ce que nous voulons faire dans l'avenir, nul ne le fait et nul ne veut le faire ailleurs !

Cette action personnelle que nous devons tous mener sur le terrain local, dans notre commune, n'est pas pour autant forcément un combat isolé. Je crois, au contraire, à la nécessité de coordonner nos efforts, de créer une confédération à l'échelle régionale de nos actions d'implantation locale. C'est notre ambition en région Provence pour cette rentrée avec en ligne de mire les élections municipales de 2008. Deux grosses années nous en séparent, mais 24 mois qui passeront très vite et qu'il va falloir mettre à profit immédiatement.

Je le dis donc ici : nous sommes à votre disposition pour vous aider à mener chez vous notre combat.

Je souhaite placer celui-ci sous celui de la persévérance et de l'humilité.

Persévérance car rien ne s'obtient sans travail. Un militantisme commencé à l'automne 2005 a peu de chance de déboucher sur de grandes victoires en seulement quelques mois. Il faut plusieurs années d'efforts consentis, de rebuffades encaissées, de difficultés surmontées, avant d'espérer peser d'un certain poids dans une commune.

Humilité car nous avons trop souffert et souffrons encore tous les jours plus du poids de l'ego au sein du mouvement national. Certes, notre mouvement a besoin de fortes personnalités, mais celles-ci ne doivent pas perdre de vue, qu'en dernière fin, elles sont au service de nos idées, elles-mêmes au service de notre peuple. En tant que militants de la cause nationale, nous devons régulièrement nous poser les questions : suis-je utile, aussi utile que possible ? Est-ce que telle ou telle de mes actions, de mes paroles, ne nuit pas à notre communauté militante ? Suis-je le mieux placé pour prétendre à cette responsabilité ? Que puis-je faire pour être plus efficace ?

Ces interrogations ne doivent pas conduire seulement à tempérer nos ego, à surveiller nos affects, à les relativiser, elles doivent également, et la chose est aussi importante, empêcher tout «suivisme», toute obéissance aveugle. Nous ne devons pas nous conduire en petits chefs mais nous ne devons pas nous en remettre à un grand timonier qui saurait tout mieux que tous. Cet exercice de balance est délicat, je le sais. Il serait pourtant bénéfique à notre cause.

Nous ne sommes pas une secte, les militants ne sont pas des disciples. Nous sommes des hommes et des femmes libres, comme l'était le citoyen de la cité grecque ou les paysans du monde celtique ou germanique.

Nous ne sommes pas un ghetto, au contraire, nous plaçons notre action au sein même de la communauté nationale.

Nous ne nous regroupons pas pour rester entre ceux qui pensent pareil, nous nous regroupons pour amener à nous l'ensemble des Français.

Plus qu'un parti, nous sommes des groupes en marche, un réseau d'initiatives et de compétences. Chacun d'entre vous a son destin militant en main. Personne ne vous empêche et ne vous empêchera de mener un combat local dans votre village, votre quartier, votre ville, votre canton. Libre d'agir, vous n'en serez pas pour autant, si du moins vous le souhaitez, isolé. L'Esprit public entend bien avant tout fédérer vos efforts et vous fournir l'aide fraternelle due aux camarades de combat.

Les animateurs de l'Esprit public sont disposés à venir dans vos régions et départements assurer un ou plusieurs jours de formation militante, à travailler à vos côtés pour vous apporter les munitions dont vous avez besoin. N'hésitez pas à nous contacter à ce sujet.

Nous sommes prêts à travailler avec toutes associations, structures, mouvements, partageant nos idées. Il faut en finir avec l'esprit de boutique. Seul l'intérêt général doit primer.

Notre société est sclérosée au dernier degré. Presque plus personne ne croit en les représentants de ce système. Il existe un vrai boulevard pour une force capable de mettre en adéquation nos idées avec ce potentiel humain considérable.

L'avenir est uniquement entre nos mains. Il faut nous mettre à la tâche !
